

UNIVERSITE MOULOUD MAMMARI DE TIZI-OUZOU

**FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES, COMMERCIALES ET
DES
SCIENCES DE GESTION**

DÉPARTEMENT DES SCIENCES FINANCIERES ET COMPTABILITE



Mémoire de fin d'études

**En vue de l'obtention du Diplôme de Master académique en Sciences
Financières et Comptabilité**

Option : Finance et banque

Thème

**Financement bancaire des petites et moyennes entreprises :
Cas du crédit d'exploitation au sein de la BNA**

Réalisé par:

- BACHEDI Katia
- BELMIHOUB Mélissa

Sous la direction de :

Mme AKKACHE MAACHA Dehbia

Membres de jury:

Président: Mr SAHALI Nordine, MCA, UMMTO

Examineur: Mr KHODJA Mourad, MAA, UMMTO

Rapporteur : Mme AKKACHE MAACHA Dehbia, MCB, UMMTO

Promotion 2022-2023

I. Remerciements

Nous avons l'honneur et le plaisir de présenter notre profonde gratitude et nos sincères remerciements à notre promotrice Mme AKKACHE-MAACHA Dehbia maître de conférences à l'université Mouloud MAMMARI de Tizi-Ouzou pour sa précieuse aide, ses orientations et le temps qu'elle nous a accordé pour notre encadrement.

Nos remerciements les plus sincères et les plus profonds sont adressés à tout le personnel de la Banque Nationale d'Algérie (BNA), agence 583 de Tizi-Ouzou, qui nous ont encadrées et soutenues durant notre stage pratique et spécialement Mme AOUAM Djamila et Mr KESSI Mahdi.

Nos sincères remerciements vont aussi aux membres du jury qui ont eu l'amabilité d'accepter de consacrer un peu de leur précieux temps pour lire et évaluer ce travail.

Nous remercions également tous ceux ou celle qui ont contribué de près ou de loin à l'achèvement de notre travail.

Merci !

II. Dédicaces

Je dédie ce modeste travail à mes très chers parents

À Mes Frères

À toute ma famille et mes amis.

À Mes très chers Grands-parents.

Katia

Je dédie ce modeste travail à mes très chers parents

À Mes Sœurs

À Mes Frères

À toute ma famille et mes amis

À Mes très chers Grands-parents.

Mélissa

III- Résumé

Le financement bancaire des PME est un moyen décisif qui leur permet d'obtenir les fonds pour investir ou exercer leur activité d'exploitation. Il leur permet aussi de croître et de se développer.

Les banques accordent généralement des prêts à court, moyen et long terme, l'obtention de ces fonds dépend de l'évaluation du risque financier occasionné par l'entreprise, de sa capacité à rembourser et de la négociation des termes du prêt.

Il existe une relation étroite entre les PME et les banques ; les entreprises dépendent des banques pour obtenir des crédits afin de financer leurs activités, leurs croissances ; et les banques évaluent la situation financière des entreprises ; puis elles accordent ou refusent l'octroi des crédits en fonction des résultats dégagés après cette évaluation et des garanties personnelles ou des garanties réelles fournies par ces entreprises ; c'est d'ailleurs le cas de la PME "X" qui a obtenu un crédit d'exploitation auprès de la Banque Nationale d'Algérie, agence 583, nouvelle-ville, Tizi-Ouzou.

Mots-clés : banque, PME, moyens de financement, crédit d'exploitation, risque, garantie.

IV- Abstract

Bank financing for SMEs is a decisive means which allows them to obtain the necessary funds to invest or carry out their operating activity. It also allows them to grow and develop. Banks generally grant short, medium and long-term loans. Obtaining these funds depends on the assessment of the financial risk caused by the company, its ability to repay and the negotiation of the terms of the loan.

There is a close relationship between SMEs and banks; businesses depend on banks to obtain credit in order to finance their activities and their growth; and the banks assess the financial situation of companies; then they grant or refuse the granting of credits based on the results obtained after this evaluation and the personal guarantees or real guarantees provided by these companies; this is also the case of SME "X" which obtained an operating loan from the National Bank of Algeria, agency 583, new town, Tizi-Ouzou.

Keywords: bank, SME, means of financing, operating credit, risk, guarantee.

V. Liste des abréviations

PME : Petites et Moyennes Entreprises.

PMI : Petites et Moyennes d'Industries.

LMC : Loi sur la Monnaie et le Crédit.

BCA : Banque Centrale d'Algérie.

BNA : Banque Nationale d'Algérie.

BFR : Besoin en Fonds de Roulement.

CNAS : Caisse Nationale des Assurances Sociales des travailleurs Salariés.

CASNOS : Caisse Nationale de Sécurité Sociale des Non-salariés.

BOAL : Bulletin Officiel des Annonces Légales.

CV : Curriculum Vitae.

SARL : Société À Responsabilité Limitée.

SPA : Société Par Action.

CAF : Capacité d'Auto Financement

CT : Court Terme

TTC : Toutes Taxes Comprises.

TVA : Taxe sur la valeur ajoutée.

MBN : Marge Bénéficiaire Nette.

CA : Chiffre d'Affaires

EBE : Excédent Brut d'Exploitation.

VA : Valeur Ajoutée.

CCI : Chambre de Commerce et d'Industrie.

DPAMR : Déclaration Préalable d'Affectation des Moyens et Ressources.

SAE : Société Algérienne d'Expertise.

FR : Fonds de Roulement

VI- Sommaire

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| INTRODUCTION GENERALE | 01 |
| CHAPITRE01 : Cadre conceptuel sur la banque et l'entreprise..... | 04 |
| Introduction | 04 |
| Section 01 : Aperçu général sur l'entreprise et la banque | 05 |
| Section 02 : La relation PME-banque..... | 19 |
| Conclusion | 26 |
| CHAPITRE 02 : Le financement bancaire des Petites Moyennes Entreprises..... | 27 |
| Introduction | 27 |
| Section 01 : Besoins de financement des PME..... | 28 |
| Section 02 : Moyens de financements des PME..... | 36 |
| Section 03 : Risques et garanties du financement bancaire..... | 50 |
| Conclusion..... | 59 |
| CHAPITRE 03 : Financement d'un crédit d'exploitation d'une PME exemple de la Banque National d'Algérie, agence 583, Nouvelle-Ville, TIZI-OUZOU..... | 60 |
| Introduction | 60 |
| Section 01 : Présentation de la BNA nouvelle-ville, Agence 583..... | 61 |
| Section 02: Procédure de demande d'un crédit d'exploitation..... | 67 |
| Section 03 : Financement d'un crédit d'exploitation d'une PME : exemple BNA, agence 583..... | 76 |
| Conclusion | 96 |
| CONCLUSION GENERALE | 97 |

Introduction générale

La banque et l'entreprise sont deux partenaires importants dans une l'économie moderne. La relation de ces partenariats complexes du gagnant-gagnant est synonyme de performance économique et de la croissance durable.

L'entreprise a besoin de la banque pour financer l'ensemble de ses opérations d'investissement et d'exploitation et la banque a besoin des entreprises pour collecter leurs excès de trésorerie.

L'entreprise, agent économique exprimant le besoin de financement, s'adresse à la banque pour le financer. Cette dernière constitue une source de financement non négligeable pour les entreprises. Il est essentiel pour les entreprises et les banques de travailler ensemble de manière efficace et transparente pour gérer les risques et créer de la valeur à long terme. La théorie économique explique traditionnellement cela par le fait qu'il est très difficile d'évaluer a priori la qualité d'une entreprise en tant qu'emprunteur potentiel.

La banque et l'entreprise sont entachées par la présence d'une asymétrie de l'information qui conduit la banque (le prêteur) à se méfier de l'entreprise (l'emprunteur) et ces asymétries peuvent survenir avant l'octroi de crédit lorsque le banquier expertise la demande de crédit.

Le crédit est un arrangement financier dans lequel une entreprise, une personne fournit des fonds à une autre personne appelée emprunteur, avec l'accord que ces fonds seront remboursés à une date ultérieure, généralement avec des intérêts. Le crédit peut être utilisé pour une variété de raisons telles que l'achat de biens ou des services. Le financement d'un projet ou pour répondre à des besoins de trésorerie à court terme qu'on appelle un crédit d'exploitation.

Les petites et moyennes entreprises (PME), depuis quelques années, sont devenues des acteurs importants de l'économie et un moteur de la croissance économique. Ces entreprises jouent un rôle primordial dans toutes les économies aussi bien développées que celles en développement. Cette forme d'entreprise est la plus répandue dans le monde, leur nombre dépasse les 90% de l'ensemble des entreprises dans la plupart des pays. « Au Japon, aux Etats-Unis, dans la majorité des pays de l'union européenne et dans tous les pays industrialisés, plus de 98% des entreprises sont des PME »¹.

¹OUSSAID Aziz, « **Financement des Petites et Moyennes Entreprises : Cas des PME algériennes** », mémoire de magister en sciences économiques, UMMTO, 2016, p1

Problématique

La PME algérienne représente aujourd'hui une structure économique et financière fragile, d'ailleurs plus de 1.3 million de PME jusqu'à fin juin 2022, laissant évoquer que les efforts de promotion de la PME entrepris par l'État, depuis le début des années 90, n'ont pas encore abouti à un décollage significatif de ces entreprises. Par ailleurs, la plupart de ces entreprises rencontrent des difficultés dans leur création, leur fonctionnement et leur développement. Elles ont ainsi des difficultés en matière de gestion financière, de financement et en particulier la difficulté d'accès au financement externe.

Cependant, il est très important de signaler que la banque fait face à un espace économique ouvert où tous les clients utilisateurs de crédit sont des partenaires à risques.

Notre mémoire se propose de traiter la problématique suivante :

Comment la banque contribue-t-elle au financement des petites et moyennes entreprises (PME) ?

Pour répondre à notre problématique, nous avons jugé utile d'évoquer les sous-questions ci-après :

- Qu'est ce qu'une entreprise ? Qu'est ce qu'une banque ?
- Quelle est la relation entre la PME et la banque?
- Quelle sont les besoins et les moyens de financement des PME ?
- Le financement bancaire présente-t-il des risques?

Hypothèses

Pour mener notre travail de recherche, nous avons posé les hypothèses suivantes :

Hypothèse 01 : la banque est la source de financement des PME.

Hypothèse 02 : les procédures d'octroi d'un crédit d'investissement et d'exploitation sont les mêmes pour les PME.

Hypothèse 03 : la banque effectue une analyse financière pour accorder des crédits aux PME.

Méthodologie de recherche

Pour réaliser notre mémoire, nous avons utilisé une double démarche méthodologique :

- d'une part, une démarche théorique, basée sur une recherche bibliographique portant sur la banque et l'entreprise à travers des lectures d'ouvrages et de documents traitant du sujet ;
- d'autre part, une démarche pratique portant sur le financement d'un crédit d'exploitation d'une PME "X" en étudiant l'exemple de la Banque Nationale d'Algérie (BNA), nouvelle ville, agence 583, Tizi-Ouzou.

Choix du thème

Le choix du thème est motivé principalement par trois (03) raisons :

- la première raison c'est que la banque et l'entreprise jouent un rôle essentiel dans l'économie. Il est intéressant d'étudier les relations sur qu'entretiennent ces deux entités entre-elles ;

- la deuxième raison est de connaître le rôle des banques dans le financement des entreprises, en étudiant les différents modes de financement et les risques qui en découlent.

Plan de travail

Pour répondre à notre problématique, nous avons structuré notre mémoire en trois (03) chapitres que voici :

Le premier chapitre présente le cadre conceptuel sur l'entreprise et la banque ainsi que la relation qui existe entre les deux entités.

Le second chapitre porte sur les besoins et les moyens de financement des entreprises ainsi que les risques et les garanties de financement bancaire.

Le troisième chapitre est consacré à l'étude d'un cas pratique auprès de la BNA nouvelle-ville, agence 583, Tizi-Ouzou sur le financement d'une PME. Après la présentation de l'agence bancaire, nous expliquerons la procédure à suivre pour l'octroi d'un crédit d'exploitation. Celui-ci est illustré par l'accord d'un crédit d'exploitation à la PME "X"².

² PME "X" : C'est dans le but de garder l'anonymat.

Chapitre I

Introduction

L'entreprise et la banque sont deux piliers fondamentaux de l'économie mondiale, chacun jouant un rôle déterminant dans le fonctionnement et le développement de l'autre. L'entreprise, en tant qu'entité économique, est le moteur de la production, de l'innovation et de la création d'emplois. D'autre part, la banque fournit les ressources financières nécessaires à la croissance et à la stabilité de l'entreprise. Cette relation entre la PME et la banque est intrinsèquement liée au tissu économique et financier, la relation PME-banque est une collaboration convaincante où les entreprises dépendent des services financiers fournis par les banques pour financer leurs opérations et leur croissance.

Ce chapitre se compose de deux (02) sections :

Section 01 : Aperçu général sur l'entreprise et la banque

Section 02 : La relation PME-banque

Section 01 : Aperçu général sur l'entreprise et la banque

D'abord, nous allons définir les concepts « entreprise » et « petites et moyennes entreprises » et la classification de ces dernières, ensuite nous définissons aussi la notion « banque » sans oublier d'expliquer les différents types de banques et leur rôle dans l'économie.

1.1. Définition de l'entreprise

On trouve de nombreuses définitions de l'entreprise, chaque définition est marquée par son époque.

1.1.1. Du point de vue économique

Les économistes sont longtemps restés indifférents à la façon dont les entreprises étaient organisées, privilégiant dans leur approche la figure de l'entrepreneur.

« Si on prend la définition du petit Robert, l'entreprise au sens général du terme est la mise à exécution d'un dessin. À la fin du XVIIe siècle, on considère l'entreprise comme une opération de commerce, c'est-à-dire le fait pour une personne appelée « entrepreneur » de s'engager à fournir par son travail, ce que veut dire l'entrepreneur est seul, donc on parle d'une entreprise individuelle qui s'appuie sur des salariés qui l'aident dans son travail et si l'entrepreneur s'associe avec d'autres investisseurs, l'entreprise prend alors le nom de société »¹.

RONALD CAOSE, un économiste BRITANNIQUE, a défini l'entreprise comme ceci: « l'entreprise est hors champ c'est un point d'intersection sans épaisseur entre des courbes d'offre et de demande »². Il veut dire que l'entreprise existe parce que le marché ne marche pas gratuitement.

Selon **MUHAMMAD YUNUS**, économiste et entrepreneur BANGLADAIS, l'entreprise « c'est le terme de social business ayant décidé de se doter d'un objectif social, fonctionnant par autofinancement et ne reversant pas de dividendes à ses actionnaires, c'est la

¹Jean-Yves Eglem, Bernard Févry, « La finance d'entreprise pour les nuls », 2^{ème} édition, Édition First, un département d'Edi8, Paris, 2020, p1.

²Alain Beiton, Christophe Rodrigues, Camille Abeille-Becker, « Economie, sociologie et histoire du monde contemporain », édition ARMAND COLIN, Paris, 2018, p171.

logique d'économie marchande et capitaliste mais sans la distribution de dividendes, l'entreprise faut que ça soit suffisamment rentable pour être durable »³.

De manière générale, les économistes définissent l'entreprise comme une unité économique dotée d'une autonomie juridique qui utilise des facteurs de production et des produits intermédiaires afin de produire des biens et des services vendus sur un marché. L'entreprise doit dégager des ressources financières nécessaires à son développement pour assurer sa pérennité.

1.1.2. Du point de vue financier

Du point de vue financier, l'entreprise englobe l'ensemble des aspects liés à ses activités financières, notamment la gestion de ses ressources financières, la réalisation de ses objectifs financiers et l'analyse de sa performance financière :

- La gestion des ressources financières d'une entreprise implique la gestion de son capital, de ses liquidités, de ses investissements et de ses sources de financement. Cela inclut des activités telles que la budgétisation, la planification financière⁴, la gestion de la trésorerie, la gestion des risques financiers et la recherche de financement externe si nécessaire ;
- La réalisation des objectifs financiers de l'entreprise consiste à atteindre les résultats financiers souhaités, tels que la croissance des revenus, l'amélioration de la rentabilité, la maximisation de la valeur pour les actionnaires et le maintien d'une situation financière saine. Cela nécessite souvent une analyse approfondie des performances financières passées et actuelles, ainsi que l'élaboration de stratégies financières appropriées pour atteindre les objectifs fixés ;
- L'analyse de la performance financière de l'entreprise se fait à travers des outils tels que les états financiers (bilan, compte de résultats, tableau des flux de trésorerie), les ratios financiers et d'autres indicateurs clés. Cela permet d'évaluer la santé financière globale de l'entreprise, d'identifier les forces et les faiblesses financières (les forces financières sont des atouts financiers, comme une bonne liquidité ou un faible endettement, tandis que les faiblesses

³Maité Juan, Jean-Louis Lavile, Joan Subiras, « Du social business à l'économie solidaire », édition ERES, Toulouse, 2020, P71.

⁴ La planification financière : est un processus essentiel qui implique l'évaluation, la projection et la gestion des ressources financières d'une entreprise.

financières sont des vulnérabilités, comme un endettement excessif ou des flux de trésorerie négatifs.), de détecter les tendances et les problèmes potentiels, et de prendre les mesures nécessaires pour optimiser les performances financières.

En général, le point de vue financier de l'entreprise est essentiel pour la prise de décisions stratégiques et opérationnelles, la gestion efficace des ressources financières et l'atteinte des objectifs financiers fixés.

1.1.3. Autres définitions de l'entreprise

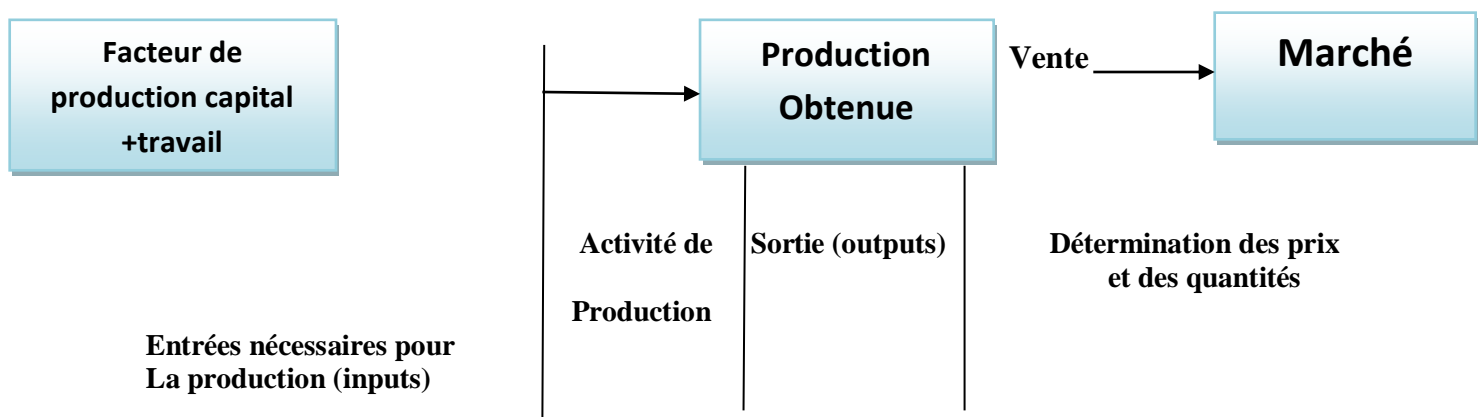
Parmi plusieurs approches de l'entreprise, on choisira celle qui montre l'évolution de la notion d'entreprise qui est passée d'une entreprise « boîte noire » à une entreprise système.

1.1.3.1. L'entreprise « boîte noire »

La théorie économique néoclassique considère la firme comme une « boîte noire » c'est un acteur dont les objectifs (maximisation du profit) et les contraintes (capacités technologiques) sont des données. Il n'y a pas d'analyse à l'intérieur de l'entreprise.

Selon **FRANÇOIS PERROUX**, économiste français, « l'entreprise est une forme de production par laquelle, au sein d'un même patrimoine, combine les prix des différents facteurs de la production, apportés par des agents distincts du propriétaire de l'entreprise, en vue de vendre sur le marché des biens ou des services et pour obtenir un revenu monétaire qui résulte de la différence de deux séries de prix : le prix de vente unitaire et le prix de revient unitaire »⁵. Cette définition est schématisée comme suit :

Schéma n°01 : L'entreprise est « une boîte noire »



Source : M.KHODJA, Polycopié du Cours de Gestion des entreprises, 2LMD, SFC, Section B », UMMTO, 2019, p2.

⁵M.KHODJA, «Polycopié du Cours de Gestion des entreprises, 2LMD, SFC, Section B », UMMTO, 2019, p2.

1.1.3.2. L'entreprise selon l'école classique, une organisation rationnelle

L'entreprise est une organisation mettant en œuvre différents moyens dans le but de produire et commercialiser des biens et des services.

L'entreprise devient une réalité humaine parce qu'elle regroupe un ensemble d'individus disposant d'une autonomie de décision selon sa place dans la hiérarchie de l'entreprise. Elle n'est plus une « boîte noire » mais une structure sociale, elle devient une organisation. Ce terme désigne un ensemble de personnes regroupées en vue d'atteindre certains buts. Il faut donc des structures de procédure, de communication et de contrôle pour coordonner les tâches et le travail des individus.

Pour les tenants de la théorie de l'agence (Jensen et Mekling 1976), l'entreprise est un « nœud de contrats » et ces contrats visent à gérer les conflits potentiels entre les acteurs et à canaliser les comportements dans un sens conforme à l'intérêt de tous.

Finalement l'entreprise est une organisation capable de s'adapter à l'évolution de l'environnement en changeant les procédures. L'entreprise est donc dynamique, elle évolue en permanence. Elle est considérée comme un système ouvert.

1.1.3.3. L'entreprise en tant que système

L'étude de l'entreprise comme étant système est l'approche systémique. Elle repose sur la notion de système. Celui-ci a été défini en 1951 par Ludwig Von Bertalanffy comme « un ensemble d'éléments en interaction »⁶. Un système peut être soit ouvert, soit fermé :

- **Un système ouvert** : est en relation permanente avec son environnement : il échange avec celui-ci de l'énergie, de la matière, de l'information qu'il utilise pour maintenir son organisation contre la dégradation du temps et il y rejette de l'entropie (ou énergie usée) ;
- **Un système fermé** : n'échange rien avec son environnement, il vit sur ses réserves et accumule de l'entropie jusqu'à ce que celle-ci soit maximale et qu'il ne puisse plus fournir aucun travail.

Un système est rarement simple, il est souvent constitué par une grande variété d'éléments organisés hiérarchiquement et ayant des fonctions spécialisées. Les niveaux hiérarchiques et les éléments sont reliés entre eux par une grande diversité de liaisons et les

⁶M KHODJA, op.cit, p2.

interactions sont non linéaires. Ce qui est évident car l'entreprise est une entité de nature très complexe qui doit être retenue tout à la fois comme une réalité économique, une réalité humaine et une réalité sociale.

Michel Kalika définit l'entreprise comme « un système, c'est-à-dire il prend en compte des interrelations, d'une part entre les composants du système, d'autre part, entre ceux-ci et l'environnement de l'entreprise »⁷.

Michel Kalika identifie quatre composants essentiels du système d'entreprise :

- Un système technique chargé de la transformation des inputs en biens et services ;
- Un système psychosociologique prenant en compte les membres de l'entreprise, en tant qu'individus animés d'une propre psychologie et en tant qu'acteurs disposant d'un pouvoir organisationnel ;
- Un système de gestion ;
- Une structure organisationnelle chargée d'assurer la stabilité et l'unité de l'entreprise.

1.1.3.4. L'entreprise selon la théorie des coûts de transaction : une alternative au marché

« Pourquoi le marché ne suffit-il pas à organiser les activités économiques des individus ?

L'existence de l'entreprise se justifie par l'existence de coûts de transaction dans l'économie de marché. Ces coûts sont notamment liés à l'imperfection des informations disponibles aux nécessaires négociations et à la surveillance des prestations des co-contractants. L'intégration de ces échanges au sein de l'entreprise permet d'échapper à ces coûts. Cette « internalisation » est liée à une organisation hiérarchique des activités. L'entreprise est donc une forme de coordination des activités, alternative au marché. »⁸

1.1.3.5. L'entreprise selon les évolutionnistes : « une compétence foncière »

L'entreprise est une « compétence foncière », c'est-à-dire un « ensemble de compétences technologiques différenciées, d'actifs complémentaires et de routines qui constituent la base des aptitudes concurrentielles d'une firme dans une activité donnée ». Cette « compétence foncière » n'est pratiquement pas transférable et constitue donc la

⁷Mr KHOUDJA op.cit, p3.

⁸ Gilles Bressy, ChristianKonkuyt, « Management et économie des entreprises », éditions DALLOZ, Paris, 2018, p14.

spécificité de l'organisation. Chaque entreprise est caractérisable par ses actifs spécifiques⁹ qui déterminent son évolution.

1.2. Définitions de la Petite et Moyenne Entreprise (PME)

Plusieurs économistes tentent de trouver une définition universelle pour la PME, car cette dernière ne possède pas une définition officielle. Dans les pays industrialisés, la PME repose sur un certain nombre de critères différents et très diversifiées. Ceci reflète la pluralité des objectifs à réaliser compte tenu des spécificités nationales particulièrement sur les plans démographique, financier et économique.

1.2.1. Définition des PME dans certains pays

➤ Solon les États-Unis

L'originalité de la définition donnée par les États-Unis réside dans la différenciation apportée par rapport au secteur d'activité de la PME. Ainsi, les seuils retenus pour qualifier une entreprise de PME varient selon qu'elle opère dans l'industrie manufacturière, les services ou encore la construction.

➤ Solon l'Union Européenne

À la suite des chocs pétroliers et la crise économique qui en a résulté, les instances européennes ont pris conscience du rôle des PME dans l'économie européenne. Diverses politiques en faveur des PME se sont ainsi développées au niveau Européen. Les définitions utilisées n'étaient cependant pas homogènes, mais contingentes au but poursuivi.

L'Union Européenne a défini l'entreprise comme: « une unité organisationnelle de production de biens et services marchands jouissant d'une autonomie de décision. L'observation Européen constate qu'il n'existe aucune définition standard, ni scientifiquement fondée utilisant un critère quantitatif de taille basé sur le nombre de travailleurs. Les PME sont définies à cette fin comme les entreprises de moins de 500 travailleurs des secteurs secondaires et tertiaires. Le seuil retenu est toutefois peu sélectif puisqu'il regroupe 99.9% du total des entreprises de la communauté »¹⁰.

⁹Un Actif spécifique : dans la théorie des transactions et dans la théorie des contrats, un actif spécifique est un actif lié à une transaction particulière, son existence favorise les relations durables entre les contractants .Cela suppose, soit l'internalisation de l'activité au sien de l'entreprise, soit l'établissement de contrats qui offrent des garanties à l'agent économique qui a investi dans un actif spécifique.

¹⁰ AIT ABDELMALEK Kamilia, OULD MAHAMMED Salem, « Financement bancaire des PME en Algérie : cas de la banque extérieur d'Algérie (BEA), Tizi-Ouzou, agence n°043 », mémoire de master en sciences de gestion, UMMTO, 2020, P27.

➤ **Définition de la PME en Algérie**

Selon la loi N° 01-18 du 12 Décembre 2001 portant loi d'orientation sur la promotion de la petite et moyenne entreprise ; la PME est définie, quelque soit son statut juridique, comme étant « une entreprise de production de biens et/ou de services, employant de 1 à 250 personnes, dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 2 milliards de DA, ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 500 Millions de DA, et qui respecte le critère de l'indépendance». ¹¹

« D'ailleurs, l'économie et le système bancaire et financier de l'Algérie est une forme très approchée du deuxième cas (économie d'endettement) vue le retard enregistré en terme de réformes engagées pour réussir la transition vers le principal bailleur de fonds pour l'économie algérienne, notamment dans le financement des PME. »¹²

• **L'évolution des PME en Algérie (2003-2021)**

Le secteur des PME en Algérie a connu une croissance significative en termes de leur nombre comme l'indique le tableau ci-après :

Tableau n° 01 : évolution du recensement des petites et moyennes entreprises en Algérie (2003-2021)

| Année | Nombre de PME |
|-------|---------------|
| 2003 | 288587 |
| 2004 | 312959 |
| 2005 | 342788 |
| 2006 | 376767 |
| 2007 | 410959 |
| 2008 | 519526 |
| 2009 | 625069 |
| 2010 | 619072 |
| 2011 | 659309 |
| 2012 | 711832 |
| 2013 | 777818 |
| 2014 | 852053 |
| 2015 | 943569 |
| 2016 | 1022621 |
| 2017 | 1074503 |
| 2018 | 1141863 |
| 2019 | 1193339 |
| 2020 | 1231073 |
| 2021 | 1286365 |

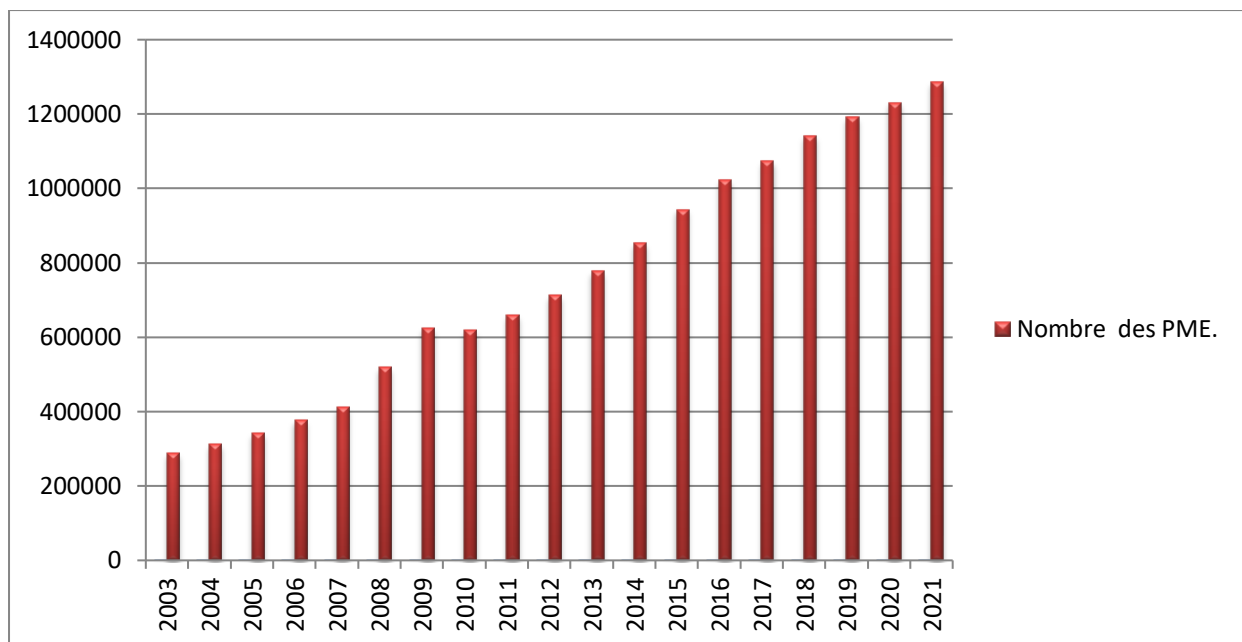
Source : Etabli par nous-mêmes d'après les données du Ministère de l'industrie et des mines: bulletins d'informations statistiques de la PME (2003 à 2021).

¹¹ Journal officiel de la république algérienne N° 77, chapitre II, article 4, 12 décembre 2001.

¹²Madouche Yacine, « La problématique d'évaluation du risque de crédit des PME par la banque en Algérie », mémoire de magistère en sciences économiques, UMMTO, 2007, p16.

Les chiffres du tableau (01) peuvent être illustrés par la figure suivante :

Figure n° 01 : Evolution des PME en Algérie



Source : Réalisé par nous-mêmes.

Entre l'année 2003 jusqu'à l'année 2021, augmentation de nombre des PME en Algérie de 288 587 au 1 286 365.

1.2.2. Les caractéristiques des PME

Les travaux de caractérisation des PME/PMI¹³ les plus repris dans la littérature sont sans doute ceux du groupe de recherche en entrepreneuriat et en PME, qui a mis à jour plusieurs caractéristiques permettant d'établir un profil-type de PME.

➤ Une faible spécialisation

L'entreprise remplit plusieurs tâches de direction et parfois d'opérations et que les employés sont souvent polyvalents. La spécialisation vient avec l'augmentation de la taille, puis avec la standardisation.

➤ Une stratégie intuitive ou peu formalisée

Les PME qui ciblent le marché local ont des structures organisationnelles faiblement élaborées; par contre, plus le marché s'élargit (national ou international) plus la formalisation devient importante.

¹³ PMI : petites et moyennes industries, désigne les petites et moyennes entreprises exerçant dans le secteur secondaire.

Cela veut dire que la formalisation de l'organisation devient un impératif d'efficacité et d'efficience pour faire face au marché. Dans les PME/PMI, le dirigeant est suffisamment proche de ses employés clés pour expliquer tout changement de direction, alors que les grandes entreprises doivent préparer des plans relativement précis, des actions projetées, pour servir de référence à toute l'organisation.

➤ **Un système d'information interne peu complexe ou peu organisé**

Pour les PME, « l'information circule de manière efficace même si elle revêt un caractère informel, elle est souvent partielle, et échangée dans l'action, par contact direct ou par dialogue. Par contre, les grandes entreprises doivent mettre en œuvre un mécanisme formel et écrit qui permet de transmettre l'information. »¹⁴

➤ **Un système d'information externe simple**

Dans les entreprises artisanales, le propriétaire dirigeant peut discuter directement avec ses clients tant pour connaître leurs besoins et leurs goûts que pour expliquer les différents aspects de ou des produits.

➤ **La centralisation de la gestion**

On peut même parler de « personnalisation » de la gestion ou la personne de propriétaire-dirigeant dans le cas de toutes petites entreprises. Mais on peut aussi retrouver une forte centralisation dans les moyennes entreprises des secteurs traditionnels »¹⁵.

1.2.3. Avantages et Inconvénients des PME

On citera quelques avantages et inconvénients des PME :

1.2.3.1. Avantage des PME

- « leur petite taille leur permet d'adopter des modes de gestion beaucoup plus réactifs (flexibilité grande) ;
- les coûts salariaux sont beaucoup moins élevés que dans les grandes entreprises ;
- leurs structures sont souples car le personnel peut changer de poste ;
- leur petite taille facilite la communication ;
- les PME participent au commerce extérieur. »¹⁶

¹⁴BENHADJ Katia, OUTAYEB Rafik, «La banque et le financement des PME/PMI : illustration à travers l'expérience de la BADR, agence Ain El Hammam », mémoire de master en Sciences Commerciales, UMMTO, 2015, p25.

¹⁵AIT OUALI Idriss, AOUAKLI Sara, «Le financement bancaire des PME en Algérie : cas de la BDL Tizi-Ouzou », mémoire de master en Sciences économique, UMMTO, 2022, p21.

¹⁶ AKKACHE –MAACHA Dehbia, « Cours de gestion de l'entreprise », édition EL-AMEL, Tizi-Ouzou, 2019, p115.

1.2.3.2. Inconvénients des PME

La modestie de la taille des PME est à l'origine de certaines faiblesses, qui ne sont pas forcément liées entre elles:

- « faiblesse au niveau de la gestion des ressources humaines ;
- pouvoir de négociation insuffisant vis-à-vis des grandes entreprises ;
- production en petites séries d'où non réalisation des économies d'échelle ;
- personnel insuffisamment qualifié et peu formé ;
- manque de capitaux propres (ce qui alourdit leur endettement, délais de paiement des clients très longs à cause des difficultés de trésorerie des entreprises) ;
- difficultés d'accès aux sources de financement des grandes entreprises ;
- ouverture difficile sur les marchés étrangers.»¹⁷

1.2.3.3. Autres inconvénients des PME

Les PME ont à faire face à des contraintes spécifiques que l'on peut regrouper autour des points suivants :

- **Contraintes financière :** les PME ont souvent des difficultés à trouver des capitaux tant pour leur démarrage que pour leur croissance, en raison du caractère familial de l'entreprise et des réticences des établissements financiers à leur prêter de l'argent ;
- **Contraintes liées au marché du travail :** les PME éprouvent des difficultés en ce sens, elles restent cantonnées dans les marchés locaux, soit à cause de l'insuffisance de leurs moyens, soit pour assurer le contrôle des marchés ;
- **Contraintes d'accès à l'information :** le manque chronique d'informations « le processus de décision se déroule en information parce que la PME n'a aucun moyen de se procurer systématiquement de larges informations, le dirigeant de la PME est souvent en état de myopie face à l'environnement.

Après avoir donnée un aperçu sur l'entreprise, nous livrons celui de la banque en mettant en avant les typologies et le rôle de la banque.

¹⁷ AKKACHE-MAACHA Dehbia, op.cit, p116.

1.2. Définition de la banque

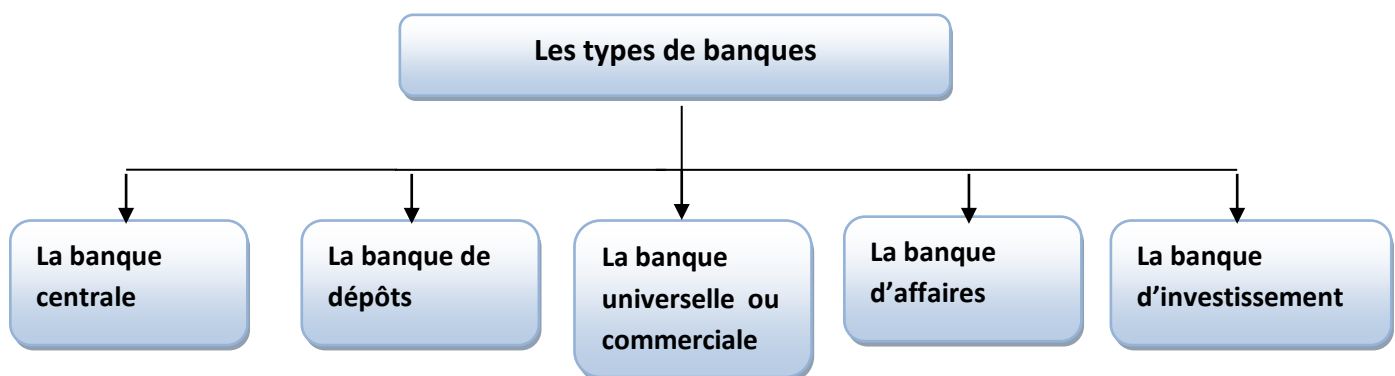
Une banque est une institution habilitée à effectuer des opérations de banque ; c'est-à-dire : gestion des moyens de paiements, octroi de crédits, réception de dépôts du public, prestation de services d'investissement. Ce qui caractérise une banque par rapport à une institution financière non bancaire, c'est son pouvoir de création monétaire.

Relativement à la loi sur la monnaie et le crédit (LMC), la banque est définie en tant que « personne morale qui effectue à titre de profession principale et habituelle des opérations où sont comprises la réception de fonds du public, les émissions de crédit ainsi que la mise à la disposition de la clientèle de moyens de paiement et de gestion de ceux-ci.»¹⁸

2.2. Les différents types de banques

L'ensemble des banques, contrôlées par la banque centrale, forme le système bancaire d'une zone monétaire. Avec le développement de l'économie mondiale et la mondialisation financière, la profession bancaire est devenue nécessaire pour toute nation moderne. On recense plusieurs types de banque.

Schéman° 02 : Les types de banques



Source: établi par nous-mêmes.

2.1.1. La banque centrale

La banque centrale appelée aussi la banque des banques, est une institution financière qui, au sein d'un système bancaire hiérarchisé, assure la fonction de prêteur, en dernier ressort

¹⁸ Journal officiel de la République Algérienne, N°18, article 110-114.

conduit la politique monétaire et exerce des fonctions de régulation du système financier. La mise en place de la banque centrale d'Algérie (BCA) fût la première étape de la prise en main du système bancaire par l'État. Elle a été créée le 13/12/1962 par la loi 62-144 qui commence à fonctionner effectivement le 02 janvier 1963. La BCA était appelée à jouer le rôle de la banque et d'institut d'émission surtout avec la création de l'unité monétaire nationale « Dinar Algérien » par la loi N°64-11 du 11/04/1964.¹⁹

2.1.2. La banque de dépôts

La banque de dépôts (ou banque de détail) est le système classique d'établissements, travaillant avec les dépôts d'argent de leurs clients particuliers ou professionnels. Elles sont celles dont le rôle exclusif est de recevoir et gérer les dépôts de leurs clients.

2.2.3. La banque d'investissement

Une banque d'investissement est une banque qui se consacre à des activités de placement des titres, de gestion et de placement de l'épargne longue. Elles sont celles dont l'activité principale consiste à octroyer des crédits dont la durée est au moins égale à deux ans. Elles sont appelées également banque de crédit à moyen et long terme.

2.2.4. La banque d'affaires

La banque d'affaires est une banque qui est spécialisée dans la gestion de l'épargne longue et dans l'emploi de ses ressources pour des placements longs, la prise et la gestion de participations dans des affaires existantes ou en formation. Elles ne peuvent investir dans celle-ci des fonds reçus à vue ou à terme inférieurs à 2 ans. Les opérations de financement engagées par les banques d'affaires immobilisent les capitaux pour une longue période.

2.2.5. La banque universelle (ou commerciale)

La banque universelle est une banque qui offre à sa clientèle l'ensemble des services bancaires ; c'est un établissement de crédit qui reçoit les dépôts des ménages et qui joue un rôle d'actionnaire dans les entreprises industrielles. La banque universelle est à la fois banque de dépôts et banque d'affaires.

¹⁹ Alain Beiton, Antoine Cazorla, Christine Dollo, Anne –Mary Draï, « Dictionnaire des sciences économiques », édition MEHDI, TIZI OUZOU, 2012, page 25.

2.3. Les fonctions de la banque

La banque remplit une large gamme de fonctions, elle est essentielle pour l'économie. Elle reste l'une des institutions de première importance pour drainer l'épargne. Elle est aussi un acteur essentiel du système de paiement. Elle a l'habitude d'effectuer des analyses de crédit et elle est la principale source d'information sur les entreprises.

2.3.2. Le rôle de la banque dans les opérations financières

Le rôle de la banque dans les opérations financières est très important, à titre d'exemples :

- elles sont les conseillers éclairés et écoutés des émetteurs et épargnants (la finance directe) ;
- transmission d'informations, centralisation et diffusion de renseignements économiques ou boursiers, suggestions de placement sont les principales formes de conseils tenues par les banques vis-à-vis des épargnants ;
- vis-à-vis des émetteurs, les banques précisent avec les sociétés les plans de financement qui leur sont proposés ; elles orientent leurs clients vers tel type d'opération adaptée à leurs besoins ;
- les banques sont également des intermédiaires entre l'offre et la demande de capitaux à long terme ;
- les banques ont un rôle important à jouer sur le marché financier (la finance indirecte).²⁰

2.3.1.1. Les rôles de la banque dans la collecte des ressources

La banque est une entreprise qui s'occupe des dépôts d'argent et des moyens de paiement. Au sens juridique, c'est une institution financière qui a pour fonctions de proposer des services financiers : recevoir des dépôts d'argent, collecter l'épargne, gérer les moyens de paiements, accorder des prêts. La banque offre à ses clients une panoplie de produits comme opportunités de placement et de rémunération des capitaux détenus à leur niveau. La collecte des ressources s'opère généralement grâce :

²⁰ GODIH Djamel Torqui, Lazreg Mohammed, « Les principes généraux afférents aux techniques bancaires », édition NPU, Tlemcen, 2021, P10.

- aux dépôts dans les comptes de particuliers et des entreprises (comptes de chèques, comptes courants) sans rémunérations ;
- aux souscriptions de bons de caisse avec rémunérations ;
- aux dépôts dans les comptes d'épargne avec rémunérations.

2.3.1.2. Le rôle de la banque dans les opérations de trésorerie

La banque a une activité basée essentiellement sur la monnaie, dont les mouvements sont de part et d'autre et dans différents sens. C'est pour ces raisons que la notion de trésorerie est fondamentale dans son activité et dans sa gestion.

2.3.1.3. Le rôle de la banque dans l'octroi des crédits

En Algérie, la loi N°86/12 du 19/08/1986, définit le crédit comme une opération de crédit au sens de la présente loi, « tout acte par lequel un établissement habilité à cet effet, met ou promet de mettre temporairement et à titre onéreux des fonds à la disposition d'une personne morale ou physique ou contracte pour le compte de celle-ci un engagement par signature »²¹.

L'opération de crédit par décaissement se reconnaît à la réunion de trois éléments :

- une avance en monnaie ;
- une rémunération du créancier ;
- la restitution des fonds prêtés moyennant des intérêts

« Le crédit a pour conséquence le développement des investissements ou l'accélération de la circulation des biens. Il permet le développement économique d'un pays ou d'une branche d'activité d'une entreprise ; une augmentation du volume des crédits contribue particulièrement à l'augmentation de la masse monétaire susceptible d'entraîner un déséquilibre entre l'offre et la demande globale de biens et services ».²²

²¹La loi N°86/12 du 19/08/1986.

²²Godih Djamel Torqui, Lazreg Mohammed, op. cit .P13.

Section 2 : La relation PME-Banque

Il existe une forte interdépendance entre les PME et les banques. Mais, la nature de leurs relations est souvent empreinte de beaucoup de difficultés et de conflits qui tiennent leurs origines des objectifs divergents de chacune des parties. Cette section est consacrée à la relation de l'entreprise et la banque et vice-versa.

2.1. La relation PME-banque vue par l'entreprise (PME)

L'amélioration de la relation entre les PME et les banques passe par la résolution des contraintes rencontrées par celles-là. Nous essayerons de traiter la relation Banque-PME selon les attentes de ces dernières dans leur relation avec les banques d'une part, les obstacles de l'accès aux crédits bancaires, d'autre part.

2.1.1. Les attentes des PME vis-à-vis de leur banque

« Les attentes des PME vis-à-vis de leur banque sont multiples :

- disponibilité et compétence, les PME attendent que leur banque soit facilement accessible et qu'elle dispose de conseillers compétents pour répondre à leurs questions et besoins financiers ;
- rapidité de la décision et des réponses claires et fiables, les décisions sont prises sans délai excessif, et les informations et réponses données par les parties impliquées sont précises, transparentes et dignes de confiance;
- gestion dynamique des comptes, sur le fonds et sur la forme, cela fait référence à une gestion proactive et constamment adaptée des comptes, aussi bien sur le plan financier que dans leur présentation ;
- explication sur les nouveaux produits qui présentent un intérêt pour l'entreprise ;
- publication semestrielle par chaque réseau bancaire des statistiques détaillées sur les crédits accordés aux entreprises par taille et par objet, cela signifie que chaque réseau bancaire doit publier tous les six mois des statistiques détaillées sur les prêts octroyés aux entreprises en fournissant des informations sur la taille de ces entreprises ;
- compréhension des états des PME surtout celles nouvellement créées en ce qui concerne les problèmes d'asymétrie de l'information ;
- réduction du coût des crédits et l'exigence de moins de garanties pour une meilleure disponibilité des crédits ;

- réduction de rationnement de crédit par l'emprunt efficace pour l'entreprise efficace. »²³

2.1.2. Les obstacles d'accès des PME aux crédits bancaires

L'accès aux crédits bancaires peut également être perçu comme un défi. Voici quelques obstacles aux quels sont confrontées les PME :

❖ **manque de transparence** : les PME peuvent se sentir désavantagées par le manque de transparence dans les critères de prêt et les décisions des banques, ce qui peut rendre difficile la compréhension des raisons d'une opposition au crédit. En Algérie, le délai effectif de réponse aux demandes de crédit peut atteindre plusieurs mois jusqu'à une année.

❖ **exigences de garanties** : les PME, en particulier les jeunes entreprises, peuvent avoir du mal à fournir des garanties suffisantes pour sécuriser un prêt. Cela peut limiter leur accès au financement bancaire ;

❖ **coût des crédits élevé** : le coût de crédits élevé est l'un des obstacles majeurs à l'octroi des crédits aux PME, d'ailleurs les taux d'intérêt proposés par les banques aux PME peuvent être considérés comme prohibitifs, ce qui peut rendre le crédit bancaire moins attrayant ;

❖ **contraintes budgétaires** : les PME peuvent avoir des ressources limitées pour faire face aux coûts associés à l'obtention d'un crédit, tels que les frais de demande de prêt ou les coûts liés à la préparation des documents requis ;

❖ **méconnaissance des PME et frilosité dans la prise de risque** : « les PME constituent, en général, une population très hétérogène par rapport à celle des grandes entreprises. Cette différence rend leur connaissance assez complexe pour les banquiers, et la diversité du secteur d'activité, la taille, l'âge ou l'implantation géographique de l'entreprise impliquent un traitement différencié de ces problématiques financières par le banquier. Faute d'une bonne connaissance des entreprises, le banquier doit exiger des PME la même qualité de gestion et d'informations financières que celle attendue d'une grande entreprise bien organisée. De plus, le risque de crédit PME reste insuffisamment maîtrisé par les banquiers à cause du manque d'informations quantitative et qualitative collectées, contrairement aux autres emprunteurs : ménages, grandes entreprises et collectivités. »²⁴ ;

²³MADANI Fatiha, MAOUCHE Nassima, « La problématique de financement bancaire des PME en Algérie : CAS des PME de la wilaya de Béjaia. », mémoire de master en sciences économiques, Université de Béjaia, 2013, P57.

²⁴MADANI Fatiha, MAOUCHE Nassima, op.Cit, P57.

❖ **rejet de demandes de prêt** : les PME peuvent ressentir de la frustration lorsque leurs demandes de prêt sont rejetées, en particulier si elles estiment que leur entreprise est solide et viable (elle est solvable et rentable). Les refus peuvent être décourageants ;

❖ **manque de flexibilité** : les PME peuvent percevoir les banques comme moins flexibles dans la négociation des modalités de remboursement et dans la prise en compte des besoins spécifiques de leur entreprise.

2.2. La relation PME-banque vue par la banque

Les banques se prémunissent davantage de tous les risques qui peuvent se présenter dans une telle relation avec les entreprises.

2.2.1. La place des PME dans le portefeuille des banques

Les PME occupent une place significative dans le portefeuille des banques, et elles sont généralement considérées comme un segment important de la clientèle pour les institutions financières. Les PME sont importantes pour les banques car elles :

❖ **représentent la stabilité économique locale** : les PME sont souvent des acteurs clés dans l'économie locale. En soutenant les PME, les banques peuvent contribuer à la stabilité économique de la région où elles opèrent ;

❖ **Offrent des opportunités de croissance** : les PME sont des entreprises en croissance, et les banques cherchent à soutenir leur expansion en leur offrant des financements adaptés, ce qui peut entraîner des opportunités de croissance pour les banques elles-mêmes ;

❖ **Ont accès à de nouveaux marchés** : les banques voient souvent les PME comme un moyen d'accéder à de nouveaux marchés et de s'implanter dans des régions où elles n'ont pas encore une forte présence.

2.2.2. L'intermédiation bancaire et comportement envers les PME

L'intermédiation bancaire est le processus par lequel les banques jouent un rôle d'intermédiaire entre les emprunteurs et les prêteurs en collectant des fonds auprès des déposants et en les mettant à la disposition des emprunteurs sous forme de crédits. Le comportement des banques à l'égard des PME est un élément crucial de ce processus, car il peut y avoir un impact significatif sur l'accès des PME au financement et leur croissance.

2.2.3. Les attentes des banques dans leur relation avec les PME

Les attentes de la banque s'apparentent à celle du client sur le fond, mais elles diffèrent sur la forme. Le banquier souhaite en effet :

- une communication directe et une personnalisation des contrats entre la banque et son client « PME » ;
- un point régulier sur l'évolution de l'entreprise ;
- des informations comptables intermédiaires (au minimum tout les douze mois) ;
- une information transparente et détaillée lors d'un changement significatif dans la stratégie de l'entreprise peut être accordée à la banque ;
- comme la PME ne peut pas être placée devant le fait accompli, la banque ne lui permet pas de subir les événements et souhaite conserver la maîtrise de ses activités ;
- le respect des engagements pris, notamment en matière de mouvement commercial sur le compte et en matière de respect des autorisations accordées ;
- l'adoption d'une attitude professionnelle de bon gestionnaire ;
- l'amélioration de la compétitivité des PME, par une assistance technique (conseils, formation, information) ;
- la maîtrise concernant les dimensions administratives, techniques, financières et managériales des projets qui leur sont soumis pour concours bancaire.

2.2.4. Les obstacles de financement bancaire des PME

Les PME peuvent rencontrer plusieurs obstacles lorsqu'elles cherchent à obtenir un financement bancaire. Parmi ces obstacles, on trouve :

❖ **le problème de l'asymétrie de l'information** : « les banques peuvent être réfractaires à octroyer des crédits commerciaux, y compris lorsqu'elles n'ont pas elles-mêmes de problème d'accès à la liquidité. La théorie économique explique traditionnellement cela par le fait qu'il est très difficile d'évaluer, a priori, la qualité d'une entreprise en tant qu'emprunteur potentiel : la rentabilité dans le futur, le niveau de motivation ou d'implication de ses dirigeants sont autant d'incertitudes pour la banque. Celle-ci ne peut donc prévoir que partiellement la rentabilité du prêt qu'elle consentirait, voire pire, le risque de ne pas se voir rembourser en cas de faillite de l'emprunteur. Or, cela s'avère d'autant plus compliqué en temps de crise : il s'agit alors de distinguer si l'entreprise qui s'adresse à la banque réalise peu de profits parce que le climat économique est morose en général, malgré les efforts de ses dirigeants, ou bien parce que ces derniers ont entrepris un projet peu rentable ou ne se sont

pas donnés les moyens de le mener à bien. En fin de compte, tel que l'ont montré Stiglitz et Weiss en 1981, c'est la présence d'une « asymétrie d'informations » entre l'entreprise et la banque qui conduit le prêteur (la banque) à « se méfier » de l'emprunteur (l'entrepreneur), et ainsi à rationner parfois l'accès au crédit d'entreprises viables. »²⁵ ;

❖ **l'exigence de fonds propres** : les banques peuvent exiger que les PME démontrent un certain niveau de fonds propres pour obtenir un prêt. Le manque de capitaux propres peut donc être un obstacle. Le banquier assume un risque de crédit lorsqu'il accorde un prêt à l'entreprise mais n'a pas vocation à remplacer les associés de l'entreprise pour remplir le manque de fonds propres ;

❖ **l'environnement économique global** : les conditions économiques mondiales, telles que les taux d'intérêt, l'inflation et les fluctuations des marchés financiers, peuvent avoir un impact sur la disponibilité et le coût du financement des PME ;

❖ **les problèmes liés aux dirigeants** : un banquier tente d'identifier la personnalité du chef d'entreprise avec lequel il développe une relation. Le fonctionnement du crédit dans les petites et moyennes entreprises dépend des dirigeants, et la concentration des décisions stratégiques est liée à des caractéristiques personnelles telles que la situation familiale et l'expérience, ainsi qu'à des caractéristiques professionnelles telles que le niveau et la nature de l'entreprise, formation, durée de l'événement, etc ;

❖ **les difficultés liées aux facteurs humains** : l'incapacité de l'équipe de direction de la PME à élaborer des documents prévisionnels et l'inexistence d'une main-d'œuvre qualifiée pour adopter des technologies de production modernes et l'amélioration de la capacité de l'entreprise à capitaliser sur de nouvelles opportunités de marché sont autant de signaux de la mauvaise qualité de l'entreprise auprès des prêteurs, ce qui conduit ces derniers à se méfier en vers les PME et cela constitue un véritable frein à leur financement.

2.3.Relation PME-banque en Algérie

En Algérie, la relation entre les PME et les banques est un aspect important du système financier algérien. Comme dans de nombreux autres pays, les PME jouent un rôle essentiel

²⁵ www.bsi-economics.org. «Relations de long terme entre banques et entreprises et rationnement de crédit », P02, consulté le 25 août 2023.

dans l'économie algérienne en tant que moteur de la création d'emplois et de la croissance économique.

Les PME algériennes doivent travailler en étroite collaboration avec les banques et se familiariser avec les conditions spécifiques à leur situation pour maximiser leurs chances d'obtenir un financement approprié.

En Algérie, la relation PME-banque est cruciale pour la croissance économique et la vitalité du secteur des PME.

2.3.1. Les attentes de la relation PME-banque en Algérie

En Algérie, les attentes des PME vis-à-vis de leurs banques sont multiples et revêtent une grande importance :

- les PME attendent des banques un accès facile au financement pour soutenir leurs opérations, investir dans la croissance, acheter des équipements et gérer leur trésorerie ;
- les PME souhaitent des processus bancaires simples et rapides ;
- en cas de difficultés financières, les PME comptent sur le soutien de leur banque pour trouver des solutions, comme la restructuration de la dette ou le refinancement ;
- les PME attendent de la transparence de la part des banques.

2.3.2. Les obstacles de la relation PME-banque en Algérie

En Algérie, les banques peuvent être confrontées à plusieurs obstacles qui peuvent entraver le développement et la croissance des entreprises. À titre d'exemples, nous citons ce qui suit :

- en Algérie, les banques ont tendance à exiger des garanties importantes pour accorder des prêts aux PME, ce qui peut être difficile pour les entreprises qui n'ont pas d'actifs importants à offrir en garantie ;
- les taux d'intérêt pratiqués par les banques en Algérie peuvent être relativement élevés, ce qui augmente le coût du crédit pour les PME ;
- certaines PME peuvent manquer de connaissances financières et ne pas comprendre pleinement les produits et services bancaires ;
- les conditions économiques et politiques, telles que l'inflation et les fluctuations du taux de change, peuvent impacter la stabilité financière et influencer les relations banque-PME ;

- les PME doivent parfois faire face à des défis liés à l'adoption de nouvelles technologies, ce qui peut nécessiter des investissements importants et influencer leurs besoins en financement.

Conclusion

Le cadre conceptuel sur l'entreprise et la banque décrit une relation cruciale dans le paysage économique. Les entreprises comptent sur les services financiers des banques pour prospérer, tandis que les banques dépendent des entreprises pour stimuler leur activité. Cette relation repose sur la confiance, la collaboration et la compréhension mutuelle. La relation entre l'entreprise et la banque est basée sur la confiance mutuelle, la transparence et la collaboration.

Le financement bancaire des PME est l'une des conditions essentielles de leur activité, du maintien et de la croissance sinon de leur survie. Tandis que pour la banque, le crédit à octroyé aux PME est sa raison d'être malgré le risque encouru et sa rémunération constitue l'essentiel du produit ; c'est ce que nous traiterons dans le chapitre suivant.

Chapitre II

CHAPITRE II : Le financement bancaire des Petites Moyennes Entreprises (PME)

Introduction

Les entreprises sont caractérisées par leur capacité à s'adapter aux changements, la diversité de leurs activités et des besoins de financement constants pour assurer leur fonctionnement ainsi que leur développement. Ces entreprises sont pour la plupart privées et elles sont gérées par leurs propriétaires qui cherchent à garder le contrôle et la pérennité de leurs patrimoines. Afin de financer ses besoins, l'entreprise dispose de différentes ressources. Pour financer ses investissements, l'entreprise recourt à ses ressources à long terme, pour financer son exploitation, les ressources à court terme sont les mieux adaptées. Le crédit bancaire est l'un des moyens les plus importants du financement de l'économie.

Ce deuxième chapitre porte sur les moyens de financement bancaire des petites moyennes entreprises (PME). Il est composé de trois sections :

Section 01 : Besoins de financement des PME

Section 02 : Moyens de financement des PME

Section 03 : Risques et garanties du financement bancaire

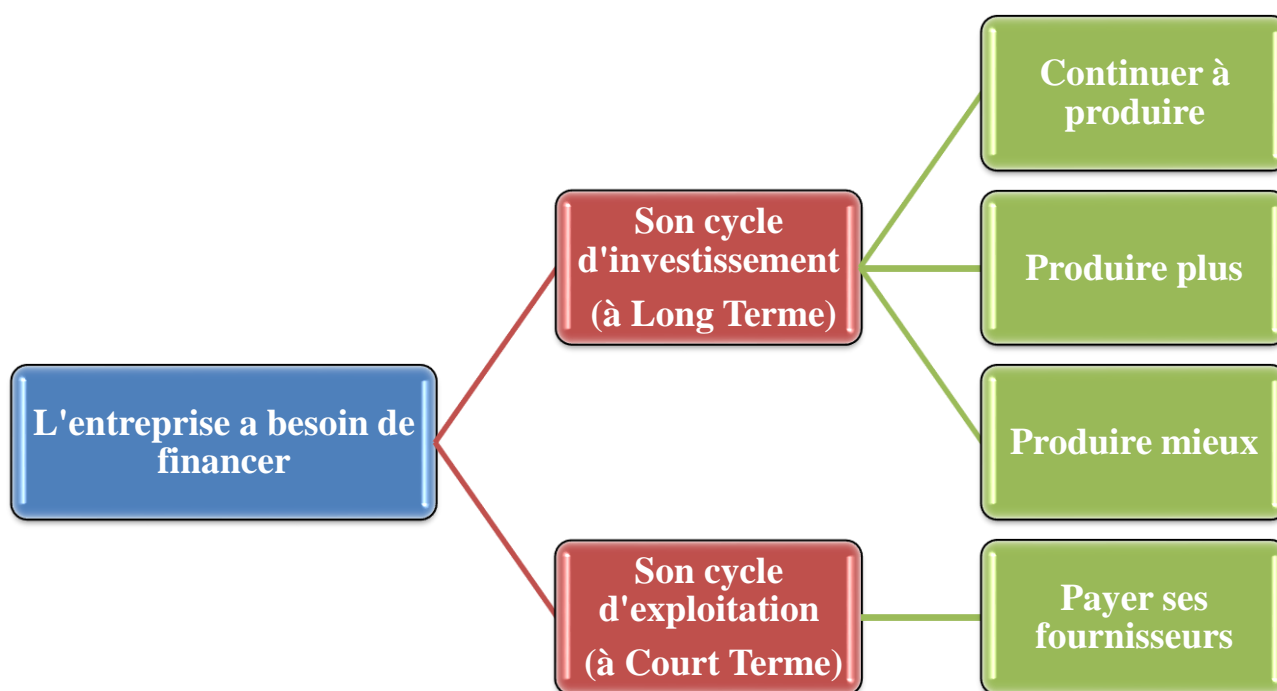
CHAPITRE II : Le financement bancaire des Petites Moyennes Entreprises (PME)

Section 01 : Besoins de financement des PME

Pour mieux cerner la problématique de financement des PME, il est essentiel d'étudier, en premier lieu, leurs besoins de financement.

Les besoins de financement sont subdivisés en deux cycles : cycle d'investissement et cycle d'exploitation.

Schéma n° 3: Les besoins de financement des PME



Source : Réalisé par nous-mêmes.

1.1. Financement du cycle d'investissement

Le cycle d'investissement commence lors de la création de l'entreprise, il s'amplifie avec sa croissance et s'achève avec sa disparition. C'est un cycle durable qui accompagne le développement de l'entreprise et assure sa pérennité et son efficacité.

CHAPITRE II : Le financement bancaire des Petites Moyennes Entreprises (PME)

1.1.1. Définition de l'investissement

L'investissement est un ensemble des dépenses générant sur une longue période des revenus et que l'investissement est comme l'échange d'une certitude, l'engagement des ressources contre une incertitude. On distingue deux versions de la définition de la notion d'investissement :

- **« Version comptable:** l'investissement est synonyme d'immobilisations. Ce sont des biens acquis ou créés par l'entreprise et destinés à y rester durablement. Ces biens se situent en haut de l'actif du bilan ;
- **Version financière :** l'investissement est un ensemble de dépenses qui, sur une longue période, va générer des recettes qui doivent permettre de couvrir les dépenses initiales. »¹

1.1.2. Les différents types d'investissements

En investissant, l'entreprise vise plusieurs objectifs, on distingue différents types d'investissements :

✓ Investissement de création

C'est un investissement effectué lors de la naissance de l'entreprise, il est également appelé investissement initial ou de démarrage. Par exemples : financer les dépenses initiales telles que la location d'un local, l'achat d'équipements, le développement de produits, les coûts juridiques, les dépenses de marketing et de promotion, etc.

✓ Investissement de renouvellement

Il s'agit de remplacer, renouveler des investissements devenus obsolètes et généralement totalement amortis. Ils sont appelés aussi des investissements de maintien (maintenir la capacité existante). Ils ont pour objet de compenser la dépréciation des équipements installés entraînés par l'usure ou par l'obsolescence, aussi dans l'objectif de gain de productivité. Exemples : renouvellement du matériel de production, des machines, etc.

¹ AKKACHE MAACHA, Dehbia op.cit, p2.

CHAPITRE II : Le financement bancaire des Petites Moyennes Entreprises (PME)

✓ Investissement de capacité

L'investissement de capacité permet à l'entreprise de développer, augmenter la capacité de production, afin de prendre des parts de marchés ou de se diversifier dans d'autres secteurs. Autrement dit, il désigne les projets ayant pour vocation d'augmenter les capacités de production de l'entreprise, multipliant les unités de production. Exemple : Achat de machines supplémentaires.

✓ Investissement de modernisation

L'investissement de modernisation a pour but de moderniser, prendre en compte les dernières innovations pour améliorer et accroître la productivité et abaisser les coûts de production en introduisant des équipements modernes et performants. Exemples : économie de main-œuvre, de matière, d'énergie.

1.1.3. Les besoins de financement liés à l'investissement

« L'entreprise se retrouve face à un besoin de financement d'investissement lorsqu'elle veut :

-maintenir les capacités de production existantes en procédant à des investissements de remplacement (remplacement d'un matériel ancien, amorti, usé ou démodé par un autre) ;

-améliorer la productivité et pousser à la modernisation et à l'innovation. C'est ce qu'on appelle les investissements d'expansion ou de capacité qui ont pour but d'accroître la capacité de production ou de commercialisation des produits existants et de vendre des produits nouveaux (l'installation d'une capacité nouvelle ou additionnelle) ;

-rationaliser la production en cherchant à compresser les coûts de fabrication, c'est ce qu'on appelle les investissements de rationalisation ou de productivité ;

-valoriser les capitaux humains ou investissements humains et sociaux tels que les dépenses de formation, décisions de recrutement des employés, dépenses de l'amélioration des conditions de travail. »²

² DALI YOUCEF Samia, « Le financement par le leasing : un nouveau moyen d'aide au développement de la PME en Algérie, son application à la BNP Paribas El Djazaïr et la BADR. », mémoire de magister en management, université d'Oran, 2010, P26.

CHAPITRE II : Le financement bancaire des Petites Moyennes Entreprises (PME)

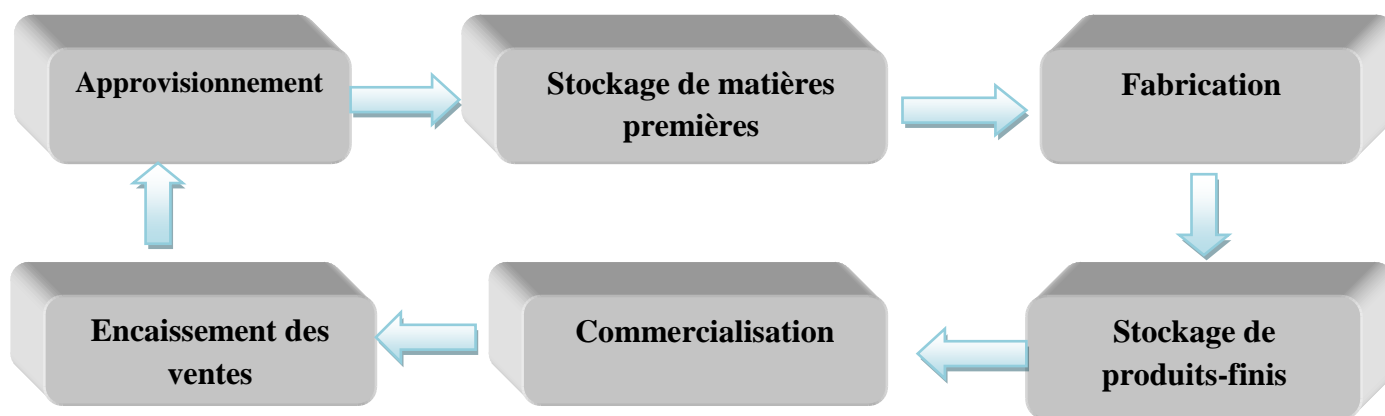
1.2. Financement du cycle d'exploitation

Le cycle d'exploitation est l'ensemble des opérations réalisées par l'entreprise pour atteindre son objectif, produire et distribuer des biens ou services afin de générer des profits et assurer son développement et sa pérennité. Il est constitué également de l'ensemble des opérations conduisant à la distribution des biens.

La durée du cycle d'exploitation dépend :

- de la durée d'écoulement des stocks, la durée et la complexité de la production, et la durée du crédit accordé aux clients, qui introduit un retard à l'encaissement ;
- du crédit consenti aux clients qui retarde l'encaissement des créances ;
- des évolutions d'autres éléments relatifs à l'exploitation : taxe sur la valeur ajoutée (TVA), salaires, charges sociales.

Schéma n°04 : Cycle d'exploitation d'une entreprise industrielle



Source : D.AKKACHE MAACHA, op.cit, p 02

1.2.1. Définition de l'exploitation

L'exploitation désigne l'ensemble des activités et des processus impliqués dans l'utilisation efficace et productive des ressources, qu'elles soient matérielles, financières,

CHAPITRE II : Le financement bancaire des Petites Moyennes Entreprises (PME)

humaines ou intellectuelles. Cela implique la gestion, la coordination et l'optimisation des différentes composantes d'une entreprise ou d'une organisation afin d'atteindre des objectifs spécifiques, tels que la génération de revenus, la maximisation des profits ou la réalisation de missions prédéfinies. L'exploitation peut également englober la surveillance des performances, la prise de décisions stratégiques et tactiques, ainsi que l'adaptation aux changements internes et externes pour maintenir un fonctionnement efficient et compétitif.

Le Besoin en Fonds de Roulement (BFR) est constitué de l'ensemble des comptes suivants :

* **les stocks** : matières premières, marchandises, produits et travaux en cours, produits en cours, produits- finis ;

* **les créances d'exploitation** : encours clients, avances et acomptes versés sur commandes à des fournisseurs, autres créances d'exploitation, charges constatées d'avance, effets escomptés non échus ;

***les dettes d'exploitation** : dettes fournisseurs, dettes fiscales et sociales, avance sur commandes reçus des clients, produits constatés d'avance et d'autres d'exploitation.

1.2.2. Les besoins de financement liés à l'exploitation

Toute entreprise quelque soit son efficacité ou sa structure financière peut se retrouver confrontée à un problème de trésorerie. Ce problème peut survenir car, à court terme, l'entreprise doit de manière permanente chercher à assurer le financement de son actif circulant (stock, crédits accordés aux clients, créances diverses).

Les besoins de financement liés à l'exploitation d'une entreprise font référence aux ressources financières nécessaires pour soutenir ses activités courantes et maintenir sa croissance. Ces besoins sont souvent regroupés sous le terme de « besoins en fonds de roulement.»

1.2.3. La notion de besoin en fonds de roulement

Inversement, le passif courant contient des éléments qui constituent des ressources d'exploitation, car ils correspondent à des charges contractées mais non encore payées : il s'agit des dettes fournisseurs et des dettes fiscales et sociales. Il est donc possible de calculer la différence entre les emplois et les ressources d'exploitation afin de déterminer le montant que

CHAPITRE II : Le financement bancaire des Petites Moyennes Entreprises (PME)

l'entreprise doit investir pour financer son cycle d'exploitation. Cette différence s'appelle le besoin en fonds de roulement (BFR).

Le BFR peut être calculé assez facilement avec les données du bilan comptable :

$$\text{BFR} = \text{Actif circulant (stocks+ créances clients)} - \text{Passif circulant (dettes fournisseurs)}$$

Figure n° 02 : Calcul du besoin en fonds de roulement, par le haut et le bas du bilan

- 1) Calcul de BFR par le bas du bilan 2) Calcul du bilan par le haut du bilan



Source : Réalisé par nous-mêmes.

Le BFR est constitué de l'ensemble des comptes : les stocks, les créances d'exploitation et les dettes d'exploitation. Le BFR examine si l'entreprise dispose de ressources suffisantes pour faire face à ses besoins financiers à court terme. Le BFR peut être positif, négatif ou nul.

- **BFR positif**

Si le $\text{BFR} > 0$, le BFR est positif, les emplois sont supérieurs aux ressources. Cela signifie que l'entreprise possède des ressources stables suffisantes pour couvrir ses charges. Elle n'a pas besoin d'avoir recours au financement bancaire ; il n'y a donc pas de remboursement de mensualités à prévoir. Pour qu'une entreprise finance son exploitation, le Fonds de Roulement (FR) doit être positif, voire excédentaire. ($\text{FR} = \text{capitaux permanents} - \text{Actif immobilisé}$).

CHAPITRE II : Le financement bancaire des Petites Moyennes Entreprises (PME)

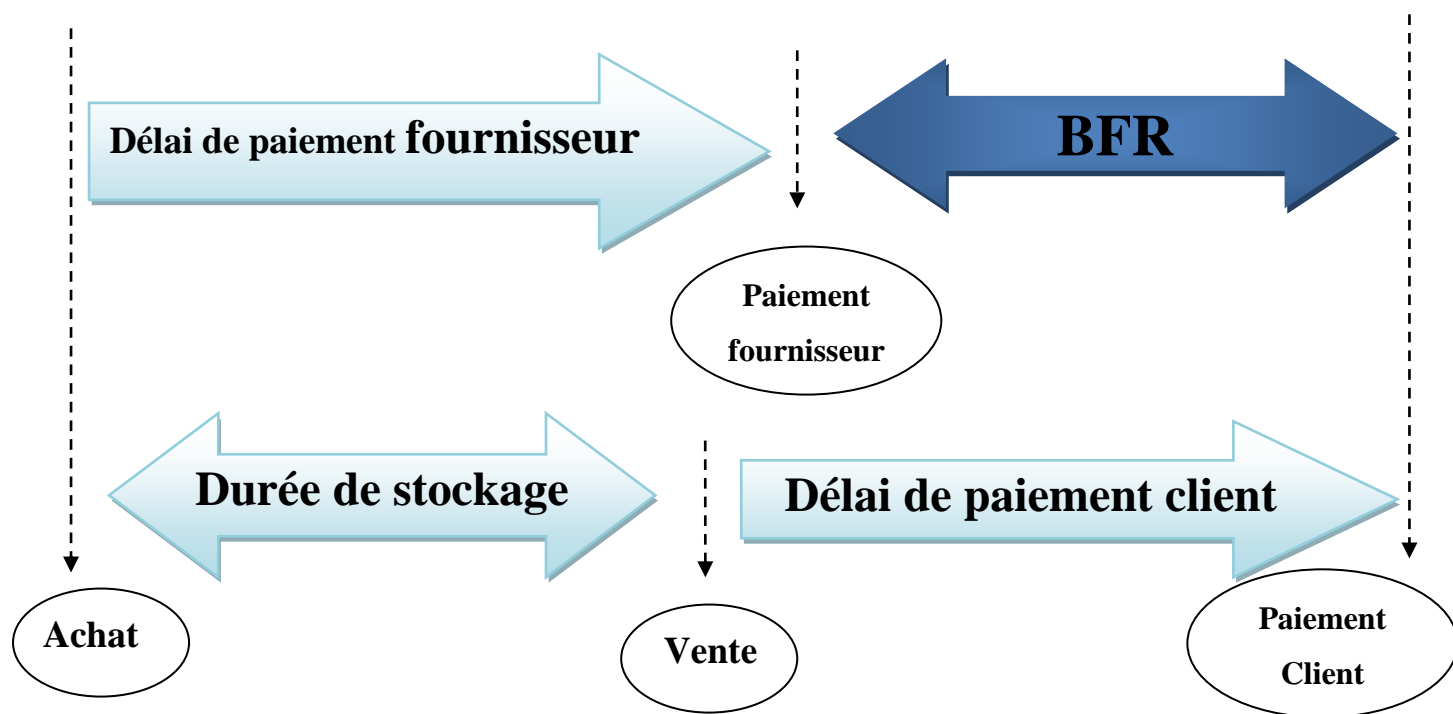
- **BFR négatif**

Si le $BFR < 0$, le BFR est négatif, cela signifie que l'entreprise ne dispose pas d'assez de ressources pour financer son éventuel besoin. Une situation déficitaire qui l'oblige à se tourner vers des solutions de financements à court terme (prêts bancaires, dettes). On préconise plutôt de procéder à une augmentation de capital³.

- **BFR nul**

Si le $BFR = 0$, le BFR est nul, ce qui signifie que les emplois sont égaux aux ressources. Ce n'est pas aussi alarmant que s'il était négatif, mais ce n'est pas exactement une bonne nouvelle non plus, car l'entreprise est à même de financer ses investissements, mais en cas de dépenses imprévues, elle n'aura pas de fonds pour couvrir ses dépenses courantes. Elle sera donc dans une situation de déficit financier.

Schéma n° 05 : Besoin en fonds de roulement



Source : <https://libeo.io/blog/gestion-de-tresorerie/fonds-de-roulement>

³ Augmentation de capital : voir p 36.

CHAPITRE II : Le financement bancaire des Petites Moyennes Entreprises (PME)

1.3. Les besoins de financement liés à l'innovation

Les entreprises innovantes trouvent des difficultés énormes en matière de financement et ces difficultés que rencontrent les entrepreneurs dans le cadre de leur processus d'innovation sont dues essentiellement à la nature des projets innovants qui sont plus risqués et coûteux que les projets normaux.

« Dans le cas algérien, la relation de la PME avec l'innovation reste difficile car elle est non achevée. Effectivement, plusieurs variables influent sur le processus de l'innovation dans les PME algériennes :

✓ Elles fonctionnent selon un mode affectif dont l'objectif est de réunir les membres de la famille et toute la génération, de les protéger en transmettant des valeurs telles que la sécurité, l'émotion, les sentiments, la tradition qui sont les maîtres mots. Cette manière de voir l'entreprise influence inévitablement sur les décisions, les formes d'organisation et même sur les dirigeants. C'est les contraintes les moins évidentes et les moins visibles (culture, normes, valeurs, religion, représentations...).

✓ Au sens rationnel, l'entreprise fonctionne selon une logique économique dont l'objectif est de produire, de réaliser des profits, et de croître. »⁴

⁴ Mila Sarah, Kentouri Tinhinan, op.cit, P 39.

CHAPITRE II : Le financement bancaire des Petites Moyennes Entreprises (PME)

Section 02 : Moyens de financement des PME

L'entreprise doit donc rechercher des ressources, des moyens de financement adaptés à ses besoins de financement : l'investissement et l'exploitation.

1.2.1. Les moyens de financement des investissements

Le financement des investissements est à long terme, l'entreprise a donc le choix entre un financement interne ou un financement externe.

1.2.1.1. Le financement interne

Le financement interne consiste pour l'entreprise à utiliser ses propres sources pour financer son activité, nous citons :

❖ **Augmentation de capital**

C'est une opération par laquelle une société émet de nouvelles actions ou parts sociales, d'ailleurs cette augmentation peut se faire par incorporation des réserves ou en nature.

- **Augmentation du capital par incorporation de réserves**

« Dans ce cas, l'entreprise émet de nouvelles actions sous la forme d'une augmentation de capital par incorporation des réserves. Cela présente l'avantage de ne pas faire appel à de nouveaux actionnaires et donc de ne pas modifier la répartition du capital entre les actionnaires, c'est le cas notamment des entreprises familiales qui veulent garder le contrôle de leur entreprise. Les actionnaires souscrivent donc à l'augmentation de capital au prorata de la part qu'ils détiennent déjà dans le capital de l'entreprise.

- **Augmentation du capital par apport en nature**

Il arrive qu'une entreprise augmente son capital non pas pour disposer de nouvelles ressources financières, mais en contrepartie de l'apport par un partenaire extérieur de biens réels, que se soit des immobilisations corporelles ou incorporelles. Dans ce cas, l'augmentation de capital n'est que la contrepartie d'un apport en nature. Cette méthode présente l'avantage de ne pas faire appel à de nouveaux actionnaires pour obtenir les fonds nécessaires au rachat d'un nouveau matériel et permet aussi d'éviter de financer ses besoins par un recours à

CHAPITRE II : Le financement bancaire des Petites Moyennes Entreprises (PME)

l'endettement. »⁵

Tableau n° 02 : Avantages et inconvénients de l'augmentation de capital

| Avantages | Inconvénients |
|-------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|
| -Augmentation rapide de la capacité d'endettement de l'entreprise | -L'excès de capital peut diminuer le taux de rentabilité financière |
| -Pas de remboursement des fonds collectés | -Risque de non- souscription |
| -Rémunération facultative des dividendes | -Risque de perte de contrôle du capital par les actionnaires actuels |
| -Rémunération variable en fonction des bénéfices | |

Source:Réalisé par nous-mêmes, à partir de la synthèse de nos lectures.

✓ Autofinancement

« L'autofinancement peut être constitué par les amortissements de l'exercice, le bénéfice du même exercice ou ceux des exercices précédents : les réserves (amortir c'est constater coupablement la dépréciation d'un outil de production ; l'amortissement étant déductible fiscalement, l'entreprise constate ainsi une charge sans sortie de fonds ce qui lui permettra de trouver des moyens supplémentaires pour financer ses investissements). L'autofinancement est aux entreprises ce que l'épargne est aux particuliers. Il présente pour l'entreprise l'avantage de la rendre indépendante des tiers, mais il a pour inconvénient majeur de limiter bien souvent l'entreprise dans ses possibilités d'investissement. »⁶

L'autofinancement est la part de la capacité d'autofinancement (CAF) consacrée au financement de l'entreprise.

Autofinancement = Capacité d'autofinancement - dividendes distribués au cours de l'exercice

⁵BOUKROUS Djamilia, « Les circuits de financement des petites et moyennes entreprises en Algérie : Etude d'un crédit bancaire », mémoire de magister en sciences économiques, Université d'Oran, 2007, P84.

⁶Luc. BERNET-ROLLANDE, « Principes de technique bancaire », 25ème édition, Edition DUNOD, Paris, 2008, P 336

CHAPITRE II : Le financement bancaire des Petites Moyennes Entreprises (PME)

- **La capacité d'autofinancement**

La capacité d'autofinancement (CAF) mesure la capacité de remboursement des capitaux empruntés. D'ailleurs la CAF est utilisée pour financer un nouvel investissement, rémunérer les actionnaires, rembourser les emprunts, augmenter le besoin en fonds de roulement (BFR).

La CAF se calcule de la manière suivante :

$$\text{CAF} = \text{Résultat Net} + \text{Dotations aux amortissements et aux provisions}$$

Tableau n°03 : Avantages et inconvénients de l'autofinancement

| Avantages | Inconvénients |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| - Indépendance financière - Pas de frais financiers -Renouvellement annuel (amortissements et provisions) -Moyens de financement gratuit (pas d'intérêt à verser) | -L'autofinancement est insuffisant pour couvrir tous les besoins de fonds de l'entreprise -Diminution des bénéfices distribués, d'où risque de désintérêt des associés, difficulté d'augmentation de capital ultérieur |

Source :Réalisé par nous-mêmes, à partir de la synthèse de nos lectures.

1.2.1.2. Le financement externe

Les moyens de financement externe existent parce qu'une catégorie d'agents économiques dispose d'une capacité de financement qu'ils « injectent » dans le système financier. Afin de financer ses projets, l'entreprise utilise plusieurs types de financement externe. Chacun d'eux a ses particularités et certains se rapportent davantage à des situations précises :

❖ **L'emprunt**

« L'emprunt est un type de financement externe qui s'effectue auprès des banques ou des établissements spécialisés dans la distribution de crédits. Ils consistent en des contrats signés entre une entreprise (l'emprunteur) et un tiers (le prêteur) qui se traduisent par le prêt d'une

CHAPITRE II : Le financement bancaire des Petites Moyennes Entreprises (PME)

somme d'argent (le crédit) pour une période définie (la durée) et moyennant un coût (le taux d'intérêt). On distingue deux types d'emprunts : les emprunts obligataires et les emprunts bancaires. »⁷

- **Les emprunts obligataires**

« Ils sont à long terme (7 à 15 ans) et souscrits par une multitude de prêteurs qui reçoivent en échange des titres de créances appelés obligations. Ils sont divisés en parts égales.»⁸. Les emprunts obligataires sont des titres de créances émis par des entreprises ou des gouvernements pour lever des fonds auprès des investisseurs. En achetant des obligations, les investisseurs prêtent de l'argent à l'émetteur et reçoivent en retour des intérêts réguliers sur leurs investissements, généralement versés semestriellement. Les obligations sont un moyen courant pour les entités publiques ou privées de financer leurs projets et activités.

Tableau n°04 : Avantages et inconvénients des emprunts obligataires

| Avantages | Inconvénients |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| - Diversification des sources de financement - Indépendance de gestion de l'entreprise - Stabilité financière - Les obligations offrent généralement un taux d'intérêt fixe | - Long délai de réalisation - Risque de non-souscription - Obligations de remboursement - Diminution de la capacité d'emprunt |

Source : Réalisé par nous-mêmes, à partir de synthèse de nos lectures.

- **Les emprunts bancaires**

Les entreprises peuvent s'adresser à leur banque pour financer leurs investissements. Les emprunts bancaires ainsi que le crédit-bail.

⁷AHMED TAYEB Lyesmine, AIT KACI Selena, « Le financement de la croissance interne d'une entreprise : Cas du Groupe IZERKHEF », mémoire de master en sciences Financières et Comptabilité, UMMTO, 2022, P48.

⁸ AKKACHE-MAACHA Dehbia, « Cours d'économie d'entreprise, 2LMD, SFC, Section A », UMMTO, 2019, p3.

CHAPITRE II : Le financement bancaire des Petites Moyennes Entreprises (PME)

- **Le crédit à moyen terme**

« Ce type de crédit devait logiquement se substituer au crédit à moyen terme réescomptable. Pour récupérer la trésorerie engagée dans une opération de crédit à moyen terme, la banque pourrait mobiliser sa créance sur le marché monétaire. Cette possibilité n'existe pas encore en Algérie. Par exemple en France, cette mobilisation se fait par le biais d'une institution spécialisée, le crédit national, chargé de donner un accord préalable, après étude d'un dossier complet déposé auprès de ses services « Ce type de crédit est destiné aux financements de matériel, outillage et aussi certaines constructions de faible coût dont ont besoin les sociétés industrielles. Il est généralement distribué par les banques de dépôt, les banques d'affaires ou encore les banques de crédits à moyen et long terme. »⁹

- ✓ **Le crédit à long terme**

Les crédits à long terme sont des crédits dont la durée est supérieure à sept (07) ans assortis d'un différé d'amortissement de 02 à 04 ans.

« Le crédit à long terme est un crédit dont la durée est supérieure à sept ans. Il est destiné à financer les investissements lourds des entreprises. Le crédit à long terme attaché aux particuliers, correspond généralement à un crédit immobilier. Le crédit à long terme peut également être octroyé dans le cadre d'un emprunt professionnel ou d'un crédit personnel sur le long terme. »¹⁰

- **Le crédit-bail**

« Les opérations de crédit-bail sont des opérations de crédit en ce qu'elles constituent un mode de financement de l'acquisition ou de l'utilisation des biens. Les opérations de crédit-bail sont dites « Leasing financier » si le contrat de crédit-bail prévoit le transfert au locataire de tous les droits, obligations, avantages, inconvénients et risques liés à la propriété du bien financé par le crédit-bail, si le contrat de crédit-bail ne peut être résilié et s'il garantit au bailleur le droit de recouvrer ses dépenses en capital et se faire rémunérer les capitaux investis. »¹¹

⁹AREZKI DYHIA, BENBAYA YACINE « LE FINANCEMENT BANCAIRE DES ENTREPRISES ÉTUDE DE CAS DE LA BNA, TIZI-OUZOU », mémoire de master en sciences de gestion, UMMTO, 2022, P49.

¹⁰<https://www.mataf.net/fr/edu/glossaire/credit-a-long-terme>, consulté le 05 août 2023.

¹¹Ordonnance 96-09 du 10/01/1996 relative au crédit-bail, P1.

CHAPITRE II : Le financement bancaire des Petites Moyennes Entreprises (PME)

✓ Les formes de crédit-bail

Les formes de crédit-bail sont selon le bien à financer. On distingue entre le crédit-bail mobilier et le crédit-bail immobilier.

✓ Le crédit-bail mobilier

Il concerne les biens d'équipement, mais ne s'applique pas aux fonds de commerce et aux logiciels informatiques. Leurs échéances varient de trois à cinq ans, selon la durée de vie économique de l'actif financé.

✓ Le crédit-bail immobilier

Le crédit-bail immobilier consiste en une opération de location d'un bien immobilier à usage professionnel, acheté ou construit par une société de crédit-bail immobilier, qui en demeure propriétaire.

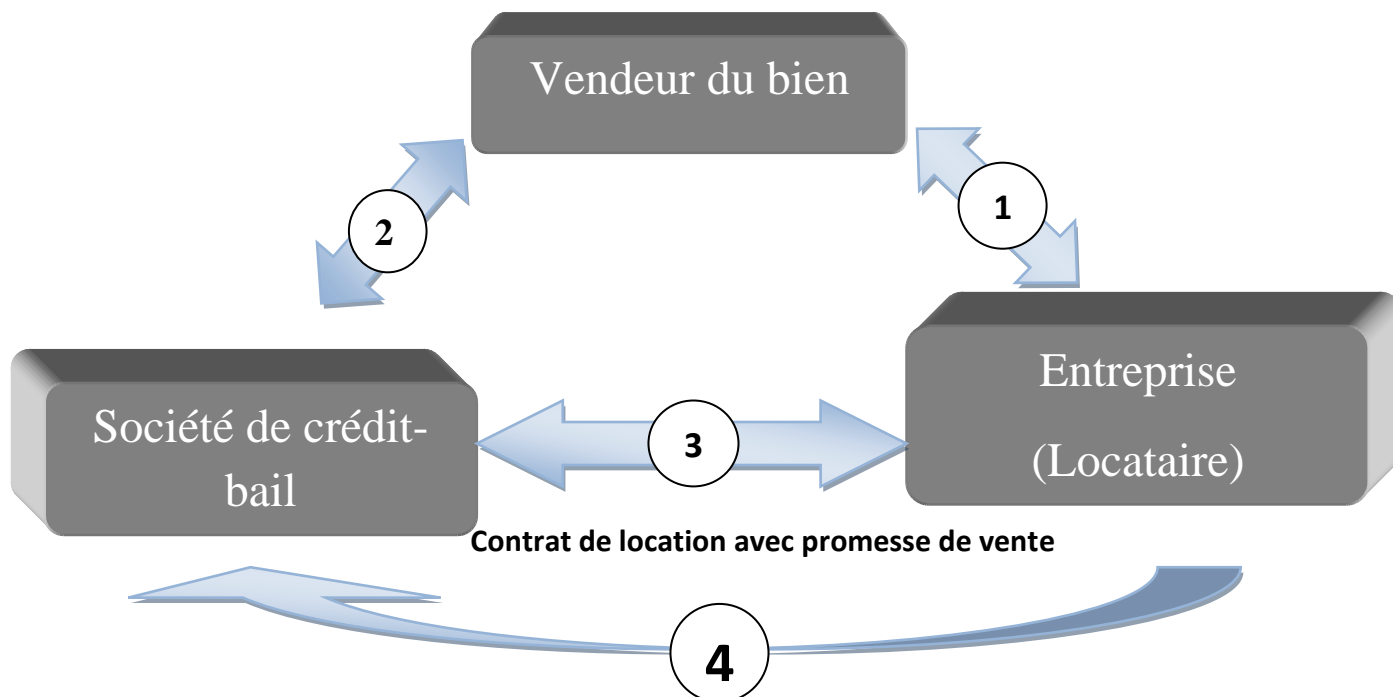
Tableau n° 05 : Avantages et inconvénients du crédit-bail

| Avantages | Inconvénients |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>-Pour l'établissement de crédit :</p> <ul style="list-style-type: none">- « Demeurer propriétaire du bien loué jusqu'à la réalisation d'une vente éventuelle- Percevoir une rémunération incluse dans l'annuité payée par le locataire à titre de loyer. <p>Pour le locataire :</p> <ul style="list-style-type: none">- Avantage fiscal : les loyers payés sont considérés comme des charges et viennent ainsi en diminution du résultat et automatiquement de l'impôt sur le bénéfice- Renouvellement de l'équipement de production sans autofinancement;- Acquérir à la fin de la période le bien loué à un prix équivalent à la valeur résiduelle assez faible compte tenu des loyers perçus. »¹² | <p>Pour le banquier :</p> <ul style="list-style-type: none">- Dans le cas où le locataire serait défaillant, la revente du bien loué ne lui assurera pas forcément une couverture totale de la perte subie- Les biens loués peuvent être difficiles à récupérer, surtout s'ils ont été détériorés- Risque d'obsolescence. Ce cas est surtout fréquent dans le cas de biens informatiques. <p>Pour l'entreprise :</p> <ul style="list-style-type: none">- Le coût du crédit-bail est souvent très élevé- Ce type de financement est réservé aux biens standards- Les biens financés ne peuvent pas être donnés en garantie |

Source : Réalisé par nous-mêmes, à partir de la synthèse de nos lectures.

¹²BOUARABA Smail, DEHMAS Yazid, « Financement bancaire des entreprises par le Crédit d'investissement. », mémoire de master en sciences de gestion, UMMTO, 2021, P36-37.

Schéma n°06 : Mécanisme du crédit-bail



- ① Négociation.
- ② Contrat de vente de bien.
- ③ Versement de loyer.
- ④ Levée de l'option d'achat.

Source : <https://www.wesharebonds.com/westudy-v1/unite/cr%C3%A9dit-bail>

1.2.2. Les moyens de financement de l'exploitation

Il existe des besoins de financement qui sont issus de l'exploitation. L'entreprise doit faire face à des difficultés de trésorerie, la solution est dans la mobilisation des ressources à court terme.

On distingue deux grandes catégories de crédit d'exploitation :

CHAPITRE II : Le financement bancaire des Petites Moyennes Entreprises (PME)

1.2.2.1. Les crédits par caisse

Les crédits par caisse sont des engagements accordés par la banque autorisant un client à rendre son compte débiteur. Il s'agit d'un crédit délivré sur le compte courant d'une entreprise dans la limite d'un montant déterminé selon certaines conditions claires, il présente donc une grande souplesse d'utilisation. On distingue trois (03) types :

✓ **Financement global des actifs circulants**

Cela peut impliquer l'utilisation de sources internes ou externes pour soutenir ses opérations quotidiennes. L'objectif est d'assurer une gestion efficace de la trésorerie tout en maintenant un équilibre financier sain. D'ailleurs on trouve quatre variétés :

- **La facilité de caisse**

Il s'agit d'un type de crédit qui permet aux entreprises de remédier aux asymétries de trésorerie liées aux écarts entre les recettes et les dépenses de ces entreprises sur une période de temps relativement courte.

Tableau n°06 :Avantages et inconvénients de la facilité de caisse

| Avantages | Inconvénients |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| -Flexibilité : peut être utilisée de manière ponctuelle et adaptée aux besoins de trésorerie - Liquidité immédiate : permet de disposer rapidement de liquidités en cas de besoin urgent | -Court terme : doit être remboursée dans un délai court, ce qui peut mettre une pression sur la trésorerie future -Impact sur le crédit : une utilisation fréquente peut affecter la cote de crédit de l'entreprise |

Source:Réalisé par nous-mêmes, à partir de la synthèse de nos lectures.

✓ **Le découvert bancaire**

Un découvert bancaire est un système conçu pour pouvoir emprunter de l'argent. Les banques fournissent leurs services à tous les clients. Le programme comprend l'octroi de grosses sommes d'argent à ceux qui en ont besoin. La banque examinera la situation financière et lui fournira des instructions sur le prêt en conséquence.

CHAPITRE II : Le financement bancaire des Petites Moyennes Entreprises (PME)

Tableau 07 n° : Avantages et inconvénients du découvert bancaire

| Avantages | Inconvénients |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>la banque accorde facilement ce type de facilités. Le processus n'est pas très long. Il suffit de choisir la bonne personne pour guider l'entreprise. Cette dernière fournira toutes les données indispensables pour réaliser dans les plus brefs délais, l'emprunt. Toutes les décisions prises par le banquier doivent être établies sous des contrats irrévocables</p> | <p>Les intérêts liés aux découverts bancaires sont élevés. C'est la banque qui fixe le taux d'intérêt et le client doit s'y soumettre. L'entreprise ne profite de facilités de découvert qu'occasionnellement.</p> |

Source : Réalisé par nous-mêmes, à partir de synthèse de nos lectures.

✓ Le crédit de campagne

« Les entreprises dont l'activité est saisonnière ont, soit à supporter de très forts décaissements au début du cycle (approvisionnements massifs) et réalisent ensuite des encaissements réguliers et échelonnés dans le temps, soit ont des décaissements échelonnés dans le temps et des encaissements à une période unique et définie. Il permet aux entreprises de maintenir leur trésorerie pendant les mois où leur activité est la plus faible et de pallier leur décalage de trésorerie en s'adaptant au calendrier de l'activité du client. La durée de ce crédit varie en fonction de la nature de la campagne à financer mais ne peut excéder 12 mois. »¹³

✓ **L'affacturage** : « l'entreprise cède ses créances à une société d'affacturage (le factor), qui lui avance les liquidités et se charge, à l'échéance, du recouvrement des créances (commission payée au factor calculée sur montant TTC des factures). »¹⁴

✓ Tableau n°08: Avantages et inconvénients de l'affacturage

| Avantages | Inconvénients |
|---------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>-Garantie à 100% contre impayés</p> <p>-Pas de plafond</p> | <p>-Coût élevé (en moyenne 1.5% du chiffre d'affaires.)</p> <p>-Mauvaise image auprès de certains clients</p> |

Source : Réalisé par nous-mêmes, à partir de la synthèse de nos lectures.

¹³ Mila Sarah, Kentouri Tinhinan, « Problématique de financement des PME en Algérie (approches par les risques) », mémoire de master en sciences économiques, Université de Béjaïa, 2020, P48.

¹⁴ Dehbia AKKACHE-MAACHA, op.cit, P3.

CHAPITRE II : Le financement bancaire des Petites Moyennes Entreprises (PME)

✓ Le crédit-relais

Le crédit-relais accompagne généralement une opération d'investissement: il permet à l'entreprise de couvrir immédiatement une fraction importante et d'anticiper une rentrée de fonds à provenir soit de la cession d'un bien (immeuble ou fonds de commerce), soit d'une opération financière (augmentation de capital).

✓ Financement des valeurs d'exploitation

On distingue deux (02) types de financement des valeurs d'exploitation :

- **L'avance sur marchandises**

L'entreprise qui détient des marchandises en stock peut demander à son banquier une avance sur marchandises. L'avance sera la plupart du temps garantie par les marchandises qui seront affectées en gage, soit dans les locaux de l'entreprise, plus sûr dans les locaux appartenant à un tiers (magasin général par exemple).

L'avance sur marchandises est un crédit par caisse qui finance le stock, le financement est garanti par des marchandises remises en gage au banquier.

✓ Financement par escompte de warrant

Le warrant est un effet de commerce revêtu de la signature d'une personne qui dépose, en garantie de sa signature et dans des magasins généraux, des marchandises dont elle n'a pas l'utilisation immédiate.

Les magasins généraux, tiers détenteurs des marchandises, délivrent, en représentation de ces stocks, un récépissé énonçant les noms, profession, domicile du déposant, ainsi que la désignation de la marchandise déposée et un "bulletin de gage", appelé warrant où sont portés le montant de la créance garantie (en capital et intérêts), la date de l'échéance, le nom et domicile du créancier. L'ensemble constitue un récépissé warrant.

✓ Financement du poste « client »

Le financement du poste «client» est une méthode de gestion de trésorerie utilisée par les entreprises pour optimiser leurs flux de trésorerie en convertissant rapidement leurs créances clients en liquidités. Cela peut être particulièrement utile pour les entreprises qui ont besoin de fonds immédiats pour financer leurs opérations, d'investissements ou autres besoins.

CHAPITRE II : Le financement bancaire des Petites Moyennes Entreprises (PME)

- **L'escompte d'effets de commerce**

L'escompte est une forme de crédit professionnel à court terme qui permet à l'entreprise d'obtenir le paiement immédiat d'un effet de commerce, sans attendre sa date d'échéance. L'entreprise cède l'effet d'un client à la banque qui lui avance son montant, déduction faite des frais qu'elle percevait. Elle en devient propriétaire et se charge du recouvrement à l'échéance. Pour se prémunir en cas d'éventuels impayés, la banque peut demander à l'entreprise des garanties.»¹⁵

Tableau n°09:Avantages et inconvénients de l'escompte d'effets de commerce

| Avantages | Inconvénients |
|----------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|
| -Faible coût, crédit peu risqué pour la banque, -Obtention facile | -Limité par un plafond négocié avec la banque |

Source :Réalisé par nous-mêmes, à partir de la synthèse de nos lectures.

✓ **Le bordereau « loi Dailly »**

Il s'agit d'une cession de créance (acte juridique établi afin de transmettre la propriété d'une créance à une tierce personne), par simple transformation des créances en crédits. L'entreprise apporte les factures qui risquent de mettre un certain temps à être payées pour le banquier et celui-ci qui verse la contrepartie sur le compte client.¹⁶

- **Les billets de trésorerie**

Ce sont des titres négociables émis par les grandes entreprises qui ne souhaitent pas faire appel aux banques. Ils sont achetés par les entreprises qui ont des excédents de trésorerie.

1.2.2.2. Les crédits par signature

Les crédits par signature encore appelés engagements par signature sont des concours accordés par la banque sous forme d'engagement en faveur de l'entreprise pour exécuter une obligation en cas de défaillance de celle-ci. Leur particularité est qu'ils n'entraînent pas de décaissements de fonds sauf en cas de défaillance de l'entreprise. La banque peut engager sa

¹⁵<https://www.lesclesdelabanque.com>, consulté le 01 août 2023.

¹⁶<https://banque.ooreka.fr/astuce/voir/487269/loi-dailly>, consulté le 01 août 2023.

CHAPITRE II : Le financement bancaire des Petites Moyennes Entreprises (PME)

signature de trois (3) manières différentes, soit en se portant caution, soit en avalisant des effets de commerce, soit dans le cadre d'un crédit documentaire.

✓ Les cautions

Les cautions sont une gamme très variée de crédits que la banque accorde non sans prêter de l'argent, mais en prêtant sa propre signature pour le compte de l'entreprise et en faveur des tiers. En vertu de l'acte de cautionnement signé, la banque qui s'est porte garante devra honorer sa signature en cas de défaillance du principal (entreprise).

✓ L'aval de traite ou d'effet de commerce

L'aval d'une traite ou d'un effet de commerce est souvent utilisé dans les transactions commerciales internationales ou lorsque le créancier n'est pas sûr de la solvabilité du débiteur. Cela apporte une assurance supplémentaire au créancier en cas de défaut de paiement par le débiteur. L'aval ou l'acceptation consiste pour une banque à se porter garante pour le compte de son client contre présentation d'un effet de commerce (reconnaissance de créances).

✓ Le crédit documentaire (Credoc)

On appelle crédit documentaire toute ouverture de crédit, quelque soit la forme qu'elle revête, faite au destinataire de marchandises en cours de route, et gagée par les documents afférents à ces marchandises. Il s'agit exclusivement de marchandises transportées par mer et en conséquence de documents maritimes. Les lettres de voiture afférentes à des expéditions par voies ferrées, routes ou canaux, ne sauraient, dans les mêmes conditions que les documents maritimes, servir de garantie au crédit de banque.

Le crédit documentaire, crédit à l'importation, a largement contribué au développement du commerce international.¹⁷

Après avoir détaillé les moyens de financement destinés aux entreprises, la section suivante portera sur les risques et garanties du financement bancaire.

¹⁷ Henry TERREL, Henri LEJEUNE, « Traité des opérations commerciales de banque », Edition MASSON, Paris, 1953, P244.

CHAPITRE II : Le financement bancaire des Petites Moyennes Entreprises (PME)

Section 03 : Risques et garanties du financement bancaire

Le financement bancaire offre une façon pratique d'obtenir de l'argent pour des projets ou des besoins financiers. Cependant, cela comporte des risques. L'un d'eux est de ne pas pouvoir rembourser l'argent emprunté, ce qui peut causer des problèmes financiers. Pour se protéger, les banques demandent souvent des garanties, comme des biens, que l'emprunteur fournit en cas de problème. Cela aide à réduire les risques pour la banque.

3.1. Les risques de financement bancaire

Le risque bancaire peut se définir comme un danger éventuel plus au moins prévisible. La caractéristique propre du risque est donc l'incertitude temporelle d'un événement ayant une certaine probabilité de survenir et de mettre en difficulté la banque.

3.1.1. Sources des risques bancaires

On trouve trois sources de risques bancaires : asymétrie de l'information, risques liés à l'entreprise elle-même et risques tenant à l'environnement externe.

3.1.1.1. Asymétrie de l'information

L'asymétrie de l'information apparaît lorsqu'une des parties contractantes possède plus d'informations que l'autre. Elle se manifeste sous forme de sélection adverse ou d'aléa moral. La sélection adverse se présente avant la transaction, alors que l'aléa moral surgit après. En effet, une fois le prêt octroyé, le principal (le prêteur) ne sait pas comment l'agent (l'emprunteur) va réellement utiliser ses fonds. Les mauvais emprunteurs peuvent se lancer dans des projets plus risqués pour couvrir le renchérissement du coût du prêt et mettre en péril le remboursement du principal. La théorie de l'asymétrie de l'information révèle une autre source de la vulnérabilité du système bancaire. En situation d'information asymétrique dans l'appréhension du risque de crédit et dans un contexte de risque endogène non mesurable par les méthodes statistiques des modèles standards d'évaluation, les banques ont pu sous-évaluer le risque et le transmettre à des partenaires financiers qui étaient moins en situation de l'évaluer. Lorsque le risque de crédit est sous-évalué, le transfert n'améliore pas la répartition du risque. Il déplace la fragilité des banques sur les non banques. Plusieurs causes peuvent engendrer une instabilité financière dont le manque d'informations peut mener à la panique bancaire.

« Les asymétries d'information sont légion : sur le marché du travail, par exemple, l'employeur ignore les capacités réelles des candidats à l'embauche qui se présentent, les

CHAPITRE II : Le financement bancaire des Petites Moyennes Entreprises (PME)

sociétés d'assurance ignorent si les clients qui veulent s'assurer sont de bons ou de mauvais risques, etc. Pour se prémunir contre ces asymétries, de nombreuses possibilités sont ouvertes : l'employeur se fiera aux diplômes, à l'origine sociale ; essaiera d'obtenir des informations par les anciens employeurs ; mettra en place une période d'essai, etc. Mais lever l'ensemble de l'asymétrie d'informations avant de prendre une décision coûte cher et est parfois impossible. Dès lors, le marché ne fonctionne plus comme le prévoit la théorie, puisque l'information est inégalement répartie entre les acteurs. »¹⁸

3.1.1.2. Les risques liés à l'entreprise elle-même

Les risques liés à l'entreprise elle-même, également connus sous le nom de risques internes, se réfèrent aux menaces et aux vulnérabilités auxquelles une entreprise est exposée en raison de ses activités, de sa gestion interne, de ses processus opérationnels et de sa culture organisationnelle. Ces risques peuvent avoir un impact significatif sur la performance et la viabilité de l'entreprise.

3.1.1.3. Les risque tenant à l'environnement externe

Les risques liés à l'environnement externe, connus sous le nom de risques externes, sont des menaces et des incertitudes qui proviennent des facteurs extérieurs à l'entreprise, tels que les conditions économiques, politiques, sociales, environnementales et technologiques. Ces risques peuvent avoir un impact significatif sur les performances, la stabilité et la rentabilité de l'entreprise.

3.1.2. Les différents risques des crédits bancaires

Il existe une multitude de risques des crédits bancaires. Leur classification, leurs typologie diffère selon les auteurs à cause surtout de fortes indépendances qui existent entre les risques, On distingue quatre (04) types : les risques classiques, les risques d'immobilisation du crédit, les risques de non paiements d'intérêts et les risque majeurs.

3.1.2.1. Les risques classiques

Les risques bancaires classiques font référence aux types de risques traditionnellement associés aux activités bancaires et financières. On désigne deux (02) types :

¹⁸<https://www.alternatives-economiques.fr/dictionnaire/definition/96630>, consulté le 06 août 2023.

CHAPITRE II : Le financement bancaire des Petites Moyennes Entreprises (PME)

✓ **Non- remboursement du crédit**

Ce risque appelé « risque de non-paiement » ou « risque de non remboursement partiel ou total » est un risque de défaillance d'une contrepartie sur laquelle est détenue une créance. Il est inhérent à toute opération de crédit et le banquier doit nécessairement l'évaluer avant de décider d'accorder un crédit en matière d'investissement. L'origine du risque de non remboursement provient directement des risques liés à la qualité de la clientèle de l'emprunteur, la conjoncture du marché, et à l'entreprise elle-même, parmi lesquels on peut citer ces trois risques suivants :

✓ **le risque particulier** : le mauvais choix des dirigeants peut coûter cher à l'entreprise car l'octroi d'un crédit est basé sur la confiance. Ce risque est lié aussi aux capacités techniques de l'entreprise, à la moralité et à la compétence de la clientèle ;

✓ **le risque sectoriel**: il est lié au processus de production utilisé, ou au service réalisé, à la conjoncture de la branche d'activité dans laquelle évolue l'entreprise emprunteuse. Il est lié aussi à la situation du marché ouvert surtout aux produits étrangers ceci peut impacter les ventes de l'entreprise nationale ;

✓ **le risque global** : c'est un risque difficile à appréhender du fait qu'il est lié à la conjoncture économique et financière du pays et aux événements imprévisibles tels que les incidents naturels, les incidents provoqués par l'homme, les guerres civiles. »¹⁹

✓ **L'évolution des fonds propres nets**

Il est primordial, au-delà du niveau des fonds propres nets, d'apprécier si les perspectives de son évolution sont acceptables et si les propriétaires de l'entreprise sont en mesure d'apporter de nouveaux capitaux. Le banquier fonde son appréciation sur :

* le sens de l'évolution constatée des fonds propres afin de vérifier si les propriétaires de l'entreprise s'efforcent de renforcer leurs capitaux propres à la mesure de l'accroissement de l'endettement à moyen et long termes ;

* l'origine de l'accroissement des fonds propres nets compte tenu du fait qu'il est plus sécurisant que la consolidation de l'actif net provienne plutôt de bénéfices issus de l'activité courante de l'entreprise que de profits exceptionnels;

¹⁹MADANI Fatiha, MAOUCHE Nassima, op.cit, P47.

CHAPITRE II : Le financement bancaire des Petites Moyennes Entreprises (PME)

* la projection sur l'avenir des fonds propres nets pour tenter de mesurer l'évolution probable du risque encouru en fonction de l'accroissement attendu des besoins liés au développement de l'activité de l'entreprise.

3.1.2.2. Les risques d'immobilisation du crédit (liquidités)

« Lorsque, pour une raison ou pour une autre, le crédit octroyé ne peut être admis ou réescompté, la banque de ce fait est condamnée à le nourrir sur sa propre trésorerie qui se trouve ainsi immobilisée. »²⁰

Ce type de risque concerne essentiellement les crédits par caisse en blanc, tels que les découverts, qui ne peuvent pas être refinancés par la banque auprès du marché monétaire et de l'institut d'émission. Cela est créé par des déficits de trésorerie temporaire, ou par des éléments indépendants de sa volonté, comme le refus de remboursement d'un concours accordé à un établissement public ou à une collectivité locale.

3.1.2.3. Les risque de non-paiement des intérêts

« Le banquier apprécie son risque de non-paiement des intérêts par l'étude de rentabilité globale de l'entreprise. La préoccupation du banquier est de deux ordres :

* les charges d'intérêts imputées au débit du compte du client doivent être couvertes, sinon elles constitueraient une augmentation des concours consentis ;

* le montant des charges d'intérêt par rapport au résultat d'exploitation afin de déterminer de combien ces coûts peuvent-ils augmenter sans mettre l'entreprise en situation déficitaire ;

* l'impact financier des crédits octroyés en analysant le résultat brut d'exploitation après frais financiers, afin de vérifier si ce résultat permet de couvrir un éventuel accroissement des charges.

Le banquier s'attachera à contrôler le fonds de roulement de l'entreprise s'il :

* couvre une part significative des besoins en fonds de roulement, afin de limiter les crédits de fonctionnement à un niveau satisfaisant compte tenu du poids des charges d'intérêts induites ;

* est renforcé au fur et à mesure que l'activité de l'entreprise se développe. »²¹

²⁰AYACHI Kahina, HENANE Yasmina, « Financement Bancaire des Entreprises Privées : Cas de l'agence BNA n°589, AOKAS. », mémoire de master en sciences économiques, Université de Bejaia, 2021, P33.

²¹ GODIH Djamel torqui, LAZREG Mohammed, op.cit, P85.

CHAPITRE II : Le financement bancaire des Petites Moyennes Entreprises (PME)

3.1.2.3. Les risques majeurs

Les risques majeurs (naturels ou technologiques) sont des événements susceptibles de causer des pertes humaines, matérielles ou environnementales considérables. On peut distinguer six (06) risques :

❖ Le risque de marché

Le risque de marché connaît des variations de prix d'instruments financiers, et leur effet négatif sur la valeur des positions de la banque. Les risques de marché sont liés aux fluctuations des cours des éléments composants les opérations effectuées sur les marchés par les établissements de crédit, les risques de marché des variations des cours des instruments financiers, des marchandises, de la monnaie et des devises étrangères.

En reprenant le règlement de la Banque d'Algérie n° 2002-03, on peut dire qu'on distingue trois catégories de risques de marché, liées aux actifs enregistrés dans le bilan d'une banque, il s'agit du :

• Risque de taux

« Le risque de taux est un risque qui est inhérent à l'activité même d'un établissement de crédit. Il apparaît lorsque le coût des ressources devient supérieur aux produits perçus sur les emplois.

Du fait de la nature de la quasi-totalité des encours du bilan d'une banque, le risque de taux engendre des revenus et des charges qui sont indexés sur les taux du marché, lesquels sont instables, et cette instabilité se répercute sur le résultat. En général, on peut dire qu'il y a risque de taux dès que les prêteurs et les emprunteurs indexent leurs opérations sur ceux du marché. Pour *Sylvie de COUSSERGUES*, le risque de taux peut se manifester par deux voies :

* par un effet – prix, en raison de la liaison inverse entre le taux d'intérêt et le cours d'un actif de type obligation : la hausse des taux d'intérêt entraîne la baisse des cours des obligations que la banque détient dans son portefeuille – titres ;

* par un effet – revenu, si le coût des ressources augmente avec les taux alors que le rendement des emplois est fixe ou moins réactif à la hausse des taux. »²²

²²MADOUICHE Yacine, « *La problématique d'évaluation du risque de crédit des PME par la banque en Algérie* », mémoire de magistère en sciences économiques, UMMTO, 2012, p37 ; in *Sylvie de COUSSERGUES*.

CHAPITRE II : Le financement bancaire des Petites Moyennes Entreprises (PME)

- **Risque de change**

Ce risque est lié à l'évolution des cours des devises étrangères par rapport à la monnaie nationale, une augmentation du cours de change se traduit par un gain, tandis qu'une baisse correspond à une perte de change. Comme ce risque est subi par l'exportateur qui voit le cours de la monnaie de facturation se déprécier par rapport à sa monnaie nationale, et par l'importateur qui voit la monnaie de transaction s'apprécier par rapport à sa monnaie nationale.

- **Risque de position sur actions**

« Le risque de position sur actions résulte de l'intervention de plus en plus de banques sur le marché financier, le risque de position sur actions est lié à l'évolution défavorable du cours actions figurant dans le portefeuille - titres de la banque. Pour atténuer l'impact du risque sur le résultat de la banque, il est recommandé aux établissements de crédit de diversifier leurs portefeuilles – titres en actions sur plusieurs secteurs économiques. »²³

❖ **Risque de crédit**

Le risque de crédit appelé aussi risque de contrepartie, est le premier risque auquel est confronté un établissement de crédit, c'est un risque inhérent à l'activité traditionnelle d'intermédiation que joue la banque dans le financement de l'économie. Il occupe sans doute une place à part. D'une part, parce qu'il est dépendant d'une relation initiale basée sur la confiance dans un client, d'autre part, parce qu'il représente la source principale de provisionnement des banques.

Le risque de crédit reste la plus grande cause de faillite des banques. La raison en est que généralement, plus de 80% du bilan de la banque est lié à cet aspect de la gestion des risques.

Les principaux risques de crédit sont les suivants :

- **Risque client**

Le risque client est caractérisé par la probabilité de défaillance du client relative à, principalement, deux facteurs clés qui sont la capacité financière du débiteur (sa capacité à rembourser) et sa fiabilité passée en matière de remboursement.

- **Risque d'exposition**

Le risque d'exposition est l'évaluation du montant des engagements au jour de la défaillance. Ce montant dépend du type d'engagement accordé (facilité de caisse, prêt à moyen

²³MADOUCHE Yacine, op.cit, p39.

CHAPITRE II : Le financement bancaire des Petites Moyennes Entreprises (PME)

terme, caution, opération de marché,...), du niveau confirmé ou non, de la durée de l'engagement et de sa forme d'amortissement (linéaire, dégressif,...).

- **Risque de récupération**

Le risque de récupération est, après coût de récupération et de partage, la valeur attendue de la réalisation des garanties (sûretés réelles et personnelles).

- **Risque pays**

« D'après MIKDASHI Z. (1998), le risque pays, s'applique aux différentes formes d'endettement qu'ils s'agissent de créances non négociables (bancaires ou non bancaires), ou de titres de portefeuille d'investissement ou de négoce et provient de l'incapacité ou de refus d'un pays à fournir des devises nécessaires pour satisfaire les engagements financiers de l'Etat ou des agents économiques privés opérant dans ce pays.»²⁴

- ✓ **Risque opérationnel**

Le risque opérationnel se réfère à la possibilité de pertes résultant de processus interne, de défaillances humaines, d'événements externes ou d'autres facteurs liés aux opérations d'une organisation. Il englobe un large éventail de risques.

Le risque opérationnel porte sur l'ensemble des processus de gestion de la banque. Il implique les événements suivants : fraudes interne et externe, pratiques contraires aux lois, comptabilité défectueuse.

Le risque opérationnel est un risque résultant d'insuffisances de conception, d'organisation et de mise en œuvre des procédures d'enregistrement dans le système comptable et plus généralement dans les systèmes d'information de l'ensemble des événements relatifs aux opérations de la banque ou l'établissement financier concerné.²⁵

- ✓ **Risque d'insolvabilité**

« En effet, l'insolvabilité d'une banque résulte du montant des fonds propres disponibles d'une part, et des risques pris d'autre part, par exemple le risque de contrepartie, de marché, de liquidité, etc. Les fonds propres représentent pour les établissements de crédit le garant ultime

²⁴AIT OUALI Idriss, AOUAKLI Sara, op.cit,P57.

²⁵Règlement 2002-03 du 14 novembre 2002, portant sur le contrôle interne des banques et établissements financiers, P2.

CHAPITRE II : Le financement bancaire des Petites Moyennes Entreprises (PME)

de la solvabilité face à l'ensemble des risques encourus. La solidité financière de la banque dépend entièrement du montant des fonds propres. Dans le cas où la banque subit des pertes conséquentes, en raison des risques encourus ; ces pertes s'imputeront sur le montant des fonds propres. Le problème est de taille, car il consiste à ajuster de la meilleure manière possible les fonds propres et les risques. D'ailleurs, c'est à cet effet, que la réglementation prudentielle fixe des seuils minimaux de fonds propres en fonction des risques auxquels les établissements de crédit sont confrontés. »²⁶

3.2. Les garanties du financement bancaire

Lorsque le banquier accorde des crédits, il le fait en grande partie avec des fonds qui ne lui appartiennent pas.

Il doit de ce fait être prudent dans la gestion des fonds qui lui sont confiés, il doit confronter sa position de créancier en prenant des garanties.

À ce titre, on distingue deux catégories de suretés (garanties) :

3.2.1. Les garanties personnelles

La sûreté personnelle est un engagement souscrit par un tiers, personne physique ou morale, de payer en lieu et place du débiteur défaillant.

✓ Le cautionnement

« Les obligations de la caution sont limitées à celles du débiteur principal. La caution peut être actionnée en paiement dès que le débiteur principal ne satisfait pas son engagement. Le cautionnement peut être simple ou solidaire.

• Le cautionnement simple

Il implique l'obligation pour le créancier de poursuivre le débiteur principal avant de se retourner contre la caution. En d'autres termes, le cautionnement simple dispose des bénéfices de discussion et de division :

- discussion : la caution peut imposer au créancier d'exercer prioritairement ses recours contre le débiteur principal, de saisir ses biens et de les vendre. Elle n'intervient alors qu'en cas d'insuffisance du produit de la vente ;

- division : ce bénéfice suppose l'engagement de plusieurs cautions à une même dette. En invoquant ce bénéfice, la caution demandera à ne payer que sa part dans la dette.

²⁶ MADOUCHE Yacine, op.cit, P41.

CHAPITRE II : Le financement bancaire des Petites Moyennes Entreprises (PME)

- **Le cautionnement solidaire**

Il implique la renonciation de la caution aux bénéfices de discussion et de division avec extension de la solidarité aux héritiers de la caution. Les banques pratiquent exclusivement le cautionnement solidaire. L'analyse de la surface patrimoniale et financière de la caution doit être faite avec le plus grand soin et en prenant notamment en considération le régime matrimonial de la caution et de son conjoint. »²⁷

3.2.2. Les garanties réelles

Les sûretés réelles permettent de réserver un ou plusieurs biens du débiteur à la garantie de l'emprunt contracté auprès de la banque prêteuse. Nous distinguons trois (03) types :

❖ L'hypothèque

L'hypothèque est une opération qui consiste à conférer au créancier un droit réel sur les immeubles que le débiteur a affecté en garantie de ses obligations. L'hypothèque doit être inscrite à la conservation des hypothèques.

L'hypothèque est définie comme étant « le contrat par lequel le créancier acquiert sur un immeuble affecté un paiement de sa créance, un droit réel qui lui permet de se faire rembourser par préférence aux créanciers inférieurs en rang, sur le prix de cet immeuble en quelque main qu'il passe. L'hypothèque conventionnelle est une sûreté réelle portant sur un ou plusieurs immeubles du débiteur. Le débiteur reste en possession de son immeuble et peut l'aliéner, le créancier hypothécaire étant protégé par son droit de suite et son droit de préférence. Le droit de préférence permet au créancier hypothécaire d'être payé sur le prix d'adjudication de l'immeuble, avant les autres créanciers. Le droit de suite permet au créancier hypothécaire de saisir l'immeuble vendu entre les mains d'un tiers détenteur. »²⁸

❖ Le nantissement

Il y a nantissement lorsque le débiteur remet, par contrat, un bien mobilier ou immobilier entre les mains de son créancier et ceci pour garantir le paiement de sa dette. Les formes de nantissement les plus utilisées sont :

- *Les droits d'associés et valeurs mobilières ;
- *Le fonds de commerce ;
- *Le matériel professionnel ;

²⁷ BOUKROU Djamila, op.cit, P 145.

²⁸ BEGUIN EGUIN Jean-Marc, ARNAUD Bernard, « L'essentiel des technique bancaires », éditions EYROLLES, 2008, p234, 235.

CHAPITRE II : Le financement bancaire des Petites Moyennes Entreprises (PME)

*Les véhicules automobiles ;

*Les stocks de matières premières et de marchandises.

« Le nantissement est l'affectation, en garantie d'une obligation, d'un bien meuble incorporel ou d'un ensemble de biens meubles incorporels, présents ou futurs. Le nantissement de meubles incorporels inclut le nantissement conventionnel (dont nantissement de créances et le nantissement d'autres meubles incorporels) et le nantissement judiciaire²⁹ »³⁰

❖ L'aval

L'aval est une garantie qui a pour but d'assurer le paiement de la lettre de change, billet à ordre ou du chèque pour tout ou partie de son montant. Il se distingue du cautionnement en ce qu'il ne se rencontre qu'en matière de lettre de change, billet à ordre et de chèque.

• Les formes d'aval

*L'aval peut être donné sous deux formes ;

*Être mentionné sur l'effet ou une allonge ;

*Être donné par acte séparé.

• Mentions obligations de l'aval

Les mentions obligatoires de l'aval sur la lettre de change ou sur l'allonge sont :

*opposition des mots « bon pour aval » ou toute autre formule équivalente ;

*signature de l'avaliste ;

*désignation du bénéficiaire de l'aval ;

*limitation éventuelle du montant de l'aval à une partie de la lettre de change ;

*date de la signature de l'avaliste.

²⁹ Le nantissement judiciaire : est une procédure juridique qui permet à un créancier d'obtenir une garantie sur les biens d'un débiteur lorsque ce dernier ne respecte pas ses obligations de paiement.

³⁰ BEGUIN EGUIN Jean-Marc, ARNAUD Bernard, op.cit, p233.

CHAPITRE II : Le financement bancaire des Petites Moyennes Entreprises (PME)

Conclusion

Le financement bancaire demeure un moyen fondamental pour de nombreuses entreprises, étant donné qu'il leur octroie les capitaux nécessaires à la croissance et au fonctionnement quotidien. Les PME ont des besoins de financement de leurs investissements et leurs exploitations. Pour répondre à leurs besoins, elles peuvent recourir à divers moyens de financement bancaire tels que les prêts commerciaux. Il est crucial que les PME évaluent leurs besoins avec soin, choisissent les options de financement adaptées à leur situation et maintiennent une bonne relation avec les banques pour assurer leur croissance financière.

Cependant, il est impératif de prendre conscience des risques inhérents, comprenant la dépendance à l'égard de tiers, les contraintes de remboursement pouvant peser sur la rentabilité ainsi que les charges financières liées aux taux d'intérêts.

Dans ce contexte, il est courant que les banques requièrent des garanties pour se prémunir contre les risques potentiels. Cela peut entraîner l'engagement d'actifs de valeur, ce qui nécessite une gestion prudente de la part des entreprises. Cette démarche implique une gestion rigoureuse des flux de trésorerie, une évaluation stratégique des risques encourus et une réflexion sur diverses sources de financement afin d'assurer une stabilité financière à long terme. En fin de compte, la relation entre les entreprises et les banques doit reposer sur une compréhension approfondie en termes de prêt et une gestion réfléchie des risques, pour garantir des résultats mutuellement bénéfiques.

Chapitre III

Introduction

Après avoir donné un aperçu sur l'entreprise et la banque, et les contraintes d'accès au financement bancaire, ce troisième chapitre portera sur le financement d'un crédit d'exploitation d'une PME par la BNA, agence 583, nouvelle-ville, Tizi-Ouzou

Ce chapitre se compose de trois (03) sections :

Section 01 : Présentation de la BNA nouvelle-ville, agence 583

Section 02 : Procédure de demande d'un crédit d'exploitation

Section 03 : Financement d'un crédit d'exploitation d'une PME par "X" laBNA, agence 583

Section 01 : Présentation de la BNA agence 583

Cette section est consacrée à la présentation de la BNA, agence 583, nouvelle-ville, ses missions, ses objectifs ainsi que son organisation.

1.1. Présentation de la BNA, agence « 583 »

L'agence BNA 583 se situe au carrefour du 20 Avril à l'intérieur de l'immeuble KESSI. Elle est créée en 1987. Elle est classée parmi les agences de 2^{ème} catégorie¹. Elle est dirigée par un directeur assisté d'un directeur adjoint et sont nommés par le président directeur général. Elle fait partie intégrante du réseau d'exploitation de la banque dont elle assure la représentation au niveau local. Elle est rattachée hiérarchiquement à la direction du réseau d'exploitation et entretient des relations avec l'ensemble des structures de la banque, selon les attributions qui lui sont conférées. Sa direction se divise en deux parties : Front office et Bank office (voir la page n°63). Le capital social de la BNA, agence 583 s'élève à 150 000 000 000,00 DA.

1.2. Les missions et les objectifs de la BNA

La BNA est un organe d'action commerciale, elle a des missions à accomplir et des objectifs à atteindre.

1.2.1. Les missions de la BNA, agence 583

L'agence bancaire est un organe d'action commerciale dont les missions principales consistent à :

- la recherche et la collecte des ressources ;
- la distribution des crédits ;
- la gestion des moyens de paiement ;
- la gestion des opérations connexes² ;

« L'agence bancaire dispose des prérogatives de la gestion dans la limite des pouvoirs qui lui sont conférés. À ce titre, elle veille à sauvegarder l'image de marque de la banque et assure son développement dans le cadre des objectifs qui lui sont assignés.

¹ Agence deuxième catégorie : voir p 62.

² Les opérations connexes : telles que les opérations de change.

CHAPITRE III : Financement d'un crédit d'exploitation d'une PME : exemple de la Banque National d'Algérie, agence 583, nouvelle ville Tizi-Ouzou

Elle doit mettre en œuvre l'ensemble des moyens mis à sa disposition en vue d'une bancarisation optimale lui permettant de collecter de nouvelles ressources.

Elle exécute les opérations de la clientèle avec diligence et en conformité avec les textes réglementaires et organiques en vigueur.

Pour mener à bien sa mission, l'agence est dotée de moyens matériels et humains en adéquation avec son niveau d'activité. »³

1.2.2. Les objectifs de la BNA

La réalisation des fonctions bancaires ainsi que le mode de fonctionnement des entreprises jouent un grand rôle dans l'évolution de l'économie du pays.

En relation avec cette évolution, la banque nationale d'Algérie a pour objectifs de :

- s'adapter aux règles de la commercialité dans ses rapports avec sa clientèle commerciale qui connaît déjà de profonds changements dans ses structures et son organisation ;
- améliorer sa rentabilité via un accroissement des ressources, contrepartie des crédits et par la promotion des services qui, directement ou indirectement, peuvent encore augmenter davantage cette rentabilité ;
- préserver ses propres équilibres.

2.3. L'organisation de l'agence n° 583 de Tizi-Ouzou

L'organisation de l'agence s'articule autour des principes suivants :

- l'optimisation de la fonction commerciale ;
- le renforcement des attributions opérationnelles et managériales du directeur et directeur adjoint ;
- la séparation entre le front et le back office ;
- l'émergence et l'ancrage de la fonction contrôle ;
- l'intégration de l'espace automatique dans la gestion de l'agence.

L'agence 583 est classée en fonction du niveau d'activité déployé, selon les catégories suivantes:

- ❖ **agence principale** : elle est dirigée par un directeur, assisté de deux chefs de secteur chargés des services ;

³ Document interne à la BNA nouvelle-ville, agence 583, Tizi-Ouzou.

CHAPITRE III : Financement d'un crédit d'exploitation d'une PME : exemple de la Banque National d'Algérie, agence 583, nouvelle ville Tizi-Ouzou

- ❖ **agence de première catégorie** : ce sont des agences implantées au chef-lieu de wilaya. Ce sont les seules catégories habilitées à l'activité de crédit d'investissement ;
- ❖ **agence de deuxième catégorie** : en fonction de l'importance de la localité du point de vue clientèle et activité, on trouve ce type d'agence au chef-lieu de wilaya ou de daïra. Elles sont habilitées à l'activité de crédit ;
- ❖ **agence de troisième catégorie** : ce type d'agence est un véritable bureau de collecte de l'épargne avec un potentiel d'octroi de crédit à court terme très limité.

Cette dernière catégorie d'agence peut revêtir deux formes avec ou sans traitement des opérations de commerce extérieur.

L'agence est placée sous la responsabilité d'un directeur secondé, selon le niveau d'activité par :

- Deux (2) directeurs adjoints chargés respectivement du front et du back office pour les agences principales et de 1ère catégorie ;

- Un (1) directeur adjoint pour les agences de 2ème et 3ème catégorie.

Le directeur et le directeur adjoint sont nommés par décision du directeur général.

Le schéma organisationnel de l'agence regroupe la direction, le front et le back office :

1.3.1. Le Front office

Le Front office est l'ensemble des personnels qui sont chargés de la réception de la clientèle et ont pour mission de fournir des informations sur les opérations de liquidités, les pièces nécessaires à fournir et les différents orientations sur les crédits hypothécaires. Il est composé de quatre (04) sous-parties, à savoir :

- ❖ **Chargé de la clientèle (particuliers et entreprises)**

Ce service s'occupe d'ouverture de compte et suivi, prospection de la clientèle, souscription de produits d'épargne et du crédit, revenus des comptes inactifs et successions.

- ❖ **Guichet payeur/caisse** : ce guichet assure les opérations transactionnelles, versement ou retrait d'espèces, remise de chèque, remise versement déplacé, réception de la demande de la clientèle ;

CHAPITRE III : Financement d'un crédit d'exploitation d'une PME : exemple de la Banque National d'Algérie, agence 583, nouvelle ville Tizi-Ouzou

❖ **Accueil /orientation** est chargé de l'accueil (information et orientation), distribution des bordereaux, des imprimés et des listes de pièces nécessaires ;

❖ **Direction agence** : ayant comme tâches: animation commerciale, rôle éventuel de conseiller de clientèles entreprises.

1.3.2. Le Back office

Le Back office est l'ensemble du personnel qui se charge de l'étude et des traitements des dossiers avec la décision de l'octroi du crédit. Ils comportent les services suivants :

❖ **Le service engagement (gestion des litiges et événements)**

Ce service est constitué de deux membres d'équipe ayant des rôles distincts : l'un est spécifiquement responsable de l'analyse et de l'évaluation des dossiers de crédit, pendant que l'autre se charge de la gestion administrative et du suivi des engagements.

Ce service est dirigé par un chef de service qui est le responsable de toutes les activités qui relèvent de son domaine de compétence. Il est chargé de superviser, contrôler et coordonner les opérations traitées par son service.

❖ **Le service commerce extérieur**

Il est chargé de contrôler et coordonner les opérations de commerce extérieur traitées dans le cadre des dispositions réglementaire et organique en vigueur. Ce service est composé de deux sections : section domiciliation⁴ et apurement⁵, section crédit documentaire⁶ (credou), remise documentaire⁷ (remdou), transfert de crédit et le rapatriement de fonds qui se réfère au processus de ramener des fonds générés à l'étranger vers le pays d'origine.

❖ **La cellule juridique et contentieuse**

L'agence est dotée d'une cellule juridique et contentieuse composée en fonction du niveau d'activité, d'un ou plusieurs juristes (en matière juridique, contentieux, recouvrement des créances).

❖ **Le contrôleur permanent**

L'agence est dotée d'un contrôleur permanent. Il est rattaché hiérarchiquement à la direction du réseau d'exploitation (DRE/département contrôle) et administrativement au directeur de

⁴ La domiciliation peut désigner l'autorisation donnée à une banque pour effectuer automatiquement des paiements récurrents, tels que les factures, à partir du compte d'un client.

⁵ L'apurement est le processus de vérification, de conciliation et de règlement des transactions financières.

⁶ Il s'agit d'un arrangement financier où une banque agit en tant qu'intermédiaire entre l'acheteur et le vendeur.

⁷ La remise documentaire est une méthode de paiement utilisée dans le commerce international similaire au crédit documentaire, mais avec une différence clé : la banque n'offre pas de garantie de paiement.

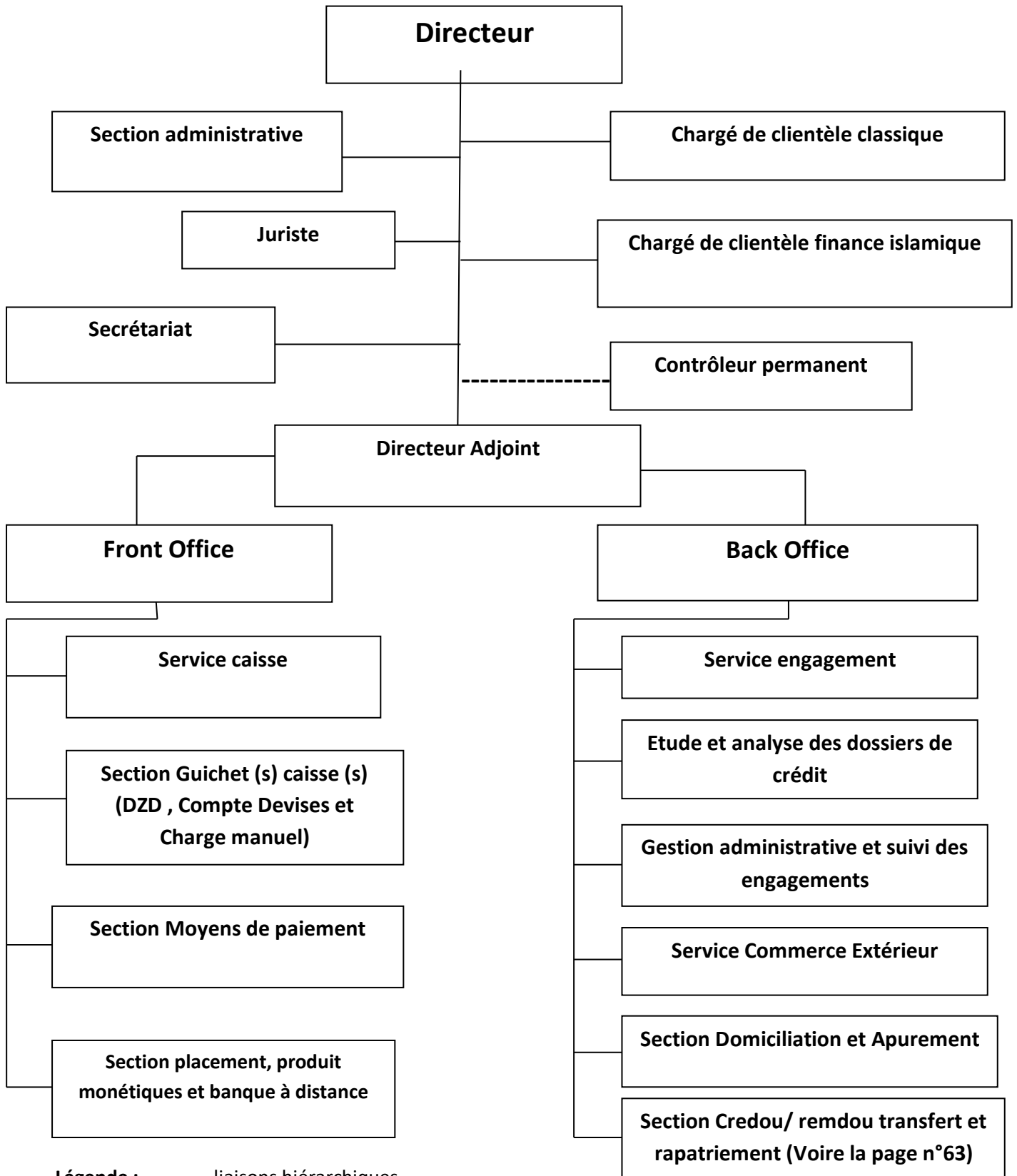
CHAPITRE III : Financement d'un crédit d'exploitation d'une PME : exemple de la Banque National d'Algérie, agence 583, nouvelle ville Tizi-Ouzou

l'agence. Ce dernier est chargé d'opérer un contrôle sur l'ensemble des opérations traitées dans la journée conformément aux textes en vigueur.

❖ La section administrative

La section administrative est rattachée au directeur de l'agence. Le responsable de cette section assure la gestion des moyens humains et matériels de l'agence par exemple, élaborer, réaliser et suivre le budget annuel, suivre et mettre à jour les fiches d'inventaire physique du matériel et du mobilier de l'agence.

Schéma n°07 : Organigramme de l'agence 583 de Tizi-Ouzou



Légende : ——— liaisons hiérarchiques

----- liaisons fonctionnelles

Source : Document interne de la BNA, agence 583 de Tizi-Ouzou.

Section 02 : Procédure de demande d'un crédit d'exploitation

La demande d'un crédit d'exploitation se déroule selon les étapes suivantes :

2.1. Evaluation du dossier de crédit d'exploitation

Le dossier de crédit d'exploitation est constitué d'une demande écrite de l'entreprise, des documents juridiques et administratifs, fiscaux et parafiscaux, comptables et financiers.

2.1.1. La demande écrite de l'entreprise

Il s'agit d'une demande de crédit adressée au banquier et qui doit comporter toutes les références de l'entreprise. Elle doit être signée par les personnes habilitées à engager l'entreprise en matière de crédit. La demande de crédit doit préciser la nature des concours sollicités, leurs montants et leurs objets.

2.1.2. Documents juridiques et administratifs

Parmi les documents juridiques et administratifs on cite les suivants :

- demande écrite et signée par le client ou par le gérant habilité en citant la forme des crédits sollicités, leurs montants et les garanties proposées ;
- copie des statuts juridiques et du Bulletin Officiel des Annonces Légales (BOAL)⁸ pour les personnes morales ;
- PV de l'assemblée générale des associés et/ou du conseil d'Administration ;
- CV du (ou des) dirigeant(s) et copie(s) de sa (leur) pièce identité ;
- registre de commerce en cours de validité ;
- justificatif d'occupation du local abritant l'activité ;
- numéro d'identification fiscal et numéro d'identification statistique.

2.1.3. Documents fiscaux et parafiscaux

Le dossier de demande de crédit d'exploitation contient aussi les pièces suivantes :

- extrait de rôle de moins de trois (03) mois :

⁸ BOAL : support de publication utilisé dans de nombreux pays, pour publier des annonces légales et pour informer le public et les tiers de certains événements juridiques, tels que la création d'une entreprise, une modification statutaire.

CHAPITRE III : Financement d'un crédit d'exploitation d'une PME : exemple de la Banque National d'Algérie, agence 583, nouvelle ville Tizi-Ouzou

- attestations de mise à jour de la Caisse Nationale des Assurances Sociales des travailleurs Salariés (CNAS) et de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale des Non-Salariés (CASNOS) en cours de validité.

2.1.4. Documents comptables et financiers

Cinq documents comptables et financiers sont demandés :

- états financiers (bilans fiscaux) des trois derniers exercices (actif, passif, tableau de comptes de résultats et annexes) ;
- rapport du commissaire aux comptes pour la Société À Responsabilité Limitée (SARL) et Société Par Action (SPA) ;
- attestation de dépôt des comptes sociaux⁹ pour les personnes morales ;
- situation comptable intermédiaire ;
- liste des moyens matériels.

❖ **Quant au renouvellement du dossier de crédit d'exploitation, celui-ci est composé des pièces suivantes :**

- demande écrite et signée par le client ou par un gérant habilité, décrivant la forme des crédits sollicités, leurs montants et les garanties proposées ;
- copie des statuts juridiques modificatifs (éventuellement) et tout document y lié (registre de commerce....) ;
- extrait de rôle de moins de trois (3) mois (apuré ou accompagné d'un calendrier de remboursement en cas d'un du fiscal) ;
- attestation de la mise à jour CNAS et CASNOS en cours de validité (accompagnés d'un calendrier de remboursement en cas d'un du parafiscale) ;
- consultation de la centrale des risques (formulaire à renseigner en agence) ;
- état financier (bilan fiscal) du dernier exercice (bilan, tableau des comptes de résultats et annexes) ;
- rapport du commissaire au compte du dernier exercice (pour les SARL et SPA) ;

⁹ Les comptes sociaux : sont des documents qui récapitulent la performance financière d'une entreprise (bilan, compte de résultats et plan de trésorerie).

CHAPITRE III : Financement d'un crédit d'exploitation d'une PME : exemple de la Banque National d'Algérie, agence 583, nouvelle ville Tizi-Ouzou

- attestation de dépôt des comptes sociaux pour la personne morale ;
- situation comptable intermédiaire ;
- plan de trésorerie mensuelle prévisionnelle en cas de demande de crédit de trésorerie exemple : découvert bancaire ;
- plan de charge en cours et prévisionnel (carnet de demande éventuellement, copie des marchés) ;
- plan d'importation pour les entreprises recourant à l'importation.

2.2. Le reclassement des bilans

Cette étape comprend l'analyse du bilan proposé de l'entreprise et la mise en évidence des différents ratios. Durant cette phase, on examine les bilans comptables/prévisionnels fournis par l'entreprise afin d'identifier les divers ratios pertinents.

2.3. L'analyse des états financiers

Il s'agit de retravailler sa présentation si l'on désire effectuer une analyse fonctionnelle qui met en évidence les ressources et les emplois de l'entreprise.

Dans cette étape, la banque doit analyser tous les états financiers, les bilans (actif et passif), le compte de résultats, le plan de trésorerie.

- **Le bilan**

L'analyse du bilan est une technique financière couramment utilisée pour évaluer la situation financière d'une entreprise à un moment donné. Le bilan est l'un des états financiers de base d'une entreprise et il présente un instantané de ses actifs, passifs et capitaux propres à une date spécifique. L'analyse du bilan permet aux investisseurs, aux gestionnaires et aux parties prenantes de comprendre la santé financière d'une entreprise, sa solvabilité, sa liquidité et sa structure de financement.

- **Le compte de résultats**

L'analyse du compte de résultats est essentielle pour évaluer la performance financière d'une entreprise, identifier les tendances, repérer les domaines d'amélioration potentiels et prendre des décisions éclairées en matière de gestion financière. Elle peut être utilisée en combinaison avec d'autres états financiers tels que le bilan et l'état des flux de trésorerie pour obtenir une image globale de la santé financière de l'entreprise. Il est également appelé

le compte de profits et pertes qui permettent d'évaluer la performance financière d'une entreprise sur une période donnée, généralement sur une année fiscale. Le compte de résultats présente les revenus, les charges, le bénéfice ou la perte nette de l'entreprise au cours de la période.

- **Le plan de trésorerie**

L'analyse du plan de trésorerie est cruciale pour une gestion financière prudente et pour éviter les problèmes de liquidités. Elle aide les entreprises à prendre des décisions éclairées en matière d'investissements, de financement et de gestion des opérations, tout en garantissant qu'elles sont en mesure de faire face à leurs obligations financières à tout moment. Il est également appelé prévision de trésorerie ou budget de trésorerie qui consiste à évaluer les flux de trésorerie prévus d'une entreprise sur une période donnée, généralement sur une base mensuelle ou trimestrielle.

2.4.L'étude par les ratios

Les ratios d'analyse financière permettent une analyse de la santé de l'entreprise avec celles du même secteur et de la même taille, de formuler une opinion motivée sur la situation financière d'une entreprise, et d'en apprécier l'évolution d'une année à l'autre. On doit calculer plusieurs ratios tels que les ratios de structure, les ratios de solvabilité et les ratios d'activité.

2.4.1. Les ratios de structure

Les ratios de structure sont des indicateurs financiers qui permettent d'analyser la composition des ressources financières d'une entreprise et sa structure de financement. Ces ratios fournissent des informations sur la manière dont l'entreprise est financée, la proportion de ses ressources propres et de ses dettes, ainsi que le degré de levier financier.

On distingue trois (03) types :

- ❖ **Ratio de solvabilité**

$$\text{Ratio de solvabilité} = \frac{\text{Capitaux propres}}{\text{Total des Dettes}} \times 100$$

Le ratio de solvabilité est un indicateur financier clé qui mesure la capacité d'une entreprise à faire face à ses dettes et à maintenir sa stabilité financière sur le long terme.

CHAPITRE III : Financement d'un crédit d'exploitation d'une PME : exemple de la Banque National d'Algérie, agence 583, nouvelle ville Tizi-Ouzou

Il doit être supérieur à 1%, cela signifiera que les capitaux propres représentent plus de la moitié des capitaux permanents et que les dettes représentent moins de la moitié des capitaux permanents (fonds propres + dettes à long terme).

❖ Ratio d'indépendance financière

Le ratio d'indépendance financière sert à analyser l'équilibre financier d'une entreprise.

$$\text{Indépendance financière} = \frac{\text{Capitaux Propres}}{\text{Capitaux Permanents}} \times 100$$

Il doit se situer au moins à 50 % pour que la structure des ressources stables de l'entreprise soit équilibrée.

❖ Le ratio d'endettement

Ce ratio définit la capacité de l'entreprise à couvrir la totalité de ses dettes avec son actif. Plus le ratio est élevé, plus le degré d'endettement et le risque financier sont importants.

$$\text{Ratio d'endettement} = \frac{\text{Total Dettes}}{\text{Total Actif}} \times 100$$

Plus le résultat est faible, moins l'entreprise utilise la dette pour financer son actif. De façon générale, une entreprise qui a un ratio d'endettement plus élevé que 50% sera considérée comme un investisseur risqué pour ses créanciers et aura des difficultés à emprunter pour financer l'acquisition de nouvelles immobilisations.

❖ Le ratio de capacité de remboursement

Ce ratio mesure le temps qui est nécessaire à l'entreprise pour rembourser ses dettes financières.

$$\text{Ratio de capacité de remboursement} = \frac{\text{Endettement global}}{\text{CAF}}$$

Ce ratio ne doit pas être trop élevé, sinon l'entreprise se trouvera dans une situation de surendettement et cela l'obligera à dépenser une grande partie de sa capacité d'autofinancement dans le renforcement de ses emprunts bancaires. Un ratio de capacité de remboursement doit être de préférence le moins élevé possible pour alléger le poids des charges financières qui pèsent sur les dépenses de l'entreprise.

2.4.2. Les ratios de trésorerie

Le ratio de trésorerie offre un aperçu sur la capacité d'une entreprise à faire face à ses obligations immédiates en utilisant ses actifs liquides. Un ratio de trésorerie équilibré est important pour maintenir la flexibilité financière tout en utilisant efficacement les ressources disponibles.

❖ Ratio de liquidité générale

Ce ratio permet à l'entreprise d'évaluer sa capacité à rembourser ses dettes à court terme grâce à ses actifs circulants. Il permet d'apprécier si l'entreprise dispose d'une marge de sécurité suffisante, et porte un jugement approximatif et définitif sur sa situation financière.

$$\text{Ratio de liquidité générale} = \frac{\text{Actif Circulant}}{\text{Dettes à Court Terme}}$$

Le ratio moyen théorique idéal est de 1. Plus le ratio est élevé, plus l'entreprise possède des éléments d'actif à court terme qu'elle peut liquider pour rembourser ses dettes à court terme. Dans le cas contraire (ratio inférieur à 1), cela signifie que l'entreprise est insolvable.

❖ Ratio de liquidité immédiate

Ce ratio exprime la couverture des dettes à court terme par les disponibilités, il indique donc la capacité d'une entreprise à faire face à ses engagements à court terme sans recourir à ses actifs à court terme non liquide.

$$\text{Ratio de liquidité immédiate} = \frac{\text{Disponibilités}}{\text{Dettes à CT}}$$

CHAPITRE III : Financement d'un crédit d'exploitation d'une PME : exemple de la Banque National d'Algérie, agence 583, nouvelle ville Tizi-Ouzou

Un ratio de liquidité immédiate d'une valeur entre 0,2 et 0,3 est considéré comme étant raisonnable.

❖ Ratio de liquidité réduite

Le ratio de liquidité réduite est un indicateur financier qui évalue la capacité d'une entreprise à faire face à ses obligations à court terme en utilisant ses ressources financières les plus liquides, à l'exclusion des stocks. Ce ratio ne tient compte que des éléments liquides de l'actif à court terme tels que l'encaisse, les titres négociables et les comptes clients.

$$\text{Ratio de liquidité réduite} = \frac{\text{Créances à (-1 an)} + \text{Disponibilités}}{\text{Dettes à court terme}}$$

Un ratio de liquidité réduite élevé (supérieur à 1) indique que l'entreprise a suffisamment de ressources financières liquides pour faire face à ses obligations à court terme, en excluant les stocks.

Un ratio de liquidité réduite inférieur à 1 peut indiquer que l'entreprise pourrait avoir des difficultés à honorer ses dettes à court terme en utilisant uniquement ses actifs financiers liquides.

2.4.3. Les ratios de gestion ou d'activité

Ils mesurent le nombre de fois qu'un élément de l'actif du bilan ou du passif est renouvelé pour l'année en cours d'exercice. Un délai d'écoulement est tout simplement la durée que prend un élément du bilan pour se renouveler.

❖ Délai d'écoulement des créances/clients

Ce ratio mesure la fréquence à laquelle les créances/clients sont collectées et converties en espèces :

$$\text{Ratio de Rotation des Créances/Clients} = \frac{\text{Créances/Clients}}{\text{Chiffre d'Affaires TTC}} \times 360 \text{ Jrs}$$

Un ratio trop élevé peut engendrer des problèmes de liquidités, cette période doit être les plus courtes possibles et inférieures au délai d'écoulement des dettes fournisseurs.

❖ Délai d'écoulement des fournisseurs

Ce ratio mesure la rapidité avec laquelle l'entreprise paie ses fournisseurs.

$$\text{Ratio de Rotation des fournisseurs} = \frac{\text{Dettes Fournisseurs}}{\text{Achats TTC}} \times 360$$

Un ratio élevé peut indiquer une gestion efficace des dettes envers les fournisseurs. Il doit être harmonieux avec le délai/client.

❖ **Délai de rotation des stocks**

C'est un indicateur qui mesure le temps moyen nécessaire pour qu'une entreprise écoule complètement son stock de produits ou de marchandises.

$$\text{Ratio de Rotation des stocks} = \frac{\text{Stocks}}{\text{Achats TTC}} \times 360$$

Un ratio de rotation des stocks élevé, c'est-à-dire un délai de rotation court, est généralement favorable. Cela signifie que l'entreprise vend rapidement ses produits par rapport à sa capacité à les produire ou à les acheter.

Un ratio de rotation des stocks bas, ou un délai de rotation long, peut indiquer que les produits restent longtemps dans les magasins de stockage de l'entreprise.

2.4.4. Les ratios de rentabilité

La rentabilité est un indicateur fondamental de croissance dans toute entreprise. Les entreprises qui ne sont pas rentables ne peuvent pas connaître de développement.

❖ **Ratio de rentabilité des capitaux propres**

Le ratio représente la proportion du résultat net par rapport aux capitaux propres. En fait, il mesure la capacité de l'entreprise à générer un profit avec le capital investi par les propriétaires.

$$\text{Rendement des capitaux propres} = \frac{\text{Résultat Net}}{\text{Capitaux Propres}} \times 100$$

Un ratio positif et le plus élevé possible indique que l'entreprise est en mesure de générer un résultat net élevé grâce à ses capitaux. Il est possible d'obtenir un pourcentage négatif si le résultat net est négatif.

❖ **Ratio de la marge bénéficiaire brute**

Le ratio de la marge bénéficiaire brute est un indicateur financier qui mesure la rentabilité d'une entreprise en comparant le bénéfice brut au chiffre d'affaires.

$$\text{Marge bénéficiaire brute} = \frac{\text{Marge Bénéficiaire Brute}}{\text{Ventes}} \times 100$$

Il faut que le résultat soit plus élevé possible, plus le taux de la marge bénéficiaire brute est élevé, plus l'entreprise est rentable.

❖ **Le ratio du résultat net (marge bénéficiaire nette)**

Le ratio de la marge bénéficiaire nette indique le pourcentage du chiffre d'affaires qu'une entreprise conserve.

$$\text{Ratio du résultat net} = \frac{\text{Résultat Net}}{\text{Ventes}} \times 100$$

Plus le ratio est élevé, plus l'entreprise dispose de fonds à distribuer aux actionnaires donc plus le ratio est plus élevé plus l'entreprise est en bonne santé financière.

❖ **La marge d'exploitation**

Ce ratio renseigne sur la capacité de l'entreprise à générer un bénéfice du fait de sa seule exploitation.

$$\text{Marge d'exploitation} = \frac{\text{Résultat d'exploitation}}{\text{Ventes}} \times 100$$

Il faut que le résultat soit le plus élevé possible.

2.5. Décision de la banque

La décision bancaire d'octroi de crédit est prise sur la base du diagnostic général établi à travers la procédure et l'analyse effectuées par le chargé d'étude de service de la banque. Après avoir effectué toutes les étapes de la procédure de demande du crédit d'exploitation, la décision bancaire doit être prise avec l'accord de la banque centrale, du directeur et du comité de crédit de l'agence bancaire.

Section 03 : Financement d'un crédit d'exploitation d'une PME "X" par la BNA, agence 583

Cette section est consacrée au cas d'une PME "X" qui a bénéficié d'un crédit d'exploitation au sein de la (BNA), agence 583,nouvelle-ville, Tizi-Ouzou.

3.1. Présentation de la PME "X"

La PME "X" est une société à responsabilité limitée (SARL) qui assure une vente en gros des produits alimentaires et boissons non alcoolisées. La SARL est créée le 25/02/2021.

Elle a été implantée sur un terrain d'une superficie de 28040 m² dont 2000 m² sont affectés au parking, 50 m² pour le bloc administratif de la SARL et 576 m² pour espace client sous forme d'un hangar.

L'entreprise dispose d'un capital social de 100.000.000 DA. Son chiffre d'affaires, en 2021, s'est élevé à 166 657 000,00 DA, tandis qu'en 2022, il a augmenté pour atteindre 353 259 000,00 DA. En ce qui concerne le chiffre d'affaires déclaré par l'entreprise, celui-ci s'élève respectivement à 314 325 000,00 DA en 2021 et 259 602 000,00 DA en 2022. Le 15 novembre 2022, l'entreprise à bénéficié d'un découvert bancaire de 10 000 000 DA.

3.2. L'analyse des états financiers

L'analyse financière de la SARL "X" portera sur les états financiers des années 2021 et 2022. Les états financiers sont le bilan, le compte de résultats et le plan de trésorerie

**CHAPITRE III : Financement d'un crédit d'exploitation d'une PME : exemple de la
Banque National d'Algérie, agence 583, nouvelle ville Tizi-Ouzou**

3.2.1. Le bilan Prévisionnel

**Tableau n°10 : bilan prévisionnel actif de la SARL X années
2021 et 2022**

| | ACTIF | | | 2021 Net |
|-------------------------------------------------|--------------------|------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|
| | Montants Bruts | Amortissements provisions et pertes de valeurs | Net | |
| <u>ACTIF NON COURANTS</u> | | | | |
| Ecart d'acquisition-goodwill positif ou négatif | | | | |
| Immobilisation incorporelles | | | | |
| Immobilisation corporelles | | | | |
| Terrains | | | | |
| Bâtiments | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | | | | |
| Immobilisation en concessions | | | | |
| Immobilisation en cours | | | | |
| Immobilisations financières | | | | |
| Titres mis en équivalence | | | | |
| Autres participations et créances rattachées | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts et autres actifs financiers non courants | | | | |
| Impôts différés actif | | | | |
| TOTAL ACTIF NON COURANT | | | | |
| <u>ACTIF COURANTS</u> | | | | |
| Stocks et encours | 82 196 335 | | 82 196 335 | 117 868 877 |
| Créances et emplois assimilés | | | | |
| Clients | 88 398 681 | | 88 398 681 | |
| Autres débiteurs | | | | |
| Impôts et assimilés | 10 242 294 | | 10 242 294 | 19 465 756 |
| Autres créances et emplois assimilés | | | | |
| Disponibilités et assimilés | | | | |
| Placements et autres actifs financiers courants | | | | |
| Trésorerie | 200 520 | | 200 520 | 81 773 |
| TOTAL ACTIF COURANT | 181 037 830 | | 181 037 830 | 137 416 407 |
| TOTAL GENERAL ACTIF | 181 037 830 | | 181 037 830 | 137 416 407 |

SOURCE : document interne à la BNA, agence n°583, nouvelle-ville, Tizi-Ouzou.

**CHAPITRE III : Financement d'un crédit d'exploitation d'une PME : exemple de la
Banque National d'Algérie, agence 583, nouvelle ville Tizi-Ouzou**

Tableau n° 11 : bilan prévisionnel passif de la SARL X années 2021 et 2022

| Passif | | |
|-----------------------------------------------|--------------------|--------------------|
| | 2022 | 2021 |
| <u>CAPITAUX PROPRES</u> | | |
| Capital émis | 1 000 000 | 1 000 000 |
| Capital non appelé | | |
| Primes et réserves- réserves consolidées (1) | | |
| Ecart de réévaluation | | |
| Ecart d'équivalence (1) | | |
| Résultat net- résultat net part du groupe (1) | 1 917 451 | 888 691 |
| Autres capitaux propre-Rapport à nouveau | 888 691 | |
| Part de la société consolidant (1) | | |
| Part des minoritaires (1) | | |
| TOTAL I | 3 806 143 | 1 888 691 |
| <u>PASSIF NON COURANTS</u> | | |
| Emprunts et dettes financières | | |
| Impôts (différés et provisionnés) | | |
| Autres dettes non courantes | | |
| Provisions et produits constatés d'avance | | |
| TOTAL II | | |
| <u>PASSIF COURANTS</u> | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 148 084 007 | 17 604 677 |
| Impôts | 1 140 250 | 2 159 356 |
| Autres dettes | 27 365 000 | 115 763 681 |
| Trésorerie passif | 642 429 | |
| TOTAL III | 177 231 687 | 135 527 715 |
| TOTAL GENERAL PASSIF (I+II+III) | 181 037 830 | 137 416 407 |

SOURCE : document interne à la BNA, agence n°583, nouvelle-ville, Tizi-Ouzou.

❖ **Interprétation du bilan**

Le bilan est interprété par les valeurs de l'actif et du passif.

✓ **Actif du bilan**

L'actif du bilan comprend l'actif courant et l'actif non-courant.

• **Actif courant**

Entre l'année 2021 et l'année 2022, l'actif courant a augmenté de 31.74%.

➤ **Les valeurs d'exploitation (stocks et encours)**

Ce poste représente 85% de l'actif courant en 2021 et 48% en 2022, ce qui indique l'importance de l'activité commerciale de l'entreprise.

➤ **Les valeurs réalisables (Clients)**

Ce sont des créances sur clients, elles représentent 48% de l'actif courant en 2022, ce qui signifie que presque la moitié de l'actif courant de l'entreprise est constituée des montants que les clients doivent à l'entreprise sous forme de factures impayées.

➤ **Trésorerie**

Entre l'année 2021 et l'année 2022, la trésorerie a augmenté de 0.06% ce qui signifie que l'entreprise a une gestion efficace des liquidités.

✓ **Passif du bilan**

L'interprétation des capitaux permanents et des dettes à court terme :

• **Capitaux permanents (capitaux propres + dettes à long terme)**

Entre l'année 2021 et l'année 2022, les capitaux permanents ont augmenté de 0.73%
Sachant que les capitaux permanents sont confondus avec les capitaux propres, autrement dit la SARL "X" n'a pas contracté de dettes à long terme.

Dettes à court terme

Les dettes à court terme représentent une grande partie du passif avec un pourcentage de 98% en 2021 et 97.89% en 2022, ce qui signifie que l'entreprise a un problème de liquidité, pour cela elle a demandé un crédit d'exploitation à la BNA pour financer ses dettes.

**CHAPITRE III : Financement d'un crédit d'exploitation d'une PME : exemple de la
Banque National d'Algérie, agence 583, nouvelle ville Tizi-Ouzou**

3.2.2. Le compte de résultats

Tableau n° 12 : Compte des résultats de la SARL Xannées 2021 et 2022

| RUBRIQUE | | 2022 | | 2021 | |
|---------------------------------------------------|--------------------------------------------|----------------------|-----------------------|----------------------|-----------------------|
| | | DEBIT (en Dinars) | CREDIT (en Dinars) | DEBIT (en Dinars) | CREDIT (en Dinars) |
| Ventes de marchandises | | | 353 058 742 | | 166 657 558 |
| Production vendue | Produits Fabriqués | | | | |
| | Prestations de services | | | | |
| | Vente de travaux | | | | |
| Produit annexes | | | | | |
| Rabais, remise, ristournes accordés | | | | | |
| CA net des rabais, remises, ristournes | | | 353 058 742 | | 166 657 558 |
| Production stockée ou déstockée | | | | | |
| Production immobilisée | | | | | |
| Subventions d'exploitation | | | | | |
| I-Production de l'exercice | | | 353 058 742 | | 166 657 558 |
| Achat de marchandises vendues | | | | | |
| Matières Premières (MP) | | 353 058 742 | | 166 657 558 | |
| Autres approvisionnements | | | | | |
| Variations des stocks | | | | | |
| Achats d'études et de prestations de services | | | | | |
| Autres consommations | | | | | |
| Rabais, remises, ristournes obtenus sur achats | | | 29 138 391 | | 21 114 101 |
| Sous-traitance générale | | | | | |
| Locations | | | | | |
| Service | Entretien; réparation et maintenance | | | | |
| | Primes d'assurances | | | | |
| Extérieurs | Personnel extérieur à l'entreprise | | | | |
| | Rémunération | | | | |

**CHAPITRE III : Financement d'un crédit d'exploitation d'une PME : exemple de la
Banque National d'Algérie, agence 583, nouvelle ville Tizi-Ouzou**

| | | | | | |
|-------------------------------------------------------------|--------------------------------------|--------------------|------------------|--------------------|------------------|
| | d'intermédiaires et honoraires | | | | |
| | Publicité | | | | |
| | Départements, missions et réceptions | | | | |
| Autres services | | 21 251 359 | | | 15 998 577 |
| Rabais, remises, ristournes obtenus sur services extérieurs | | | | | |
| II- Consommations de l'exercice | | 345 171 710 | | 161 542 034 | |
| III- Valeur ajoutée d'exploitation (I-II) | | | 7 887 032 | | 5 115 523 |
| Charges de personnel | | | | | |
| Impôts et taxes et versements assimilés | | 5 295 881 | | 3 510 917 | |
| IV- Excédent brut d'exploitation | | | 2 591 150 | | 1 604 606 |
| Autres produits opérationnels | | | | | 5 |
| Autres charges opérationnelles | | | | 2001 | |
| Dotations aux amortissements | | | | | |
| Provision | | | | | |
| Pertes de valeur | | | | | |
| Reprise sur pertes de valeur et provisions | | | | | |
| V- Résultat opérationnel | | | 2 591 150 | | 1 602 610 |
| Produits financiers | | | | | |
| Charges financières | | | | | |
| VI- Résultat financier | | | | | |
| VII- Résultat ordinaire (V+VI) | | | 2 591 150 | | 1 602 610 |
| Eléments extraordinaires (produits) | | | | | |
| Eléments extraordinaires (charge) | | | | | |
| VIII- Résultat extraordinaire | | | | | |
| Impôts exigibles sur résultats | | 673 699 | | 713 918 | |
| Impôts différés (variations) sur résultats ordinaire | | | | | |
| IX- RESULTAT NET DE L'EXERCICE | | | 1 917 451 | | 888 691 |

SOURCE : document interne à la BNA, agence n°583, nouvelle-ville, Tizi-Ouzou.

❖ **Interprétation du compte de résultats**

L'interprétation du compte de résultats implique l'analyse des performances financières de la SARL "X" sur une période donnée. Cela inclut l'évaluation de la production de l'exercice, la valeur ajoutée, l'excédent brut d'exploitation (EBE), le résultat opérationnel (résultat d'exploitation) et le résultat net de l'exercice.

✓ **Production de l'exercice**

Tableau n°13 : calcul de la production de l'exercice

| Formule | Calcul | Résultat |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|----------------|
| $\frac{\text{Production de l'exercice(2022)} - \text{Production de l'exercice(2021)}}{\text{Production de l'exercice(2021)}} \times 100$ | $\frac{3\,530\,587\,42 - 166\,575\,558}{166\,575\,558} \times 100$ | 111.81% |

Source : Réalisé par nous-mêmes, à partir des données du compte de résultats.

Entre l'année 2021 et l'année 2022, la production de l'exercice a augmenté de **111.81%** grâce à l'augmentation du chiffre d'affaires, cette augmentation signifie une meilleure compétitivité et une réponse à la demande du marché.

✓ **Valeur ajoutée (VA)**

Tableau n°14 : calcul de la valeur ajoutée (VA)

| Formule | Calcul | Résultat |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|---------------|
| $\frac{\text{Valeur ajoutée(2022)} - \text{Valeur ajoutée(2021)}}{\text{Valeur ajoutée(2021)}} \times 100$ | $\frac{7\,887\,032 - 5\,115\,523}{5\,115\,523} \times 100$ | 54.17% |

Source : Réalisé par nous-mêmes, à partir des données du compte de résultats.

Entre l'année 2021 et 2022, la valeur ajoutée de l'entreprise a connu une augmentation de **54.17%** cela indique que l'entreprise a vu une amélioration de la performance économique avec une meilleure efficacité.

CHAPITRE III : Financement d'un crédit d'exploitation d'une PME : exemple de la Banque National d'Algérie, agence 583, nouvelle ville Tizi-Ouzou

✓ **Excédent brut d'exploitation**

Tableau n°15:calcul de l'excédent brut d'exploitation

| Formule | Calcul | Résultat |
|---------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|---------------|
| $\frac{\text{EBE}(2022) - \text{EBE}(2021)}{\text{EBE}(2021)} \times 100$ | $\frac{2\,591\,150 - 1\,604\,606}{1\,604\,606} \times 100$ | 61.48% |

Source : Réalisé par nous-mêmes, à partir des données du compte des résultats.

Entre l'année 2021 et 2022, l'excédent brut d'exploitation a connu une croissance de **61.48%** cela indique que la rentabilité de l'entreprise est en nette progression (développement).

✓ **Résultat opérationnel (résultat d'exploitation)**

Tableau n°16 : calcul du résultat opérationnel

| Formule | Calcul | Résultat |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|---------------|
| $\frac{\text{Résultat opérationnel}(2022) - \text{Résultat opérationnel}(2021)}{\text{Résultat opérationnel}(2021)} \times 100$ | $\frac{2\,591\,150 - 1\,602\,610}{1\,602\,610} \times 100$ | 61.68% |

Source : Réalisé par nous-mêmes, à partir des données du compte des résultats.

Le résultat opérationnel est plus important que l'EBE, l'entreprise a connu une amélioration de **61.68%** durant l'année 2021 et 2022, cela confirme une amélioration de la performance financière de l'entreprise.

✓ **Résultat net de l'exercice**

Tableau n°17 : calcul du résultat net de l'exercice

| Formule | Calcul | Résultat |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|-------------|
| $\frac{\text{Résultat net}(2022) - \text{Résultat net}(2021)}{\text{Résultat net}(2021)} \times 100$ | $\frac{1\,917\,451 - 888\,691}{888\,691} \times 100$ | 115% |

Source : Réalisé par nous-mêmes, à partir des données du compte des résultats.

CHAPITRE III : Financement d'un crédit d'exploitation d'une PME : exemple de la Banque National d'Algérie, agence 583, nouvelle ville Tizi-Ouzou

Pendant l'année 2021 et l'année 2022, le résultat net de l'exercice a augmenté de **115%** cela signifie que la rentabilité globale de l'entreprise est améliorée entre ces deux années.

D'après les interprétations du compte de résultats, on déduit que la SARL "X" a connu un développement et une évolution significatifs de sa performance financière pendant les deux années (2021 et 2022) grâce à l'augmentation du résultat net de l'exercice.

3.2.3. Plan de trésorerie

Tableau n°18 : Plan de trésorerie

| RUBRIQUES | Oct-22 | Nov-22 | Déc-22 | Janv-23 | Févr-23 | Mars-23 | Avr-23 | Mai-23 | Juin-23 | Juil-23 | Aout-23 | Sept-23 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|-----------------|----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| * Encaissement liés à l'exploitation * Sur ventes de l'année * Sur ventes antérieures (clients du dernier bilan) * Sur autres produits * Encaissements hors exploitation * Augmentation de capital * Emprunt nouveau * Produits financiers et autres | 29753000 | 28745000 | 2834000 | 26950400 | 26875200 | 27950000 | 27124900 | 27362700 | 27600400 | 27915700 | 28340300 | 26683000 |
| TOTALE 1 recette | 29753000 | 28745000 | 2834000 | 26950400 | 26875200 | 27950000 | 27124900 | 27362700 | 27600400 | 27915700 | 28340300 | 26683000 |
| * Décaissement liés à l'exploitation * Sur achats et charges externes TTC * Sur achats | 24127000 | 25471000 | 25815000 | 26418000 | 26617000 | 26816000 | 26998400 | 27110700 | 27222900 | 28945600 | 291099000 | 29273500 |

| | | | | | | | | | | | | |
|--------------------------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| antérieurs (fournisseurs du dernier bilan) | | | | | | | | | | | | |
| * Sur salaires | 327200 | | | | | | | | | | | |
| * Impôts et taxes | 139800 | 329600 | 332200 | 332700 | 332900 | 333400 | 390250 | 476900 | 562850 | 338900 | 341600 | 344500 |
| * Autres charges | | 1304000 | 1410000 | 1525800 | 1645000 | 1700900 | 1745100 | 1842400 | 1999500 | 2066200 | 2050700 | 2101400 |
| * Décaissements hors l'exploitation | | | | | | | | | | | | |
| * Investissements (achat de nouveau immo.) | | | | | | | | | | | | |
| * Remboursements de l'emprunt | | | | | | | | | | | | |
| * Agios (sur LMT et CT) | | | | | | | | | | | | |
| * Dividendes | | | | | | | | | | | | |
| * Autres | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL 2 dépende | 25852200 | 27104600 | 27557200 | 28276500 | 28594900 | 28850300 | 29133750 | 29430000 | 29785250 | 31350700 | 31502200 | 31719400 |
| Solde mensuel | -3900800 | -1940400 | -783200 | -1326100 | -1719700 | -900300 | -2008850 | -2067300 | -2184850 | -3435000 | -3161900 | -5036400 |
| Trésorerie cumulée | | | | | | | | | | | | |
| Trésorerie initiale | 81773 | 3982573 | 5622973 | 6406173 | 5080073 | 3360373 | 2460073 | 451223 | -1616077 | -3800927 | -7235927 | -10397827 |
| Trésorerie finale | 3982573 | 5622973 | 6406173 | 5080073 | 3360373 | 2460073 | 451223 | -1616077 | -3800927 | -7235927 | -10397827 | -15434227 |

SOURCE : document interne à la BNA, agence n°583, nouvelle-ville, Tizi-Ouzou.

❖ Interprétation du plan de trésorerie

Le plan de trésorerie s'interprète par l'analyse des recettes, dépenses et de la trésorerie finale.

Les recettes sont en baisse entre octobre 2022 à février 2023, elles ont augmenté entre mars 2023 et août 2023 mais elles ont baissé en septembre 2023, à cause de l'instabilité des ventes. Les dépenses sont augmentées de 25852200 DA à 31719400 DA soit une augmentation de 91.85%. La trésorerie finale a augmenté au courant des quarts (04) premier mois ce qui signifie que l'entreprise a généré plus de liquidités mais elles ont baissé à partir du mois de février à cause de la baisse de la trésorerie initiale et cela indique que l'entreprise a effectué beaucoup de charges.

3.3. L'étude par les ratios

L'analyse financière de la SARL X sera effectuée à base des ratios de structure, de liquidité, de rentabilité et de gestion pour les années 2021 et 2022.

3.3.1. Les ratios de structure

Les ratios de structure permettent d'analyser la composition des ressources financières de l'entreprise X et sa structure de financement.

3.3.1.1. Ratio de solvabilité

Tableau n°19 : Ratio de solvabilité

| Ratio | Formule | Calcul | |
|----------------------|----------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|
| | | 2021 | 2022 |
| Ratio de solvabilité | $\frac{\text{capitaux propres}}{\text{total des Dettes}} \times 100$ | $\frac{1\ 888\ 691}{135\ 527\ 715} \times 100 = 1.3\%$ | $\frac{3\ 806\ 143}{177\ 231\ 687} \times 100 = 2.1\%$ |

Source : Réalisé par nous-mêmes, à partir des données des bilans.

Durant les deux années, les capitaux propres représentent la moitié des capitaux permanents

3.3.1.2. Ratio d'indépendance financière

Tableau n°20 : Ratio d'indépendance financière

| Ratio | Formule | Calcul | |
|------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|
| | | 2021 | 2022 |
| Ratio de d'indépendance financière | $\frac{\text{capitaux propres}}{\text{Capitaux permanents}} \times 100$ | $\frac{1\ 888\ 691}{137\ 416\ 407} \times 100 = 1.37\%$ | $\frac{3\ 806\ 143}{177\ 231\ 687} \times 100 = 2.1\%$ |

Source : Réalisé par nous-mêmes, à partir des données des bilans.

Il est inférieur à 50% pour les deux années, la structure des ressources stables de l'entreprise est équilibrée.

3.3.1.3. Le ratio d'endettement

Tableau n°21 :Ratio d'endettement

| Ratio | Formule | Calcul | |
|----------------------------|-----------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|
| | | 2021 | 2022 |
| Ratio d'endettement | $\frac{\text{Total des dettes}}{\text{Total actif}} \times 100$ | $\frac{135\,527\,715}{137\,416\,407} \times 100 = 98.62\%$ | $\frac{177\,231\,687}{181\,037\,830} \times 100 = 97.89\%$ |

Source : Réalisé par nous-mêmes, à partir des données des bilans.

Le ratio d'endettement des deux années est plus élevé grâce à l'augmentation du total actif, mais il est inférieur à 100%, cela indique que l'entreprise n'a pas remboursé la totalité de ses dettes.

3.3.1.4. Le ratio de capacité de remboursement

Tableau n°22 :Ratio de capacité de remboursement

| Ratio | Formule | Calcul | |
|-------------------------------------------|------------------------------------------------|---------------------------------------------|---------------------------------------------|
| | | 2021 | 2022 |
| Ratio de capacité de remboursement | $\frac{\text{Endettement Global}}{\text{CAF}}$ | $\frac{135\,527\,715}{1\,604\,606} = 84.46$ | $\frac{177\,231\,687}{2\,591\,150} = 68.39$ |

Source : Réalisé par nous-mêmes, à partir des données des bilans.

Le ratio est élevé pour les deux années, cela indique une solide capacité de l'entreprise à rembourser ses dettes.

CHAPITRE III : Financement d'un crédit d'exploitation d'une PME : exemple de la Banque National d'Algérie, agence 583, nouvelle ville Tizi-Ouzou

3.3.2. Les ratios de trésorerie

Il s'agit d'évaluer la capacité de l'entreprise à répondre à ses engagements financiers à court terme en utilisant ses actifs liquides.

3.3.2.1. Ratio de liquidité générale

Tableau n°23 : Ratio de liquidité générale

| Ratio | Formule | Calcul | |
|----------------------------|------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|----------------------------------------------|
| | | 2021 | 2022 |
| Ratio de liquidité général | $\frac{\text{Actif courant}}{\text{Dettes à court terme}}$ | $\frac{137\,416\,407}{135\,527\,715} = 1.01$ | $\frac{181\,037\,830}{177\,231\,687} = 1.02$ |

Source : Réalisé par nous-mêmes, à partir des données des bilans.

Le ratio est supérieur à 1, l'entreprise est donc solvable en 2021 et 2022.

3.3.2.2. Ratio de liquidité immédiate

Tableau n°24 : Ratio de liquidité immédiate

| Ratio | Formule | Calcul | |
|------------------------------|-------------------------------------------------------------|-------------------------------------------|-------------------------------------------|
| | | 2021 | 2022 |
| Ratio de liquidité immédiate | $\frac{\text{Disponibilités}}{\text{Dettes à court terme}}$ | $\frac{81\,773}{135\,527\,715} = 0.00060$ | $\frac{200\,520}{177\,231\,687} = 0.0011$ |

Source : Réalisé par nous-mêmes, à partir des données des bilans.

Le ratio de liquidité immédiate est inférieur à 1. Dans ce cas, l'entreprise ne dispose pas de fonds qui lui permettent de couvrir la totalité de ses dettes à court terme.

3.3.2.3. Ratio de liquidité réduite

Tableau n°25 :Ratio de liquidité réduite

| Ratio | Formule | Calcul | |
|-----------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|-----------------------------------------------|
| | | 2021 | 2022 |
| Ratio de liquidité réduite | $\frac{\text{Créances à (-1 ans) + Disponibilités}}{\text{Dettes à court terme}}$ | $\frac{137\,416\,407}{135\,527\,715} = 1.013$ | $\frac{181\,037\,830}{177\,231\,687} = 1.021$ |

Source : Réalisé par nous-mêmes, à partir des données des bilans.

Le ratio de liquidité immédiate est supérieur à 1, cela indique que l'entreprise a suffisamment de ressources financières liquides pour faire face à ses obligations à court terme, en excluant les stocks.

3.3.3. Les ratios de rentabilité

Les calculs des ratios de rentabilité déterminent si l'entreprise est rentable et si elle présente des opportunités de croissance et de développement.

3.3.3.1. Ratio de rentabilité des capitaux propres (CP)

Tableau n°26 : Ratio de rentabilité des capitaux propres (CP)

| Ratio | Formule | Calcul | |
|------------------------------------|------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|
| | | 2021 | 2022 |
| Ratio de rentabilité des CP | $\frac{\text{Résultat Net}}{\text{Capitaux propres}} \times 100$ | $\frac{888\,691}{1\,888\,691} \times 100 = 47.05 \%$ | $\frac{1\,917\,451}{3\,806\,143} \times 100 = 50.37\%$ |

Source : Réalisé par nous-mêmes, à partir des données des bilans.

Le ratio des deux années est élevé, cela signifie que l'entreprise est en mesure de générer un résultat net élevé grâce à ses capitaux.

3.3.3.2. Ratio de la marge bénéficiaire brute

Tableau n°27 : Ratio de la marge bénéficiaire brute

| Ratio | Formule | Calcul | |
|---------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|
| | | 2021 | 2022 |
| Ratio de la marge bénéficiaire brute | $\frac{\text{marge bénéficiaire brute}}{\text{ventes}} \times 100$ | $= \frac{166\ 657\ 558}{166\ 657\ 558} \times 100$ $= 100\%$ | $\frac{353\ 058\ 742}{353\ 058\ 742} \times 100$ $= 100\%$ |

Source : Réalisé par nous-mêmes, à partir des données des bilans.

Le ratio est très élevé, les ventes disponibles peuvent donc couvrir les charges d'exploitation, et la situation de l'entreprise est rentable.

3.3.3.3. Ratio de résultat net

Tableau n°28 : Ratio de résultat net

| Ratio | Formule | Calcul | |
|------------------------------|--------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|
| | | 2021 | 2022 |
| Ratio de résultat net | $\frac{\text{Résultat Net}}{\text{ventes}} \times 100$ | $\frac{888\ 691}{166\ 657\ 558} \times 100$ $= 0.533\%$ | $\frac{1\ 917\ 451}{353\ 058\ 742} \times 100$ $= 0.543\%$ |

Source : Réalisé par nous-mêmes, à partir des données des bilans.

Le ratio est positif mais il n'est pas très élevé, il y a une amélioration en 2022 grâce à l'augmentation du résultat net de 115%

3.3.3.4. Ratio de la marge d'exploitation

Tableau n°29 : Ratio de la marge d'exploitation

| Ratio | Formule | Calcul | |
|------------------------------|-------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|
| | | 2021 | 2022 |
| Ratio de résultat net | $\frac{\text{Résultat d'exploitation}}{\text{ventes}} \times 100$ | $\frac{3\,207\,216}{166\,657\,558} \times 100 = 1.92\%$ | $\frac{5\,182\,300}{353\,058\,742} \times 100 = 1.467\%$ |

Source : Réalisé par nous-mêmes, à partir des données des bilans.

L'entreprise a des coûts d'exploitation élevés par rapport à ses recettes, ce qui peut réduire sa rentabilité.

3.3.3. Les ratios de gestion ou d'activité

Ils visent à évaluer l'efficacité avec laquelle l'entreprise convertit ses stocks en ressources.

3.3.3.1. Ratio de rotation des créances/clients

Tableau n°30 : Ratio de rotation des créances/clients

| Ratio | Formule | Calcul | |
|----------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------|---------|--------------------------------------------------------------------|
| | | 2021 | 2022 |
| Ratio de rotation des créance/clients | $\frac{\text{Créances/clients}}{\text{Chiffre d'affaire TTC}} \times 360$ | 00jours | $\frac{88\,398\,681}{353\,058\,742} \times 360 = 90 \text{ Jours}$ |

Source : Réalisé par nous-mêmes, à partir des données des bilans.

En 2021, le ratio de rotation des créances/clients est de 00 jours ; cela signifie que les clients paient en espèces. En 2022, l'entreprise a connu une augmentation du ratio à 90jrs, cela indique que l'entreprise celle-ci accorde des crédits à ces clients payables dans délai de 90 jours.

3.3.3.2. Ratio de rotation des fournisseurs

Tableau n°31 :Ratio de rotation des fournisseurs

| Ratio | Formule | Calcul | |
|-------------------------------------------|------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|
| | | 2021 | 2022 |
| Ratio de rotation des Fournisseurs | $\frac{\text{Dettes fournisseurs}}{\text{Achat TTC}} \times 360$ | $\frac{17\ 604\ 677}{166\ 657\ 558} \times 360 = 38 \text{ Jours}$ | $\frac{148\ 084\ 007}{353\ 058\ 742} \times 360 = 150 \text{ Jours}$ |

Source : Réalisé par nous-mêmes, à partir des données des bilans.

En 2021, le ratio de rotation des fournisseurs est de 38 jours ce qui indique que l'entreprise paie ses fournisseurs dans un délai relativement court. En 2022, le ratio de rotation des fournisseurs est de 150 jours, ce qui signifie que l'entreprise met environ 150 jours pour régler les factures des fournisseurs. Cela montre une politique de paiement plutôt lente, où l'entreprise retarde ses sorties de trésorerie.

3.3.3.3. Ratio de rotation des stocks

Tableau n°32 :Ratio de rotation des stocks

| Ratio | Formule | Calcul | |
|-------------------------------------|-----------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|
| | | 2021 | 2022 |
| Ratio de rotation des stocks | $\frac{\text{Stocks}}{\text{Achat TTC}} \times 360$ | $\frac{117\ 868\ 877}{166\ 657\ 558} \times 360 = 254 \text{ Jours}$ | $\frac{82\ 196\ 335}{353\ 058\ 742} \times 360 = 84 \text{ Jours}$ |

Source : Réalisé par nous-mêmes, à partir des données des bilans.

En 2021, le ratio de rotation des stocks est estimé à 254 jours, cela peut indiquer une rotation des stocks très lente, ce qui peut engendrer des problèmes d'immobilisation de capital. En 2022, le ratio a baissé à 84 jours, cela indique une rotation modérée des stocks,

ce qui peut refléter un équilibre entre la gestion efficace des stocks et la disponibilité de liquidités.

3.4. Avis motivé et décision du comité de crédit de l'agence « 583 »

3.4.1. Avis motivé

« En ce qui concerne les avis motivés sur le dossier de l'entreprise et sa demande de crédit d'exploitation, nous avons pris en compte à la fois l'opinion du chargé d'étude de l'agence et celle du directeur. »¹

3.4.1.1. Avis motivé du chargé d'étude de l'agence sur la qualité de la relation

Notre client est une nouvelle relation domiciliée à notre niveau depuis le 08/03/2021 avec laquelle nous entretenons de bonnes relations. Il s'agit d'une entreprise commerciale en gros, qui emploie 03 ouvriers.

3.4.1.2. Avis motivé du chargé d'étude de l'agence sur l'analyse des ratios

Suite à l'examen attentif du dossier, nous sommes favorables à la mise en place d'un découvert d'un montant de 10 000 000,00 DA, équivalant à 15 jours du chiffre d'affaires. Cependant, cette approbation est soumise à certaines conditions préalables et à la validation de l'ensemble des actes de garantie, notamment :

- * la présentation d'un document de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) dûment signée et enregistrée en version arabe ;
- * l'obtention de l'hypothèque légale de premier rang sur un terrain ;
- * la réception de la Déclaration Préalable d'Affectation des Moyens de Ressources (DPAMR).

Ces conditions sont essentielles pour sécuriser cette ligne de découvert et garantir la conformité aux exigences légales et financières. Une fois ces étapes accomplies avec succès, la ligne de découvert pourra être mise en place.

3.4.1.3. Avis motivé du directeur de l'agence

Nous sommes favorables à la mise en place d'une ligne de découvert d'un montant de 10 000 000,00 DA, sous réserves de certaines conditions préalables :

¹ Document interne à la BNA, agence 583.

CHAPITRE III : Financement d'un crédit d'exploitation d'une PME : exemple de la Banque National d'Algérie, agence 583, nouvelle ville Tizi-Ouzou

- * la présentation d'un document de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) dûment signée et enregistrée en version arabe ;
- * l'obtention de l'hypothèque légale de premier rang sur un terrain ;
- * la réception de la Déclaration Préalable d'Affectation des Moyens de Ressources (DPAMR).

Ces conditions préalables sont essentielles pour sécuriser la ligne de découvert et garantir la conformité aux exigences légales et financières.

3.4.2. Décision du Comité de Crédit de l'agence

Après exposé, les membres du comité se sont prononcés favorablement, à l'unanimité, pour : la mise en place d'une ligne de découvert d'un montant 10.000.000,00 DA aux conditions ci-après :

- * pour compléter le dossier, plusieurs éléments ont été rassemblés, notamment le négatif d'hypothèque, le livret foncier et le rapport d'expertise de la société algérienne d'expertise (SAE). Ces documents servent à étayer la demande du crédit d'exploitation.
- * en ce qui concerne les garanties, a priori la signature de la convention de crédit d'exploitation ainsi que le recueil de la DPAMR ont été obtenus pour sécuriser le prêt.
- * de plus, des garanties à postériori ont été mises en place, notamment le recueil de l'hypothèque légale de premier rang sur le terrain. Ces garanties viennent renforcer la sécurité du prêt accordé à l'entreprise.

L'ensemble de ces mesures vise à garantir la protection des intérêts de toutes les parties impliquées dans la transaction financière.

Conclusion

Grâce à notre stage pratique, qui s'est déroulé auprès de la BNA, agence 583, nous avons eu accès aux documents de la SARL "X" qui a sollicité un crédit d'exploitation d'un montant de 10 000 000,00 DA.

La demande de crédit d'exploitation adressée à la BNA se déroule selon plusieurs étapes : d'abord, l'évaluation du dossier de crédit, le reclassement des bilans puis l'analyse des états financiers (bilan, compte de résultats et plan de trésorerie), ensuite l'étude par les ratios, en fin la décision bancaire doit être prise avec l'accord de la banque centrale, du directeur et du comité de crédit de l'agence bancaire.

L'analyse du dossier présenté doit permettre au banquier d'apprécier la solvabilité de l'entreprise et ses capacités à rembourser ces dettes à court terme, du fait que la durée de ces crédits n'excède pas 12 mois. La SARL "X" a dépensé ce crédit d'exploitation à régler ses charges.

Conclusion générale

L'entreprise est le moteur de l'économie, et les PME en particulier, jouent un rôle vital en créant de l'emploi, en attirant l'innovation et en contribuant à la croissance économique. La banque, de son côté, joue un rôle essentiel en fournissant des services financiers et des financements adaptés aux besoins des entreprises, notamment les PME.

Cette relation est symbolique car les banques ont besoin d'entreprises viables et solvables pour prospérer, tandis que les entreprises dépendent des crédits pour financer leurs activités d'exploitation et leurs investissements. La compréhension de cette relation est cruciale pour les entrepreneurs et les gestionnaires des PME, car elle leur permet de prendre des décisions éclairées en matière de financement, de gestion de trésorerie et de croissance. En Algérie, la relation entre les PME et les banques est influencée par divers facteurs, notamment l'accès au financement, la gestion du risque et le soutien gouvernemental.

Le financement bancaire des PME est un élément essentiel de leur croissance et de leur développement. Les PME ont souvent des besoins, notamment l'expansion, l'achat d'équipement, le renforcement des fonds de roulement et le lancement de nouveaux projets.

Le financement bancaire demeure un pilier important pour les PME, mais il est essentiel de comprendre que d'autres options de financement sont possibles pour répondre à des besoins diversifiés ; il faudrait donc envisager une combinaison de sources de financement pour assurer leur croissance et leur stabilité financière.

Les banques sont traditionnellement une source majeure de financement pour les PME, car elles octroient des crédits à court, moyen et long termes, ainsi que des lignes de crédit. Cependant, l'obtention de financement bancaire, peut parfois être un défi pour les PME, notamment pour les nouvelles entreprises ou celle qui ont des antécédents de crédit moins favorables et cela confirme notre première hypothèse. Les besoins de financement des PME varient également en fonction de leur niveau de développement, de leur activité et de leur stratégie commerciale.

Les moyens de financement des PME vont au-delà des banques. Elles doivent souvent diversifier leurs sources de financement pour répondre à leurs besoins spécifiques. Il est impératif de reconnaître les risques de financement bancaire, notamment la dépendance envers des tiers, les obligations de remboursement qui peuvent affecter la rentabilité et les

coûts financiers liés aux taux d'intérêt. Et pour cela la banque demande souvent des garanties pour se protéger en cas des problèmes.

Grâce à notre stage pratique qui s'est déroulé auprès de la BNA, agence 583 de Tizi-Ouzou, nous a permis d'améliorer nos connaissances sur le financement bancaire des PME, en particulier le financement par le crédit d'exploitation une l'entreprise "X". La demande de crédit d'exploitation se déroule par des étapes d'évaluation, d'analyse financière et de décision bancaire, cela nous induit à infirmer notre deuxième hypothèse car les procédures de demande d'un crédit d'exploitation et d'un crédit d'investissement diffèrent généralement en fonction de l'objectif du prêt, le crédit d'investissement est destiné à des projets à long terme et implique une analyse plus approfondie de la viabilité du projet. Ainsi, nous aissue à confirmer notre troisième hypothèque, que la banque effectuera une analyse financière pour accorder des crédits aux PME.

Cependant, à l'avenir, notre souci est de suivre la situation financière de la PME "X", car si elle est souvent à la recherche d'un découvert bancaire, elle risque de se voir refuser le financement (à cause de la non-disponibilité de liquidités) et a ternir son image vis-à-vis de ses créanciers.

BIBLIOGRAPGIE

Ouvrage

- AKKACHE-MAACHA, Dehbia, « Cours de gestion de l'entreprise », Édition EL-AMEL, Tizi-Ouzou, 2019.
- BEGUIN EGUIN Jean-Marc, ARNAUD Bernard, « L'essentiel des technique bancaires », Édition EYROLLES, Paris, 2008.
- Beiton Alain, Antoine Cazorla, Christine Dollo, Anne –Mary Draï, « Dictionnaire de science économique», Édition MEHDI,TIZI OUZOU, 2012.
- Beiton Alain, Ghristophe Rodrigues, Camille Abeille-Becker,« Economie, sociologie et histoire du monde contemporain »,Édition ARMAND COLIN, 2018.
- Luc. BERNET-ROLLANDE, « Principes de technique bancaire », 25ème édition, Edition DUNOD, Paris, 2008.
- Anne-marie BOUVIER, Stéphane BALLAND, « Management des entreprises en 24 fiches », Édition DUNOD, Paris, 2008.
- GODIH Djamel Torqui ,Lazreg Mohammed, « les principes généraux afférents aux techniques bancaires ». Édition NPU, Tlemcen ,2021.
- John-YvesEglem, Bernard Févry, « La finance d'entreprise pour les nuls », 2^{ème} édition, Édition First, un département d'Edi8, Paris, 2020.
- Henry TERREL, Henri LEJEUNE, « Traité des opérations commerciales de banque », Édition MASSON, Paris, 1953.
- Maité Juan, Jean-louisLavile, Joan Subirats, « Du social business à l'économie solidaire » Édition ERES, Toulouse, 2020.

Documents officiels

- Document interne de la BNA nouvelle-ville, agence n°583, Tizi-Ouzou.
- Journal officiel de la république algérienne N° 77, chapitre II, article 4 ,12 décembre 2001.
- Journal officiel de la République Algérienne, N°18, article 110-114.
- Ordonnance 96-09 du 10/01/1996 relative au crédit-bail.
- Règlement 2002-03 du 14 novembre 2002, portant sur le contrôle interne des banques et établissements financiers.
- la loi n° 86/12 du 199/08/1986.

Mémoires

***Magister**

- BOUKROUS Djamilia, « Les circuits de financement des petites et moyennes entreprises en Algérie : Etude d'un crédit bancaire », mémoire de magister en sciences économiques, Université d'Oran, 2007.
- DALI YUCEF Samia, « le financement par le leasing : un nouveau moyen d'aide au développement de la PME en Algérie, son application à la BNP Paribas El Djazaïr et la BADR. », mémoire de magister en management, université d'Oran, 2010.
- Madouche Yacine, « la problématique d'évaluation du risque de crédit des PME par la banque en Algérie », mémoire de magistère en sciences économiques, UMMTO, 2012.
- OUSSAID Aziz,« **Financement des Petites et Moyennes Entreprises : Cas des PME algériennes** », mémoire de magister en sciences économiques, UMMTO, 2016.

***Master**

- AHMED TAYEB Lyesmine, AIT KACI Selena, « Le financement de la croissance interne d'une entreprise : Cas du Groupe IZERKHEF », mémoire de master en sciences Financières et Comptabilité, UMMTO, 2022.

- AIT ABDELMALEK Kamilia, OULD MAHAMMED Salem, « Financement bancaire des PME en Algérie cas de la banque extérieur d’Algérie (BEA), Tizi-Ouzou, agence n°043 », mémoire de master sciences de gestion, UMMTO, 2020.

-AIT OUALI Idriss, AOUAKLI Sara « Le financement bancaire des PME en Algérie cas BDL Tizi-Ouzou », mémoire master en Sciences, UMMTO, 2021/2022.

-AREZKI DYHIA, BENBAYA YACINE « LE FINANCEMENT BANCAIRE DES ENTREPRISES ÉTUDE DE CAS DE LA BNA, TIZI-OUZOU », mémoire de master en sciences de gestion, UMMTO, 2022.

-AYACHI Kahina, HENANE Yasmina, « Financement Bancaire des Entreprises Privées ; Cas de l’agence BNA n°589, AOKAS.», mémoire de master en sciences économiques, Université de Bejaia, 2021.

-BENHADJ Katia, OUTAYEB Rafik « la banque et le financement des PME/PMI : illustration à traves l’expérience de la BADR, agence Ain El Hammame.», mémoire master en Sciences Commerciales, UMMTO, 2015.

-BOUARABA Smail, DEHMAS Yazid, « Financement bancaire des entreprises par le Crédit d’investissement. », mémoire de master en sciences de gestion, UMMTO, 2021.

-MADANI Fatiha, MAUCHE Nassima, « La problématique de financement bancaire des PME en Algérie : CAS des PME de la wilaya de Bejaia.», mémoire de master en sciences économiques, Université de Bejaia, 2013.

-Mila Sarah, Kentouri Tinhinan, « Problématique de financement des PME en Algérie (approches par les risques) », mémoire de master en sciences économiques, Université de Bejaïa, 2020.

Divers

- AKKACHE MAACHA Dehbia, « Cours de Gestion des entreprises,2LMD, SFC Section A », UMMTO ,2019.

- KHODJA Mourad, « Cours de Gestion des entreprises, 2LMD, SFC Section B », UMMTO, 2019.

Sites internet

-<https://www.mataf.net/fr/edu/glossaire/credit-a-long-terme>.

-<https://www.lesclesdelabanque.com>.

-<https://banque.ooreka.fr/astuce/voir/487269/loi-dailly>.

<https://libeo.io/blog/gestion-de-tresorerie/fonds-de-roulement>.

-<https://www.alternatives-economiques.fr/dictionnaire/definition/96630>.

-<https://www.wesharebonds.com/westudy-v1/unite/cr%C3%A9dit-bail>.

-www.bsi-economics.org. «Relations de long terme entre banques et entreprises et rationnement de crédit », P02, consulté le 25 août 2023.

Annexes

Guide d'entretien

Ce guide d'entretien a pour objet de collecter certain nombre d'informations auprès des services concernés de la BNA, agence nouvelle ville, code 583, afin de compléter notre travail de recherche. Ci-après, une série de questions auxquelles nous souhaiterons avoir des réponses.

Questions :

- 1) Faite-vous l'analyse financière avant ou après l'autorisation de la banque d'Algérie ?

- 2) La demande de crédit d'exploitation est-t-elle la même que ce lui avec le crédit d'investissement ? Et la procédure de renouvellement est celle la même que la premier demande ?

- 3) Quelles documents utilise vous pour effectuer l'analyse financière ?

- 4) Quelles sont les critères demander pour l'octroi d'un crédit d'exploitation pour les PME ?

- 5) Qu'ils peuvent être les risques relative à le crédit d'exploitation ? ET Quelles sont les causes de l'insolvabilité des clients ?

- 6) Quel type de crédit d'exploitation est plus ou moins risqué pour la banque ?

7) Comment les clients peuvent rembourser –ils leurs crédits ?

8) Vos offres de produits sont :

Annuelles / Mensuelles / Trimestriels.

9) le secteur de la BNA :

Privé /Public/Mixte

10) Quel est votre secteur d'activité ?

11) Y'aurait-il des situations dans lesquelles la banque serait amenée à modifier ou annuler le crédit une fois accordé? Et dans quelles situations

12) Quelles sont les conditions de remboursement de crédit d'exploitation ?

13) Quel sont les délais impartis pour obtenir une réponse concernant la demande d'un crédit d'exploitation ?

14) Existerait-il des avantages inhérents au crédit d'exploitation pour la banque ?

**15) En cas d'insolvabilité d'un client, quels-peuvent être les risques encourus par la banque ?
si oui, comment y remédier ?**

16) Quelle types de crédits que la BNA accorde à ces clients ?

Liste des tableaux

| Liste des tableaux | Pages |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| Tableau N° 01 : Évolution du recensement des petites et moyennes entreprises en Algérie (2003-2021) | · 11 |
| Tableau N° 02 : Avantages et inconvénients de l'augmentation de capital | 37 |
| Tableau N° 03 : Avantages et inconvénients de l'autofinancement | 38 |
| Tableau N° 04 : Avantages et inconvénients des emprunts obligataires | 39 |
| Tableau N° 05 : Avantages et inconvénients du crédit-bail | 41 |
| Tableau N° 06 : Avantages et inconvénients de facilité de caisse | 43 |
| Tableau N° 07 : Avantages et inconvénients de découvert bancaire | 44 |
| Tableau N° 08 : Avantages et inconvénients de l'affacturage | 44 |
| Tableau N° 09 : Avantages et inconvénients de l'escompte d'effets de commerce | 46 |
| Tableau N° 10 : Bilan prévisionnel actif de la SARL X années 2021 et 2022 | 78 |
| Tableau N° 11 : Bilan prévisionnel passif de la SARL X années 2021 et 2022 | 79 |
| Tableau N° 12 : Le compte de résultats de la SARL X années 2021 et 2022 | 81 |
| Tableau N° 13 : Calcul de production de l'exercice | 83 |
| Tableau N° 14 : Calcul de la valeur ajoutée | 83 |
| Tableau N° 15 : Calcul de l'excédent brut d'exploitation | 84 |
| Tableau N° 16 : Calcul de résultat opérationnel | 84 |
| Tableau N° 17 : Calcul du résultat net de l'exercice | 84 |
| Tableau N° 18 : Plan de trésorerie | 86 |
| Tableau N° 19 : Ratio de solvabilité | 88 |
| Tableau N° 20 : Ratio d'indépendance financière | 88 |
| Tableau N° 21 : Ratio d'endettement | 89 |
| Tableau N° 22 : Ratio de capacité de remboursement | 89 |
| Tableau N° 23 : Ratio de liquidité générale | 90 |
| Tableau N° 24 : Ratio de liquidité immédiate | 90 |
| Tableau N° 25 : Ratio de liquidité réduite | 91 |
| Tableau N° 26 : Ratio de rentabilité des capitaux propres (CP) | 91 |
| Tableau N° 27 : Ratio de la marge bénéficiaire brute | 92 |
| Tableau N° 28 : Ratio de résultat net | 92 |

| | |
|--------------------------------------------------------|----|
| Tableau N° 29 : Ratio de la marge d'exploitation | 93 |
| Tableau N° 30 : Ratio de rotation des créances/clients | 93 |
| Tableau N° 31 : Ratio de rotation des fournisseurs | 94 |
| Tableau N° 32 : Ratio de rotation de stocks | 94 |

Listes des figures et schémas

| Liste des figures | Pages |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| Figure N°01 : Evolution des PME en Algérie | 12 |
| Figure N°02 : Calcul de besoin de fonds de roulement par le haut et le bas du bilan | 33 |

| Liste des schémas | Pages |
|------------------------------------------------------------------|-------|
| Schéma N°01: L'entreprise est « une boîte noire » | 07 |
| Schéma N°02 : Types de banques | 15 |
| Schéma N°03 : Les besoins de financement des PME | 28 |
| Schéma N°04 : Cycle d'exploitation d'une entreprise industrielle | 31 |
| Schéma N°05 : Besoin en fonds de roulement (BFR) | 34 |
| Schéma N°06 : Mécanisme de crédit-bail | 42 |
| Schéma N° 07 : Organigramme de l'agence 583 de Tizi-Ouzou | 66 |

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|
| <i>Remerciement</i> | <i>I</i> |
| <i>Dédicace</i> | <i>II</i> |
| <i>Résumé</i> | <i>III</i> |
| <i>Résumé en anglais</i> | <i>IV</i> |
| <i>Liste des abréviations</i> | <i>V</i> |
| <i>Sommaire</i> | <i>VI</i> |
| <i>Introduction générale</i> | <i>01</i> |
| <i>CHAPITRE I : Cadre conceptuel sur l'entreprise et la banque</i> | <i>01</i> |
| <i>Introduction</i> | <i>04</i> |
| <i>Section 1 : Aperçu général sur l'entreprise et la banque</i> | <i>05</i> |
| <i>1. Définition de l'entreprise</i> | <i>06</i> |
| <i>1.1.1. Du point de vue économique</i> | <i>06</i> |
| <i>1.1.2. Du point de vue financier</i> | <i>06</i> |
| <i>1.1.3. Autre définitions de l'entreprise</i> | <i>07</i> |
| <i>1.1.3.1. L'entreprise est une « boîte noire »</i> | <i>07</i> |
| <i>1.1.3.2. L'entreprise selon l'école classique, une organisation rationnelle</i> | <i>08</i> |
| <i>1.1.3.3. L'entreprise en tant que système</i> | <i>08</i> |
| <i>1.1.3.4. L'entreprise selon la théorie des coûts de transaction : une alternative aumarché</i> | <i>09</i> |
| <i>1.1.3.5. L'entreprise selon les évolutionnistes : « une compétence foncière</i> | <i>09</i> |
| <i>1.2. Définitions de la Petite et Moyenne Entreprise (PME)</i> | <i>10</i> |
| <i>1.2.1. Définition des PME dans certains pays</i> | <i>10</i> |
| <i>1.2.2. Les caractéristiques des PME</i> | <i>12</i> |
| <i>1.2.3. Les avantages et les inconvénients des PME</i> | <i>13</i> |
| <i>1.2.3.1. Les avantage des PME</i> | <i>13</i> |
| <i>1.2.3.2. Les inconvénients des PME</i> | <i>14</i> |
| <i>1.2.4. Autres inconvénients des PME</i> | <i>14</i> |
| <i>1.2. Définition de la banque</i> | <i>15</i> |

| | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| 2.2. Les différents types de banques..... | 15 |
| 2.1.1. La banque centrale | 15 |
| 2.1.2. La banque de dépôt..... | 16 |
| 2.2.3. La banque d'investissement | 16 |
| 2.2.4. La banque d'affaires | 16 |
| 2.2.5. La banque universelle (ou commerciale) | 16 |
| 2.3. Le rôle (métiers) de banque..... | 17 |
| 2.3.2. Le rôle de la banque dans les opérations financières | 17 |
| 2.3.1.1. Le rôle de la banque dans la collecte des ressources | 17 |
| 2.3.1.3. Le rôle de la banque dans l'octroi des crédits | 18 |
| 2.3.1.2. Le rôle de la banque dans les opérations de trésorerie | 18 |
| Section 2 : La relation PME-Banque..... | 19 |
| 2.1. La relation PME-banque vue par l'entreprise (PME)..... | 19 |
| 2.1.1. Les attentes des PME en relation avec les banques | 19 |
| 2.1.2. Les obstacles d'accès des PME aux crédits bancaires | 20 |
| 2.2. La relation PME-banque vue par la banque | 21 |
| 2.2.1. La place des PME dans le portefeuille des banques | 21 |
| 2.2.2. L'intermédiation bancaire et comportement envers les PME..... | 21 |
| 2.2.3. Les attentes des banques dans leur relation avec les PME..... | 22 |
| 2.2.4. Les obstacles de financement bancaire des PME..... | 22 |
| 2.3. Relation PME-banque en Algérie | 24 |
| 2.3.1. Les attentes de la relation PME-banque en Algérie | 24 |
| 2.3.2. Les obstacles de la relation PME-banque en Algérie | 24 |
| Conclusion..... | 26 |
| CHAPITRE II : Le financement bancaire des petites et moyennes entreprises (PME)..... | 27 |
| Introduction | 27 |
| Section 01 : Besoin de financement des PME..... | 28 |
| 1.1. Financement du cycle d'investissement..... | 28 |

| | |
|-------------------------------------------------------------------|----|
| 1.1.1. Définition de l'investissement..... | 29 |
| 1.1.2. Les différents types d'investissement..... | 29 |
| 1.1.3. Les besoins de financement liés à l'investissement | 30 |
| 1.2. Financement du cycle d'exploitation | 31 |
| 1.2.1. Définition de l'exploitation..... | 31 |
| 1.2.2. Les besoins de financement liés à l'exploitation | 32 |
| 1.2.3. La notion de besoin en fonds de roulement | 32 |
| 1.3. Les besoins de financement liés à l'innovation..... | 35 |
| Section 02 : Moyens de financement des PME..... | 36 |
| 1.2.1.1. Le financement interne..... | 36 |
| 1.2.1. Les moyens de financement des investissements | 36 |
| 1.2.1.2. Le financement externe..... | 38 |
| 1.2.2. Les moyens de financement de l'exploitation..... | 43 |
| 1.2.2.1. Les crédits par caisse..... | 43 |
| 1.2.2.2. Les crédits par signature..... | 48 |
| Section 03 : Risques et garanties du financement bancaire..... | 50 |
| 3.1. Les risque de financement bancaire..... | 50 |
| 3.1.1. Sources des risques bancaires | 50 |
| 3.1.1.1. Asymétrie de l'information | 50 |
| 3.1.1.2. Les risques liés à l'entreprise elle-même..... | 51 |
| 3.1.1.3. Les risque tenant à l'environnement externe | 51 |
| 3.1.2. Les différents risques des crédits bancaires | 51 |
| 3.1.2.1. Les risques liés à l'entreprise elle-même..... | 51 |
| 3.1.2.2. Les risques d'immobilisation du crédit (liquidités)..... | 53 |
| 3.1.2.3. Les risques de non paiement des intérêts | 53 |
| 3.1.2.3. Les risques majeurs..... | 54 |
| 3.2. Les garanties du financement bancaire..... | 57 |
| 3.2.1. Les garanties personnelles | 57 |
| 3.2.2. Les garanties réelles..... | 58 |

| | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| <i>Conclusion</i> | 59 |
| <i>CHAPITRE III : Financement d'un crédit d'exploitation d'une PME Exemple de la Banque National d'Algérie, agence 583, nouvelle ville Tizi-Ouzou</i> | 60 |
| <i>Introduction</i> | 60 |
| <i>Section 01 : Présentation de la BNA agence 583</i> | 61 |
| 1.1. <i>Présentation de la BNA, agence « 583 »</i> | 61 |
| 1.2. <i>Les missions et les objectifs de la BNA</i> | 61 |
| 1.2.1. <i>Les missions de la BNA, agence 583</i> | 61 |
| 1.2.2. <i>Les objectifs de la BNA</i> | 62 |
| 2.3. <i>L'organisation de l'agence n° 583 de Tizi-Ouzou</i> | 62 |
| 1.3.1. <i>Front office</i> | 63 |
| 1.3.2. <i>Back office</i> | 64 |
| <i>Section 02 : Procédure de demande d'un crédit d'exploitation</i> | 67 |
| 2.1. <i>Evaluation du dossier de crédit d'exploitation</i> | 67 |
| 2.1.1. <i>La demande écrite de l'entreprise</i> | 67 |
| 2.1.2. <i>Documents juridiques et administratifs</i> | 67 |
| 2.1.3. <i>Documents fiscaux et parafiscaux</i> | 67 |
| 2.1.4. <i>Documents comptables et financiers</i> | 68 |
| 2.2. <i>Le reclassement des bilans</i> | 69 |
| 2.3. <i>L'analyse des états financiers</i> | 69 |
| 2.4. <i>L'étude par les ratios</i> | 70 |
| 2.4.1. <i>Les ratios de structure</i> | 70 |
| 2.4.2. <i>Les ratios de trésorerie</i> | 72 |
| 2.4.3. <i>Les ratios de gestion ou d'activité</i> | 73 |
| 2.4.4. <i>Les ratios de rentabilité</i> | 74 |
| 2.5. <i>Décision de la banque</i> | 75 |
| <i>Section 03 : Financement d'un crédit d'exploitation d'une PME par la BNA, agence 583</i> | 76 |
| 3.1. <i>Présentation de la PME "X"</i> | 76 |

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------|----|
| 3.2. L'analyse des états financiers | 76 |
| 3.2.1. Le bilan Prévisionnel | 76 |
| 3.2.2. Le compte de résultats..... | 80 |
| 3.2.3. Plan de trésorerie..... | 85 |
| 3.3. L'étude par les ratios | 87 |
| 3.3.1. Les ratios de structure | 87 |
| 3.3.1.1. Ratio de solvabilité | 87 |
| 3.3.1.2. Ratio d'indépendance financière..... | 87 |
| 3.3.1.3. Le ratio d'endettement | 88 |
| 3.3.1.4. Le ratio de capacité de remboursement..... | 88 |
| 3.3.2. Les ratios de trésorerie..... | 88 |
| 3.3.2.1. Ratio de liquidité générale | 89 |
| 3.3.2.2. Ratio de liquidité immédiate..... | 89 |
| 3.3.2.3. Ratio de liquidité réduite..... | 90 |
| 3.3.3. Les ratios de rentabilité | 90 |
| 3.3.3.1. Ratio de rentabilité des capitaux propres (CP) | 90 |
| 3.3.3.2. Ratio de la marge bénéficiaire brute | 91 |
| 3.3.3.3. Ratio de résultat net..... | 91 |
| 3.3.3.4. Ratio de la marge d'exploitation..... | 92 |
| 3.3.3. Les ratios de gestion ou d'activité | 92 |
| 3.3.3.1. Ratio de rotation des créances/clients | 92 |
| 3.3.3.2. Ratio de rotation des fournisseurs..... | 93 |
| 3.3.3.3. Ratio de rotation des stocks..... | 93 |
| 3.4. Avis motivé et décision du Comité de crédit de l'agence..... | 94 |
| 3.4.1. Avis motivé | 94 |
| 3.4.1.1. Avis motivé du chargé d'étude de l'agence sur la qualité de la relation | 94 |
| 3.4.1.2. Avis motivé du chargé d'étude de l'agence sur l'analyse des ratios | 94 |
| 3.4.1.3. Avis motivé du directeur de l'agence..... | 94 |
| 3.4.2. Décision du Comité de Crédit de l'agence..... | 95 |

| | |
|-------------------------------------------|------|
| <i>Conclusion</i> | 96 |
| <i>Conclusion générale</i> | 97 |
| <i>Bibliographie</i> | 98 |
| <i>Annexes</i> | 104 |
| <i>Liste des tableaux</i> | 106 |
| <i>Liste des figures et schémas</i> | 107 |
| <i>Table des matières</i> | 109. |

